



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 mai 1958

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 10th, 1958

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 11072-58)

Agence d'Assurance Mercure Inc.
Mercure Assurance Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1958, constituant en corporation: André Mercure, courtier d'assurance agréé, Mme Camille Mercure, veuve, (née Paule Vigneau) administratrice et Mme Odile Mercure, épouse séparée de biens dudit André Mercure, secrétaire, tous de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers d'assurances, sous le nom de "Agence d'Assurance Mercure Inc.— Mercure Assurance Agency Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

Letters Patent

(A.G. 11072-58)

Agence d'Assurance Mercure Inc.
Mercure Assurance Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1958, incorporating: André Mercure, chartered insurance broker, Mrs. Camille Mercure, widow, (née Paule Vigneau), manageress and Mrs. Odile Mercure, wife separate as to property of the said André Mercure, secretary, all of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as insurance agents and brokers under the name of "Agence d'Assurance Mercure Inc.— Mercure Assurance Agency Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10996-58)

Amérivision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Marcel-G. Robitaille, Pierre Dansereau, de Montréal, et André Fabien, de Longueuil, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de films, œuvres musicales ou théâtrales, textes d'émission ou autres travaux du même genre, sous le nom de "Amérivision Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 720, rue de l'Église, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10987-58)

Argo Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, avocats, et Gerald Cooper, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Argo Investments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10383-58)

Bersal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, Nicholas Vlahos, avocat, et Carol Jones, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues périodiques, travaux artistiques, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de "Bersal Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10996-58)

Amérivision Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Marcel-G. Robitaille, Pierre Dansereau, of Montreal, and André Fabien, of Longueuil, all advocates, for the following purposes:

To carry on a business dealing in films, musical and theatrical works, texts for broadcasting or other work along the same lines, under the name of "Amérivision Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 720 Church Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
17697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10987-58)

Argo Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1958, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, advocates, and Gerald Cooper, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Argo Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10383-58)

Bersal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, Nicholas Vlahos, barrister, and Carol Jones, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Bersal Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10604-58)

Brompton Iron and Metal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Conrad Shatner, de la ville de Hampstead, Harry Blank et Baruch Pollack, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de métaux et produits d'iceux, sous le nom de "Brompton Iron and Metal Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bromptonville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10646-58)

Caligiuri Construction Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Joseph Caligiuri, entrepreneur en construction, Frank Caligiuri, retraité et Dominic Caligiuri, dessinateur de vêtements masculins, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs et couvreurs, sous le nom de "Caligiuri Construction Company Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10951-58)

**Cartier Gas Corporation
La Corporation de Gaz Cartier**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1958, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat et conseil en loi de la Reine, Micheline Marchand, Pauline Marcotte, Lucile Rioux, secrétaires, filles majeures, tous quatre de Québec, Gilles de Billy, Claude Gagnon, conseils en loi de la Reine et René-W. Dionne, tous trois avocats, de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer aucun ou plusieurs des commerces qui consistent à prospecter, produire, négocier, transporter, emmagasiner, distribuer et fabriquer du pétrole, carbone, huiles, gaz, minerais et autres substances minérales et leurs produits, sous-produits et dérivés, sous le nom de "Cartier Gas Corporation — La Corporation de Gaz Cartier", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à chambre 430, 100 d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10604-58)

Brompton Iron and Metal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Conrad Shatner, of the town of Hampstead, Harry Blank and Baruch Pollack, of Montreal, all advocates, for the following purpose:

To manufacture and deal in metals and metal products, under the name of "Brompton Iron and Metal Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 100 preferred shares having a par value of \$100 each and into 100 common shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Bromptonville, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10646-58)

Caligiuri Construction Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Joseph Caligiuri, building contractor, Frank Caligiuri, retired, and Dominic Caligiuri, men's clothing designer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders and roofers, under the name of "Caligiuri Construction Company Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10951-58)

**Cartier Gas Corporation
La Corporation de Gaz Cartier**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1958, incorporating: Jacques de Billy, advocate and Queen's Counsel, Micheline Marchand, Pauline Marcotte, Lucile Rioux, secretaries, spinsters, all four of Quebec, Gilles de Billy, Claude Gagnon, Queen's Counsel, and René-W. Dionne, all three advocates, of Sillery, for the following purposes:

To carry on any one or more of the businesses of prospecting for, producing, dealing in, transporting, storing, distributing and manufacturing petroleum, carbon oils, gases, ores and other mineral substances, and the products, by-products or derivatives thereof, under the name of "Cartier Gas Corporation — La Corporation de Gaz Cartier", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Room 430, 100 d'Youville, Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13670-57)

Center Warehousing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1958, constituant en corporation: Marin Dion, avocat, d'Outremont, Jean-Charles Ménard, estimateur, et Hector Bergeron, garagiste, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des entrepôts; exercer le commerce du transport et de l'emballage de marchandises, sous le nom de "Center Warehousing Ltd.", avec un capital total de \$35,000, divisé en 350 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 13670-57)

Center Warehousing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1958, incorporating: Marin Dion, advocate, of Outremont, Jean-Charles Ménard, assessor, and Hector Bergeron, garage-keeper, of Montreal, for the following purposes:

To operate warehouses; to carry on a business dealing in transportation and the packaging of merchandise, under the name of "Center Warehousing Ltd.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 350 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10974-58)

Château Country Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: William Tetley, avocat, de Ville Mont-Royal, Charles A. Phelan, Peter Robert David MacKell, avocats et Marguerite Gravel, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, taverne, auberge, club et restaurant comme propriétaires et opérateurs, sous le nom de "Château Country Club Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10974-58)

Château Country Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: William Tetley, advocate, of the Town of Mount Royal, Charles A. Phelan, Peter Robert David MacKell, advocates, and Marguerite Gravel, secretary, spinster of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, tavern, public house, club and restaurant keepers as owners and operators, under the name of "Château Country Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 15,000 common shares of a par value of \$1 each and into 250 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10960-58)

Clanranald-Snowdon Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1958, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de portefeuille et de placements, sous le nom de "Clanranald-Snowdon Corporation", avec un capital total de \$99,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 96,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10960-58)

Clanranald-Snowdon Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1958, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the Town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as a holding and investment corporation, under the name of "Clanranald-Snowdon Corporation", with a total capital stock of \$99,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$1 each and into 96,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10399-58)

Clinique Médicale Ahuntsic Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Léo Boyer, Maurice Bertrand, médecins, de Montréal, et Ephraïm Leboeuf, avocat et conseil en loi de la Reine, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Établir et administrer une clinique médicale, un hôpital, un centre de diagnostic et un dispensaire, sous le nom de "Clinique Médicale Ahuntsic Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions communes de \$1 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10399-58)

Clinique Médicale Ahuntsic Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Léo Boyer, Maurice Bertrand, physicians, of Montreal, and Ephraïm Leboeuf, advocate and Queen's Counsel, of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To establish and manage a clinique, hospital, diagnostic centre and dispensary, under the name of "Clinique Médicale Ahuntsic Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10712-58)

Conrad Joyal Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: J.-André Durocher, notaire, Thérèse Bouchard, secrétaire, célibataire, et Gilles Landry, comptable, tous de Coaticook, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie et en chauffage; exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Conrad Joyal Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions communes de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 471, rue Brock, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10712-58)

Conrad Joyal Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: J.-André Durocher, notary, Thérèse Bouchard, secretary unmarried, and Gilles Landry, accountant, all of Coaticook, for the following purposes:

To carry on business as plumbing and heating contractors; carry on the business of an investment company, under the name of "Conrad Joyal Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 471 Brock Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10967-58)

Daily Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Abie Arick, négociant d'immeubles, Issie Abrams, vendeur, tous deux de Montréal et Stanley Backman, marchand, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme agents d'immeubles, sous le nom de "Daily Realty Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10967-58)

Daily Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Abie Arick, realtor, Issie Abrams, salesman, both of Montreal, and Stanley Backman, merchant, of the Town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, under the name of "Daily Realty Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and into 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10909-58)

Dell Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1958, constituant en corporation: Edward Irving Auerback, avocat, Madeline Ferguson, Miriam Bernard, secrétaires, filles majeures, toutes trois de Montréal, et Mark Edmund Gordon, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de portefeuille et placements, sous le nom de "Dell Realities Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10909-58)

Dell Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1958, incorporating: Edward Irving Auerback, advocate, Madeline Ferguson, Miriam Bernard, secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, and Mark Edmund Gordon, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment company, under the name of "Dell Realities Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11029-58)

Delmar Heating & Supplies Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1958, constituant en corporation: Joseph P. Miller, avocat, de Ville LaSalle, Isidore Buller, avocat, Lorraine Lalonde, secrétaire, fille majeure, et George Kournikakis, restaurateur, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'installations pour le chauffage et pour la cuisson, sous le nom de "Delmar Heating & Supplies Company", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 11029-58)

Delmar Heating & Supplies Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1958, incorporating: Joseph P. Miller, advocate, of Ville LaSalle, Isidore Buller, advocate, Lorraine Lalonde, secretary, spinster, and George Kournikakis, restaurant keeper, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in heating systems and cooking systems, under the name of "Delmar Heating & Supplies Company", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10948-58)

Dominion Air-Conditioning Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit mars 1958, constituant en corporation: Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine, Edward H. Bernfeld et Jack B. Bobrove, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à installer, fournir le service et effectuer la vente de systèmes d'air climatisé, sous le nom de "Dominion Air-Conditioning Company Limited", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10948-58)

Dominion Air-Conditioning Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of March, 1958, incorporating: Max Bernfeld, Queen's Counsel, Edward H. Bernfeld and Jack B. Bobrove, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of installation, service and sales of air conditioning equipment, under the name of "Dominion Air-Conditioning Company Limited", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10817-58)

École Centrale du Canada Inc.
Central School of Canada Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1958, constituant en corporation: Roland Déry, professeur en électronique, de Laval-des-Rapides, Roland Sulla, professeur en électronique, et Robert-E. Delmas Doussin, ingénieur civil, de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser et constituer des écoles pour y dispenser l'enseignement des sciences, des arts, des mathématiques, et plus spécialement l'enseignement technique, technologique, scientifique, industriel et commercial, sous le nom de "École Centrale du Canada Inc." — Central School of Canada Inc., avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune et en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 237, boulevard St-Joseph, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10989-58)

Elgood Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, avocats, et Gerald Cooper, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme agents d'immeubles, entrepreneurs, constructeurs et couvreurs; faire le commerce de charbon, bois, grains et machinerie, outillage, et ferronnerie, sous le nom de "Elgood Realities Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10976-58)

El-Lis Construction Co., Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1958, constituant en corporation: Joseph Roy Hoffman, avocat, Muriel Dyall, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Oscar Respitz, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "El-Lis Construction Co., Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
 47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10817-58)

École Centrale du Canada Inc.
Central School of Canada Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1958, incorporating: Roland Déry, professor in electronics, of Laval-des-Rapides, Roland Sulla, professor in electronics, and Robert-E. Delmas Doussin, civil engineer, of Montreal, for the following purposes:

To organize and set up schools for the teaching of sciences; arts, mathematics, and more particularly, technical, technological, scientific, industrial and commercial training, under the name of "École Centrale du Canada Inc." — Central School of Canada Inc., with a total capital of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of \$10 each and 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 237 St. Joseph Boulevard, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1958.

P. FRENETTE,
 47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10989-58)

Elgood Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1958, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, advocates, and Gerald Cooper, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, contractors, builders and roofers; to deal in coal, wood, grain and machinery, equipment and hardware, under the name of "Elgood Realities Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
 47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10976-58)

El-Lis Construction Co., Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1958, incorporating: Joseph Roy Hoffman, advocate, Muriel Dyall, secretary, spinster of the full age of majority, both of Montreal, and Oscar Respitz, advocate, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "El-Lis Construction Co., Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and into 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
 47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11142-58)

Évaporateur Portneuf Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Réal Cossette, industriel, Mme Gisèle Quessy Cossette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réal Cossette, et dûment autorisée par lui et Lauriette Veillette, secrétaire, tous de Portneuf-Station, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits laitiers, oeufs, farine et moulées, sous le nom de "Évaporateur Portneuf Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Portneuf-Station, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11142-58)

Évaporateur Portneuf Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: Réal Cossette, industrialist, Mrs. Gisèle Quessy Cossette, housewife, wife separate as to property of the said Réal Cossette and duly authorized by him and Lauriette Veillette, secretary, all of Portneuf-Station, for the following purposes:

To carry on a business dealing in dairy products, eggs, flour and mashes, under the name of "Évaporateur Portneuf Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Portneuf Station, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11073-58)

Family Hostess Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1958, constituant en corporation: Fernand Hétu, commerçant, Yvette Fortin, secrétaire, célibataire, et Réal Hétu, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de "Family Hostess Sales Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1460, rue Jean Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11073-58)

Family Hostess Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1958, incorporating: Fernand Hétu, tradesman, Yvette Fortin, secretary, spinster, and Réal Hétu, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in accessories for domestic or commercial purposes, under the name of "Family Hostess Sales Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1460 Jean Talon Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10997-58)

F. X. La Salle & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, Mary Mathoul, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Mathoul, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de chaussures et d'articles en cuir, sous le nom de "F. X. La Salle & Fils Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune, 680 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 580, rue Sainte-Catherine, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10997-58)

F. X. La Salle & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Paul Lemieux, advocate, Mary Mathoul, secretary, wife separate as to property of Gaston Mathoul, and Lucille Roy, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business of and dealing in shoes and leather articles under the name of "F. X. La Salle & Fils Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,000 common shares of a par value of \$1 each, 680 preferred class "A" shares of a par value of \$100 each and into 500 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 580 Ste-Catherine St., East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10991-58)

Gaétan Gagné Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Léonard Gagné, contremaître, de Jonquière, Gaétan Gagné, comptable, et Lilianne Bouliane, ménagère, épouse commune en biens dudit Gaétan Gagné, d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et d'accessoires électriques; faire affaires comme bijoutiers et quincailliers, sous le nom de "Gaétan Gagné Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 454, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10991-58)

Gaétan Gagné Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March 1958, incorporating: Léonard Gagné, foreman, of Jonquière, Gaétan Gagné, accountant, and Lilianne Bouliane, housewife, wife common as to property of the said Gaétan Gagné, of Alma, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus and appliances; carry on business as jewellers and hardwaremen, under the name of "Gaétan Gagné Incorporée", with a total capital of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 454 St. Hubert Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11023-58)

Henry A. Cantin Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1958, constituant en corporation: Henry-A. Cantin, marchand et agent manufacturier, Mme Bélangère Nadeau Cantin, ménagère, épouse séparée de biens dudit Henry-A. Cantin, et Vincent Masson, avocat, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de "Henry A. Cantin Incorporé", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2260 — 1ère avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11023-58)

Henry A. Cantin Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1958, incorporating: Henry-A. Cantin, merchant and manufacturing agent, Mrs. Bélangère Nadeau Cantin, housewife, wife separate as to property of the said Henry-A. Cantin, and Vincent Masson, advocate, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Henry A. Cantin Incorporé", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2260 — 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 14178-57)

Hershorn Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Norman Genser, de la ville de Hampstead, Sydney Phillips, de la ville de Côte St-Luc, tous deux avocats, Tessy Frankel, Rose Marie Bourgoing, secrétaires, célibataires et Diane Marchand, secrétaire, veuve non-remariée, toutes trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Hershorn Investment Inc.", avec un capital total de \$220,000 divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 14178-57)

Hershorn Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Norman Genser, of the town of Hampstead, Sydney Phillips, of the town of Côte St. Luc, both attorneys, Tessy Frankel, Rose Marie Bourgoing, secretaries, unmarried, and Diane Marchand, secretary, unmarried, widow, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Hershorn Investment Inc.", with a total capital stock of \$220,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11000-58)

Hutchison Street Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Mortimer Saul Smith, avocat, Shirley Simon et Claude Morin, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Hutchison Street Corporation", avec un capital total de \$100,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10830-58)

Integral Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1958, constituant en corporation: Monica Berzeanu Mateesco, professeur, mariée, séparée de biens en vertu des lois de la Roumanie à Nicolas Mateesco, de Montréal, Florence Goulet Senecal, secrétaire publique, mariée, séparée de biens en vertu des lois de la province de Québec, à George Senecal, et Marthe Lacasse Cloghesy, secrétaire, mariée, séparée de biens, en vertu des lois de la province de Québec à John Cloghesy, tous deux d'Outremont, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Integral Development Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10789-58)

Intercom of Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Paul L'Heureux, avocat, et Pauline Sauvé, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturiers, entremetteurs, importateurs et exportateurs de système électriques en général et en particulier de systèmes de sonorisation, intercommunication et signalisation, sous le nom de "Intercom of Montreal Inc.", avec un capital total de \$500, divisé en 50 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11000-58)

Hutchison Street Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Mortimer Saul Smith, advocate, Shirley Simon and Claude Morin, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Hutchison Street Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 9,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10830-58)

Integral Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1958, incorporating: Monica Berzeanu Mateesco, professor, married, separate maintenance, under the laws of Roumania, to Nicolas Mateesco, of Montreal, Florence Goulet Senecal, Public Secretary, married, separate maintenance, under the laws of the Province of Quebec, to George Senecal, and Marthe Lacasse Cloghesy, secretary, married, separate maintenance, under the laws of the Province of Quebec, to John Cloghesy, both of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Integral Development Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10789-58)

Intercom of Montreal Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March 1958, incorporating: Louis-Philippe Gagnon, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Paul L'Heureux, advocate, and Pauline Sauvé, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To act as manufacturers, intermediaries, importers and exporters of electric systems generally, and more particularly those of scoring of films, intercommunication and traffic lights, under the name of "Intercom of Montreal Inc.", with a total capital of \$500, dividing into 50 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11022-58)

Italian Motor Car Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1958, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Arthur D. Ruby, comptable, Iown Lanteigne et Claire Lubin, sténographes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et négocier des automobiles; exercer le commerce comme garagistes, sous le nom de "Italian Motor Car Distributors Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 11022-58)

Italian Motor Car Distributors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1958, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Arthur D. Ruby, accountant, Iown Lanteigne and Claire Lubin, stenographers, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobiles; to carry on business as garage keepers, under the name of "Italian Motor Car Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General

(P.G. 11114-58)

J. Bernard Hamel, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: J. Bernard Hamel, courtier d'assurance agréé, Mme Fernande Gagnon Hamel, ménagère, veuve de feu Joseph Hamel, et Colette Gagnon, sténographe, tous de Pont-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurance et comme courtiers en valeurs mobilières, sous le nom de "J. Bernard Hamel, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Rouge, comté de Portneuf, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11114-58)

J. Bernard Hamel, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March 1958, incorporating: J. Bernard Hamel, chartered insurance broker, Mrs. Fernande Gagnon Hamel, housekeeper, widow of the late Joseph Hamel, and Colette Gagnon, stenographer, all of Pont-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, stock brokers, under the name of "J. Bernard Hamel, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont Rouge, county of Portneuf, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General

(P.G. 11013-58)

J. Louis Voghel Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Léonard Voghel, Léopold Pépin, et J.-Louis Voghel, tous commerçants, de Belœil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en excavation et comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. Louis Voghel Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1288, boulevard Richelieu, Belœil, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11013-58)

J. Louis Voghel Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1958, incorporating: Léonard Voghel, Léopold Pépin, and J.-Louis Voghel, all tradesmen, of Belœil, for the following purposes:

To carry on business as contractors in excavations and as general building contractors, under the name of "J. Louis Voghel Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 4,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at 1288 Richelieu Boulevard, Belœil, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General

(P.G. 10013-58)

Labrador Cut Rate Food Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit janvier 1958, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, Claire Pigeon, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et J.-Bernard Carisse, avocat, de Ville d'Anjou, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Labrador Cut Rate Food Market Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 25 actions communes de \$100 chacune et en 75 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10013-58)

Labrador Cut Rate Food Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1958, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, Claire Pigeon, secretary, spinster of full age of majority, both of Montreal, and J.-Bernard Carisse, advocate, of the town of Anjou, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in food-stuffs, under the name of "Labrador Cut Rate Food Market Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 25 common shares of \$100 each and 75 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10412-58)

La Cie d'Immeubles Dauville Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Charles Coderre, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Annette Richard, de Bois-des-Filion, et France de la Casinière, de Verdun, toutes deux secrétaires, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "La Cie d'Immeubles Dauville Ltée", avec un capital total de \$55,000, divisé en 550 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à l'Île-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10412-58)

La Cie d'Immeubles Dauville Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March 1958, incorporating: Charles Coderre, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Annette Richard, of Bois-des-Filion, and France de la Casinière, of Verdun, both secretaries, spinsters of full age of majority, for the following purposes:

Deal in real estate; carry on business as general building contractors, under the name of "La Cie d'Immeubles Dauville Ltée", with a total capital stock of \$55,000, divided into 550 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ile Perrot, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
40697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10917-58)

Lamondo Trading Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: William Ghenender, fabricant, Rose Ghenender, ménagère, épouse séparée de biens dudit William Ghenender, at d'Outremont, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure, de Montréal, et Jack Greenstein, avocat, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles vestimentaires, textiles, bottes, chaussures, marchandises tricotees, camions, automobiles et autres véhicules moteurs, transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction, et amélioration, sous le nom de "Lamondo Trading Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10917-58)

Lamondo Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: William Ghenender, manufacturer, Rose Ghenender, housewife, wife separate as to property of the said William Ghenender, and duly authorized by him for the purpose of these presents, of Outremont, Lillian Lazare, secretary, fille majeure, of Montreal, and Jack Greenstein, advocate, of the town of Côte St. Luc., for the following purposes:

To deal in wearing apparel, textiles, boots, shoes, knitted goods, trucks, automobiles and other motor vehicles; to carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Lamondo Trading Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10361-58)

**L'Association des Médecins Bactériologistes
de la Province de Québec**
Association of Medical Bacteriologists
of the Province of Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1958, constituant en corporation sans capital-actions: André Leduc, Hugh Starkey, de Montréal, Paul Dionne, de Cartierville, et Léo Gauvreau, de Québec, tous médecins bactériologistes, pour les objets suivants:

Contribuer au progrès de la Bactériologie médicale, sous le nom de "L'Association des Médecins Bactériologistes de la Province de Québec — Association of Medical Bacteriologists of the Province of Quebec".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100.

Le siège social de la corporation sera 1560, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10361-58)

**L'Association des Médecins Bactériologistes
de la Province de Québec**
Association of Medical Bacteriologists
of the Province of Quebec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April 1958, to incorporation as a corporation without share capital: André Leduc, Hugh Starkey, of Montreal, Paul Dionne, of Cartierville, and Léo Gauvreau, of Quebec, all medical bacteriologists, for the following purposes:

Contribute to the progress of medical bacteriology, under the name of "L'Association des Médecins Bactériologistes de la Province de Québec — Association of Medical Bacteriologists of the Province of Quebec."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100.

The head office of the corporation will be at 1560 Sherbrooke Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10935-58)

Laurentide Graphite Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mars 1958, constituant en corporation: Henri Crépeau, Jean Miquelon, avocats et conseils de la Reine, et Françoise Proulx, agent d'assurance, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Laurentide Graphite Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$500,000, divisé en 500,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 161, 4ième avenue, Ville Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10935-58)

Laurentide Graphite Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the seventeenth day of March 1958, incorporating: Henri Crépeau, Jean Miquelon, advocates and Queen's Counsel, and Françoise Proulx, insurance agent, unmarried, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Laurentide Graphite Corporation" (No Personal Liability), with a total capital of \$500,000, divided into 500,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 161 — 4th. Avenue, town of St. Pierre, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of March 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10934-58)

Laurentide Mineral Products Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Henri Crépeau, Jean Miquelon, avocats et conseils de la Reine, et Françoise Proulx, agent d'assurance, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Laurentide Mineral Products

(A.G. 10934-58)

Laurentide Mineral Products Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Henri Crépeau, Jean Miquelon, advocates and Queen's Counsel, and Françoise Proulx, insurance agent, unmarried, all of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, under the name of "Laurentide Mineral Products Corporation" (No Personal

Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$200,000, divisé en 200,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 161, 4^{ème} avenue, Ville Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10565-58)

Léo Paul Charbonneau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Léo-Paul Charbonneau, entrepreneur en construction, Claire Charbonneau, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Léo-Paul Charbonneau et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Roland Robillard, avocat, tous de Rosemère, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Léo Paul Charbonneau Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 215, Grande Côte, Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10999-58)

**Leran Copper Mining Company Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: André Gagnon, Claude Gagnon, Gilles de Billy, tous trois avocats, de Sillery, Jacques de Billy, avocat, et Lucile Rioux, secrétaire, fille majeure, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Faire des recherches et explorations pour découvrir des mines et minerais, et les négocier, sous le nom de "Leran Copper Mining Company Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10998-58)

Les Immeubles F. X. LaSalle & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Liability), with a total capital of \$200,000, divided into 200,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 161, 4th. Avenue, town of Saint Pierre, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10565-58)

Léo Paul Charbonneau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: Léo-Paul Charbonneau, building contractor, Claire Charbonneau, secretary, wife separate as to property of the said Léo-Paul Charbonneau and duly authorized by him for the purposes therein, and Roland Robillard, advocate, all of Rosemère, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on business as general building contractors, under the name of "Léo Paul Charbonneau Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 215 Grande Côte, Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10999-58)

**Leran Copper Mining Company Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: André Gagnon, Claude Gagnon, Gilles de Billy, all three advocates, of Sillery, Jacques de Billy, advocate, and Lucile Rioux, secretary, spinster, both of Québec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Leran Copper Mining Company Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10998-58)

Les Immeubles F. X. LaSalle & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Paul Lemieux, avocat, Mary Mathoul, secrétaire, épouse séparée de biens de Gaston Mathoul, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Les Immeubles F. X. LaSalle & Fils Inc.", avec un capital total de \$299,900, divisé en 4,900 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune, 2,900 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 580, rue Ste-Catherine est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10666-58)

Loisirs Notre-Dame des Monts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Adrien Bazinet, directeur de funérailles, Charles-A. Jobin, gérant, Ludger Guénette, employé au C.P.R., René Desjardins, opérateur, et Paul Martineau, directeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Organisation des loisirs des jeunes filles de la paroisse St-Jean Berchmans de Montréal, sous le nom de "Loisirs Notre-Dame des Monts Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$15,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10614-58)

Lord & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1958, constituant en corporation: Philippe Lamarre, Marc Lamarre, avocats, de Longueuil, et Jocelyne Gill, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres de forge, fondeurs et ouvrier en métaux, sous le nom de "Lord & Fils Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 870, rue Préfontaine, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Paul Lemieux, advocate, Mary Mathoul, secretary, wife separate as to property of Gaston Mathoul, and Lucille Roy, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business of and dealing in immovables, under the name of "Les Immeubles F. X. LaSalle & Fils Inc.", with a total capital stock of \$299,900, divided into 4,900 common shares of a par value of \$1 each, 2,900 preferred class "A" shares of a par value of \$100 each and into 500 preferred class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 580 Ste-Catherine St. East, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10666-58)

Loisirs Notre-Dame des Monts Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Adrien Bazinet, undertaker, Charles-A. Jobin, manager, Ludger Guénette, C.P.R. employee, René Desjardins, operator, and Paul Martineau, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To organize recreational activities for the young girls of the parish of St. Jean Berchmans of Montreal, under the name of "Loisirs Notre-Dame des Monts Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$15,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10614-58)

Lord & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of March 1958, incorporating: Philippe Lamarre, Marc Lamarre, advocates, of Longueuil, and Jocelyne Gill, secretary, of full age of majority making use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as iron-masters, metal founders and workers, under the name of "Lord & Fils Inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 870 Préfontaine Street, Jacques Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10475-58)

L'Union des Jardiniers, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1958, constituant en corporation: J.-B.-Eugène Roy, rentier, Mme Émilienne Gagnon Roy, ménagère, épouse séparée de biens dudit J.-B.-Eugène Roy, et Rosaire Roy, commis, tous de Lévis, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de graines de semence, engrais, primes, bibelots et cartes de souhaits, sous le nom de "L'Union des Jardiniers, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10475-58)

L'Union des Jardiniers, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1958, incorporating: J.-B. Eugène Roy, annuitant, Mrs. Émilienne Gagnon Roy, housewife, separate as to property of the said J.-B. Eugène Roy, and Rosaire Roy, clerk, all of Lévis, for the following purposes:

To carry on a business dealing with seeds, fertilizer, premiums, bibelots and greeting cards, under the name of "L'Union des Jardiniers, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11112-58)

M. A. Blouin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Marc-André Blouin, courtier en assurances, Pierre Lesage, notaire, tous deux de Sillery, et Claude Royer, notaire, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents d'assurances, sous le nom de "M. A. Blouin Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 378, rue du Roi, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11112-58)

M. A. Blouin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: Marc-André Blouin, insurance broker, Pierre Lesage, notary, both of Sillery, and Claude Royer, notary, of Quebec, for the following purposes:

To carry on as insurance brokers and agents, under the name of "M. A. Blouin Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 378 du Roi Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11069-58)

Magasin Jat (Dolbeau) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1958, constituant en corporation: Joseph-Arthur Tremblay, marchand, de Jonquière, Jean-Marc Leclerc, marchand, et Jean-Louis Thibault, comptable, de Roberval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, charcutiers et bouchers, sous le nom de "Magasin Jat (Dolbeau) Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11069-58)

Magasin Jat (Dolbeau) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1958, incorporating: Joseph-Arthur Tremblay, merchant, of Jonquière, Jean-Marc Leclerc, merchant, and Jean-Louis Thibault, accountant of Roberval, for the following purposes:

To carry on business as grocers, delicatessen and butchers, under the name of "Magasin Jat (Dolbeau) Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

R. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11032-58)

Magasin Lemieux Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

(A.G. 11032-58)

Magasin Lemieux Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Yolande Roy, secrétaire, Eugène Lamoureux, comptable, et Camille Messara avocat, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tissus et de vêtements, sous le nom de "Magasin Lemieux Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10966-58)

Maisonnette Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch et Melvin Salmon, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires, accessoires de ménage et textiles, sous le nom de "Maisonnette Textiles Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 350 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10794-58)

Marcel Drouin Ltée
Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Marcel Drouin, marchand, Jules Drouin, gérant, et Claude Goyette, comptable, tous de Ville St-Pierre, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'accessoires de plomberie et de chauffage, outillage, matériel et matériaux de construction, sous le nom de "Marcel Drouin Ltée.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 950 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 233, rue St-Jacques, Ville Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 11017-58)

Marché Union Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1958, incorporating: Yolande Roy, secretary, Eugène Lamoureux, accountant, and Camille Messara, advocate, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in fabrics and clothing under the name of "Magasin Lemieux Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10966-58)

Maisonnette Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Irving L. Adessky, Moses Moscovitch and Melvin Salmon, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, household accessories and textiles, under the name of "Maisonnette Textiles Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 350 common shares of a par value of \$100 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10794-58)

Marcel Drouin Ltée
Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March 1958, incorporating: Marcel Drouin, merchant, Jules Drouin, manager, and Claude Goyette, accountant, all of the town of St. Pierre, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in plumbing and heating accessories, tooling, building materials and supplies, under the name of "Marcel Drouin Ltée.", with a total capital of \$100,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each and 950 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 233 St. James Street, town of St. Pierre, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11017-58)

Marché Union Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth

du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Hyman Wienstein, marchand, Lillian Adelson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Hyman Wienstein, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, de Montréal, Hyman Weinstein, marchand, et Anne Gordon, ménagère épouse séparée de biens dudit Hyman Weinstein, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, de la ville Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de bouchers et épiciers, sous le nom de "Marché Union Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 10971-58)

Mazel Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirlee Simon, Claude Morin, secrétaires, et Ellen Haggemueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Mazel Corporation", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 11026-58)

Montserrat Poultry Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mars 1958, constituant en corporation: David Mortimer Notkin, avocat, de Westmount, Mary Connor, Pâquerette Théorêt, secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, et Maurice Joseph Boxer, avocat, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce, posséder et exploiter des couveuses artificielles et fermes d'élevage de volailles et en vendre les produits, sous le nom de "Montserrat Poultry Farms Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Frelighsburg, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

day of March, 1958, incorporating: Hyman Wienstein, merchant, Lillian Adelson, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Wienstein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, of Montreal, Hyman Weinstein, merchant, and Anne Gordon, housewife, wife separate as to property of the said Hyman Weinstein, and duly authorized by him for the purpose of these presents, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on business as butchers and as grocers, under the name of "Marché Union Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10971-58)

Mazel Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirlee Simon, Claude Morin, secretaries, and Ellen Haggemueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Mazel Corporation", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11026-58)

Montserrat Poultry Farms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of March, 1958, incorporating: David Mortimer Notkin, advocate, of Westmount, Mary Connor, Pâquerette Théorêt, secretaries, filles majeures et usant de leurs droits, and Maurice Joseph Boxer, advocate, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of owning and operating hatcheries and poultry farms and of selling the products thereof, under the name of "Montserrat Poultry Farms Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Frelighsburg, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10809-58)

Nivel Realities, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Nathan Levine, constructeur, Avrom Podbere and Leonard Wisse, notaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développement, sous le nom de "Nivel Realities, Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4855 avenue Isabella, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10809-58)

Nivel Realities, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1958, incorporating: Nathan Levine, builder, Avrom Podberer and Leonard Wisse, notaries, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Nivel Realities, Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4855 Isabella Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10937-58)

Old Rose Printing Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mars 1958, constituant en corporation: Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, Abraham Feiner, avocats, et Myrna Katz, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'imprimeurs, libraires, et éditeurs, sous le nom de "Old Rose Printing Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10937-58)

Old Rose Printing Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1958, incorporating: Albert Marcus, Isidore Reuben Prazoff, Abraham Feiner, advocates, and Myrna Katz, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, booksellers and publishers, under the name of "Old Rose Printing Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11102-58)

**Paradis Construction Ltd.
Paradis Construction Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Rosaire-Maurice Paradis, constructeur, de St-Elzéar, Seymour Machlovitch et David Litner, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Trasiger les affaires comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Paradis Construction Ltd.—Paradis Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Elzéar, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 11102-58)

**Paradis Construction Ltd.
Paradis Construction Ltée**

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: Rosaire-Maurice Paradis, builder, of St. Elzéar, Seymour Machlovitch and David Litner, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Paradis Construction Ltd.—Paradis Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at St. Elzéar, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11006-58)

Pasoff Holdings Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: Julius Briskin, Arthur Yanofsky, avocats, et Max Shrier, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles; acquérir, construire, exploiter, gérer, vendre ou autrement disposer de bâtisses et constructions de toutes sortes et aussi faire le commerce de matériaux de construction et accessoires, sous le nom de "Pasoff Holdings Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 11006-58)

Pasoff Holdings Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: Julius Briskin, Arthur Yanofsky, advocates, and Max Shrier, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in and with real property; to acquire, construct, operate, manage, sell or otherwise dispose of buildings and structures of all kinds and to deal in and with building materials and supplies, under the name of "Pasoff Holdings Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10123-58)

P. E. Légaré Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Paul-Émile Légaré, marchand, Germaine Guay Légaré, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul-Émile Légaré, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Claude Bordeleau, comptable, tous de Dolbeau, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements faire affaires comme teinturiers et nettoyeurs, sous le nom de "P. E. Légaré Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10123-58)

P. E. Légaré Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: Paul-Émile Légaré, merchant, Germaine Guay Légaré, housewife, wife contractually separate as to property of the said Paul-Émile Légaré, and duly authorized by him for these present purposes, and Claude Bordeleau, accountant, all of Dolbeau, for the following purposes:

To carry on a business dealing in clothing; to operate an industry as dyers and cleaners, under the name of "P. E. Légaré Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Dolbeau, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10973-58)

Penrose Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Samuel Shrier, avocat, Earl Kruger, notaire, et Helen Shaftesley, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Penrose Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10973-58)

Penrose Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Samuel Shrier, advocate, Earl Kruger, and Helen Shaftesley, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Penrose Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 400 common shares of \$100 each and into 1,600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11005-58)

Perma Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: Julius Briskin, Arthur Yanofsky, avocats, et Max Shrier, gérant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Perma Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 900 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, 100 actions, catégorie "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions, catégorie "B", d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 11005-58)

Perma Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: Julius Briskin, Arthur Yanofsky, advocates, and Max Shrier, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Perma Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 900 common shares of a par value of \$10 each, 100 Class "A" shares of a par value of \$10 each and into 3,000 Class "B" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10965-58)

Provincial Hardwoods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Jacques Morin, étudiant en médecine, Lucile Morin, coiffeuse, tous deux de Québec, et Fidèle Morin, mesureur, de Jacques Cartier, tous célibataires, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Provincial Hardwoods Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions communes de \$5 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10965-58)

Provincial Hardwoods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Jacques Morin, medical student, Lucile Morin, hairdresser, both of Quebec, and Fidèle Morin, culler, of Jacques Cartier, all unmarried, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber, and the products thereof, under the name of "Provincial Hardwoods Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$5 each and 1,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11115-58)

Restaurant Horizon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Richard Roy, commis, Marc Langlois, cyisinier, André Morissette, maître d'hôtel, tous trois de Québec, Paul Beauregard, notaire, de Beupré, et Florian Gagnon, hôtelier, de Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de "Restaurant Horizon Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Centre d'achats de Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11115-58)

Restaurant Horizon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: Richard Roy, clerk, Marc Langlois, cook, André Morissette, head waiter, all three of Quebec, Paul Beauregard, notary, of Beupré, and Florian Gagnon, hotel-keeper, of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-keepers, under the name of "Restaurant Horizon Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at the Purchasing Center of Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10930-58)

Rock Lagacé & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat et Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction, portefeuille et placements, sous le nom de "Rock Lagacé & Co. Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(P.G. 11027-58)

Roy Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq mars 1958, constituant en corporation: Maurice Roy, vendeur, Alphonse Bessette, entrepreneur, et Jean-Maurice Charbonneau, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'accessoires et de pièces d'automobiles; faire affaires comme quincailliers, sous le nom de "Roy Auto Parts Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 11016-58)

Sheres Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mars 1958, constituant en corporation: Grégory Charlap, Max Slapack, avocats, et Ted Sheres, marchand, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de fournitures de maisons et accessoires, meubles, articles de fumeurs, cadeaux, porcelaine, poterie, jouets, menus objets, quincaillerie, dispositifs électriques, nouveautés, accessoires de comptoir, marchandises sèches, articles en cuir, bijouterie, ornements, textiles, articles d'étalages pour fleuristes, objets d'art, gravures et peintures, sous le nom de "Sheres Company Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 60 actions ordinaires de \$100 chacune et 540 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10930-58)

Rock Lagacé & Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, holding and investment company, under the name of "Rock Lagacé & Co. Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11027-58)

Roy Auto Parts Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of March, 1958, incorporating: Maurice Roy, salesman, Alphonse Bessette, contractor, and Jean-Maurice Charbonneau, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To operate and industry and business dealing in accessories and automobile parts; to carry on business as hardware dealers under the name of "Roy Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11016-58)

Sheres Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of March, 1958, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, advocates, and Ted Sheres, merchant, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in house furnishings and appliances, furniture, smokers' supplies, giftware, chinaware, pottery, toys, smallwares, hardware, electrical appliances, novelties, bar accessories, dry goods, leather goods, jewellery, ornaments, textiles, florists' supplies, artware, pictures and paintings, under the name of "Sheres Company Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 60 common shares of \$100 each and into 540 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10968-58)

Sol Luncheonettes Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mars 1958, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de la ville Côte St-Luc, et Arthur Shulman, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, hôteliers, taverniers, et aubergistes, sous le nom de "Sol Luncheonettes Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10968-58)

Sol Luncheonettes Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1958, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of the town of Côte St. Luc, and Arthur Shulman, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of restaurant, hotel, tavern and inn keepers, under the name of "Sol Luncheonettes Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10784-58)

Spécialités Lucerne Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Louis-Philippe Gagnon, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Paul L'Heureux, avocat, et Pauline Sauvé, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils de plomberie, chauffage, cuisson, ventilation, climatisation de l'air, de réfrigération et autres appareils, outillages et produits métalliques, sous le nom de "Spécialités Lucerne Specialties Inc.", avec un capital total de \$1,000, divisé en 100 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10784-58)

Spécialités Lucerne Specialties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March, 1958, incorporating: Louis-Philippe Gagnon, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Paul L'Heureux, advocate, and Pauline Sauvé, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing apparatus for plumbing, heating, cooking, ventilation, air-conditioning, refrigeration, and other apparatus, equipment and metallic-products, under the name of "Spécialités Lucerne Specialties Inc.", with a total capital stock of \$1,000, divided into 100 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10480-58)

St Antoine Excavation Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mars 1958, constituant en corporation: Jean-Paul Therrien, entrepreneur, Dame Laurence Desjardins Therrien, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Therrien, de St-Antoine-des-Laurentides, et Hervé Lauzon, comptable, de St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "St Antoine Excavation Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1031, boulevard St-Antoine, Saint-Antoine-des-Laurentides, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 10480-58)

St Antoine Excavation Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of March 1958, incorporating: Jean-Paul Therrien, contractor, Dame Laurence Desjardins Therrien, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Therrien, of St. Antoine-des-Laurentides, and Hervé Lauzon, accountant, of St. Jérôme, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "St Antoine Excavation Ltée", with a total capital of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 1031 St. Antoine Boulevard, Saint Antoine-des-Laurentides, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13753-57)

St. Leonard Realities, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1958, constituant en corporation: George Irwin Harris, avocat, de la ville Côte St-Luc, John Jacob Gottlieb, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Montréal, et Zygmunt Celichowski, gérant de bureau, de ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "St. Leonard Realities, Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$5 chacune et 40 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 400 ouest, rue St-Jacques, (chambre 402), Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 13753-57)

St. Leonard Realities, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of March, 1958, incorporating: George Irwin Harris, advocate, of the town of Côte St. Luc, John Jacob Gottlieb, advocate and Queen's Counsel, of Montreal, and Zygmunt Celichowski, office manager, of the town of Mount Royal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "St. Leonard Realities, Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 200 common shares of \$5 each and into 40 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 400 St. James Street, West, (Room 402), Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11015-58)

Terminal Packaging & Warehousing Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: Clarence Francis McCaffrey, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Montréal, William Hushion, de la ville de Hampstead, Donald Ernest Hushion, de Westmount, Paul J. Landers, de ville Mont-Royal, tous trois administrateurs, et Mildred Callaghan, secrétaire, d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'emballage et celui d'entreposage général, sous le nom de "Terminal Packaging & Warehousing Company Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 11015-58)

Terminal Packaging & Warehousing Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: Clarence Francis McCaffrey, barrister and Queen's Counsel, of Montreal, William James Hushion, of the town of Hampstead, Donald Ernest Hushion, of Westmount, Paul J. Landers, of the town of Mount Royal, all three executives, and Mildred Callaghan, secretary, of Outremont, for the following purposes:

To carry on a general packaging business; to carry on the business of general warehousing, under the name of "Terminal Packaging & Warehousing Company Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11007-58)

Villa Labelle Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mars 1958, constituant en corporation: William Klein, courtier d'immeubles, Stanley Haltrecht, notaire, tous deux de Montréal, et Maurice Gold, comptable agréé, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Villa Labelle Holdings Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 11007-58)

Villa Labelle Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1958, incorporating: William Klein, real estate broker, Stanley Haltrecht, notary, both of Montreal, and Maurice Gold, chartered accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Villa Labelle Holdings Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11031-58)

W & D Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Yolande Roy, secrétaire, Eugène Lamoureux, comptable, et Camille Messara, avocat, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers et de marchandises par voie de terre, sous le nom de "W & D Transport Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Windsor-Mills, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11031-58)

W & D Transport Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1958, incorporating: Yolande Roy, secretary, Eugène Lamoureux, accountant, and Camille Messara, advocate, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a transportation business dealing in the transportation of passengers and merchandise on land, under the name of "W & D Transport Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Windsor-Mills, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10698-58)

Welwort Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mars 1958, constituant en corporation: Louis Orenstein, d'Outremont, Bernard Diamond, Jason Ruby, de Montréal, tous trois avocats, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles; transiger les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Welwort Construction Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10698-58)

Welwort Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of March, 1958, incorporating: Louis Orenstein, of Outremont, Bernard Diamond, Jason Ruby, of Montreal, all three advocates, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To deal in immoveable properties; to carry on the business of a construction company, under the name of "Welwort Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10438-58)

William J. Segal & Sons Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mars 1958, constituant en corporation: Louis Orenstein, d'Outremont, Jason Ruby, de Montréal, tous deux avocats, et Huguette St-Marseille, secrétaire, fille majeure, de l'Ile Perrot, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles vestimentaires, sous le nom de "William J. Segal & Sons Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10438-58)

William J. Segal & Sons Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of March, 1958, incorporating: Louis Orenstein, of Outremont, Jean Ruby, of Montreal, both advocates, and Huguette St-Marseille, secretary, fille majeure, of Ile Perrot, for the following purposes:

To manufacture and deal in wearing apparel, under the name of "William J. Segal & Sons Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10970-58)

Winer & Chazonoff Contractors Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1958, constituant en corporation: Edward Irving Auerback, avocat et solliciteur, Madeline Ferguson et Miriam Bernard, secrétaires, filles majeures et en pleine possession de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'entrepreneurs généraux et plombiers, sous le nom de "Winer & Chazonoff Contractors Corp.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6805 boulevard Décarie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697 P. FRENETTE.

(A.G. 10970-58)

Winer & Chazonoff Contractors Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the first day of April, 1958, incorporating: Edward Irving Auerback, barrister and solicitor, Madeline Ferguson and Miriam Bernard, secretaries, spinners of the full age of majority and in the full enjoyment of all their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and plumbers, under the name of "Winer & Chazonoff Contractors Corp.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 3,000 common shares of a par value of \$10 each and into 5,400 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at 6805 Decarie Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1958.

P. FRENETTE,
47697-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 13854-57)

Camp Hiawatha Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatre mars 1958, à la compagnie "Wenerville Hotel Co. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 15 janvier 1946, changeant son nom en celui de "Camp Hiawatha Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 13854-57)

Camp Hiawatha Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated twenty-fourth day of March, 1958, to the company "Wenerville Hotel Co. Inc." incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of January 15, 1946, changing its name into that of "Camp Hiawatha Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11030-58)

Les Fermes du Cap St-Jacques Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq mars 1958, à la compagnie "Les Fermes du Cap St-Jacques Ltée", changeant ses pouvoirs et modifiant en conséquence les dispositions de ses lettres patentes de constitution en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(A.G. 11030-58)

Les Fermes du Cap St-Jacques Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-fifth day of March 1958, to the company "Les Fermes du Cap St-Jacques Ltée", changing its powers and modifying the provisions of its corporate letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10748-58)

**L. J. Forget & Cie Ltée
L. J. Forget & Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux mars 1958, à la

(A.G. 10748-58)

**L. J. Forget & Cie Ltée
L. J. Forget & Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-second day of March 1958, to the

compagnie "L. J. Forget Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 27 septembre 1954, 1° augmentant son capital de \$100,000 à \$350,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune; 2° changeant son nom en celui de "L. J. Forget & Cie Ltée — L. J. Forget & Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 11008-58)

Vanguard Explorations Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un mars 1958, à la compagnie "Bando Oil & Minerals Corporation" (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes du 4 février 1958, changeant son nom en celui de "Vanguard Explorations Limited" (No Personal Liability).

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mars 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

company "L. J. Forget Ltée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 27, 1954, 1. increasing its capital from the sum of \$100,000 to \$350,000; the additional share capital being divided into 2,250 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each; 2. changing its name to that of "L. J. Forget & Cie Ltée — L. J. Forget & Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11008-58)

Vanguard Explorations Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, and Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated March twenty-first, 1958, to the company "Bando Oils & Minerals Corporation" (No Personal Liability), incorporated under the said Quebec Mining Act by letters patent of February 4, 1958, changing its name into that of "Vanguard Explorations Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of March, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Québec Cour Supérieure, N° 90-729: Dame Marie Lina Lecours, domiciliée à 18 rue St-Vallier Ouest, Québec, épouse commune en biens de Joseph Emmanuel Eugène Turgeon, domicilié à Québec, actuellement résidant à 52 rue St-Joseph Est, Québec, demanderesse, vs Joseph Emmanuel Eugène Turgeon, domicilié à 52 rue St-Joseph, Est, Québec, défendeur.

AVIS

Dame Marie Lina Lecours, domiciliée à 18, rue St-Vallier Ouest, Québec, épouse commune en biens de Joseph Emmanuel Eugène Turgeon, a formé contre son mari une demande de séparation de biens.

Québec, le 18 avril 1958.

Le Procureur de la demanderesse,
47707-o S) RAYNOLD BÉLANGER.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 90-729. Dame Marie Lina Lecours, domiciled at 18 St-Vallier Street, West, Quebec, wife common as to property of Joseph Emmanuel Eugène Turgeon, domiciled at Quebec, presently residing at 52 St-Joseph Street, East, Quebec, plaintiff, vs Joseph Emmanuel Eugène Turgeon, domiciled at 52 St-Joseph Street, East, Quebec, defendant.

NOTICE

Dame Marie Lina Lecours, domiciled at 18 St-Vallier Street, West, Quebec, wife common as to property of Joseph Emmanuel Eugène Turgeon, has instituted against her husband an action for separation as to property.

Quebec, April 18, 1958.

S) RAYNOLD BÉLANGER,
47707 Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 436

Québec, le 1er mai 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département des Affaires municipales.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 436

Quebec, May 1st, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING certain administrative agreements of the Department of Municipal Affairs.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs, as follows:

Preuve photographique de certains documents

Conformément et sous l'autorité de l'article 6 du Statut 5-6 Elizabeth II, chapitre 67, la Loi concernant la preuve photographique de certains documents est déclarée applicable à la ville d'Hampstead, à la suite d'une demande contenue à la résolution adoptée par le conseil de ladite ville le 15 avril 1958.

(Signé): L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

47714-o

Photographic Proof of Certain Documents

In conformity and under the authority of section 6 of Statute 5-6 Elizabeth II, chapter 67, the Act respecting photographic proof of certain documents is declared applicable to the town of Hampstead, following a request contained in the resolution adopted by the Council of the said Town of April 15, 1958.

(Signed): L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

47714

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 436

Québec, le 1er mai 1958.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département des Affaires municipales.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

Preuve photographique de certains documents

Conformément et sous l'autorité de l'article 6 du Statut 5-6 Elizabeth II, chapitre 67, la Loi concernant la preuve photographique de certains documents est déclarée applicable à la cité de Hull, à la suite d'une demande contenue à la résolution adoptée par le conseil de ladite cité le 1er avril 1958.

(Signé): L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

47714-o

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 436

Quebec, May 1st, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING certain administrative agreements of the Department of Municipal Affairs.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs, as follows:

Photographic Proof of Certain Documents

In conformity and under the authority of section 6 of Statute 5-6 Elizabeth II, chapter 67, the Act respecting photographic proof of certain documents is declared applicable to the city of Hull, following a request contained in the resolution adopted by the Council of the said city on April 1st, 1958.

(Signed): L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

47714

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 387

Québec, le 24 avril 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux barbiers-coiffeurs de la région de Hull.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La Section des Patrons-Barbiers-Coiffeurs du Syndicat des Barbiers-Coiffeurs du district de Hull;

ET, D'AUTRE PART:

La Section des Employés-Barbiers-Coiffeurs du Syndicat des Barbiers-Coiffeurs du district de Hull; pour les employeurs et les salariés de la profession visée, suivant les conditions décrites dans la *Gazette Officielle de Québec*, édition du 19 janvier 1957;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans la profession visée et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 387

Quebec, April 24, 1958.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to barbers and hairdressers in the region of Hull.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section des Patrons-Barbiers-Coiffeurs" of the "du Syndicat des Barbiers-Coiffeurs du District de Hull".

AND, ON THE OTHER PART:

"La Section des Employés-Barbiers-Coiffeurs" of the "Syndicat des Barbiers-Coiffeurs du District de Hull", for the employers and the employees the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 19, 1957;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance in the establishing of working conditions in the trades concerned within the territorial jurisdiction mentioned in the said petition;

ATTENDU QUE les dispositions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 19 janvier 1957.

PREMIÈRE PARTIE

JURIDICTION PROFESSIONNELLE

1° La juridiction professionnelle du décret vise toute personne qui exécute ou fait exécuter une ou plusieurs des opérations définies à l'article 2 de la présente partie.

Elle s'étend également à toute personne, compagnie ou corporation qui tient ou fait tenir un salon-école organisé selon la loi de l'Enseignement spécialisé (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 63 et amendements) ou selon la Loi des Écoles Professionnelles (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 64 et amendements), ainsi qu'aux élèves qui le fréquentent.

DÉFINITIONS

Aux fins d'application des dispositions du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

2° *Barbier — Coiffeur pour hommes*: Ces termes désignent toute personne qui rase la barbe, coupe, tond, taille, teint ou flambe les cheveux, nettoie la tête par la méthode du shampooing, frictionne le visage, la chevelure ou le cuir chevelu et donne des massages faciaux.

3° *Compagnon-barbier — compagnon-coiffeur pour hommes*: Ces termes désignent tout barbier ou coiffeur pour hommes qui a terminé sa période d'apprentissage, a conservé au moins 60% des points aux examens requis devant le Bureau d'Examineurs du Comité paritaire et a obtenu dudit Comité un certificat le qualifiant comme tel.

4° *Artisan*: Ce terme désigne toute personne exécutant pour son propre bénéfice un travail faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret.

5° *Apprenti*: Ce terme désigne toute personne faisant l'apprentissage d'une ou de plusieurs des opérations faisant l'objet de la juridiction professionnelle du décret. Il comprend aussi un élève ou étudiant.

6° *Employé régulier*: Ce terme désigne tout salarié dont les services sont retenus et rémunérés à la semaine, et dont les heures de travail hebdomadaire sont celles prescrites par le décret ou les heures régulières de travail d'un salon professionnel, si celles-ci sont moindres que celles prescrites par le décret.

7° *Employé temporaire, surnuméraire, remplaçant*: Ces termes désignent tout salarié dont les services sont retenus et rémunérés, à l'heure, à la journée ou à commission et qui travaille une partie des heures de travail prescrites par le décret pour chaque jour ou chaque semaine, ou une partie des heures régulières de travail d'un salon professionnel, si celles-ci sont moindres que celles prescrites par le décret.

8° *Salon de barbier-coiffeur*: Ce terme désigne un établissement où le barbier ou coiffeur pour hommes exerce sa profession.

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said petition;

BE IT ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour.

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of January 19, 1957.

PART ONE

PROFESSIONAL JURIDICTION

1. The professional jurisdiction of the decree extends to any person who executes or causes to be executed one or more of the operations defined in section 2 of the present part.

It extends also to any person, company or corporation who operates or causes to be operated a school-parlour organized under the Specialized Schools Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 63 and amendments) or the Trade-schools Act (Revised Statutes of Québec, 1941, chapter 64 and amendments), and to pupils attending such a school.

DEFINITIONS

For the purposes of application of the present decree, the following terms shall have the meaning hereinafter given to them:

2. *Barber — Men's hairdresser*: These terms designate any person who shaves, cuts, clips trims, dyes or singes the hair, shampoos the head, rubs the face, the hair or scalp and gives facials (massages).

3. *Journeyman-barber — Men's journeyman hairdresser*: These terms mean any barber or men's hairdresser who has completed his apprenticeship period, has had at least 60% of the points in the examinations before the Board of Examiners of the Parity Committee and obtained from the said Committee a certificate to that effect.

4. *Artisan*: This term designate any person executing, for his own benefit, work included in the professional jurisdiction of the decree.

5. *Apprentice*: This term means any person serving apprenticeship in one or more of the operations included in the professional jurisdiction of the decree. The apprentice may also be called a pupil or student.

6. *Regular employee*: This term means any person whose services are hired and paid by the week and whose weekly hours of work are either those prescribed in the decree, or the regular working hours of a professional parlour should the latter be less than those prescribed by a decree.

7. *Temporary employee, occasional employee, substitute*: These terms designate any person whose services are hired and paid by the hour, by the day or on a commission basis and who works part of the hours prescribed by the decree for each day or for each week, or part of the regular hours of work of a professional parlour, should the latter be less than those prescribed by the decree.

8. *Barber shop*: This term designates an establishment where the barber or men's hairdresser plies his trade.

DISPOSITIONS RELATIVES À L'APPRENTISSAGE

9° *Durée*: La durée normale de l'apprentissage est de trente-six (36) mois.

10° *Conditions d'admission*: Pour être admis à l'apprentissage, toute personne doit être âgée d'au moins 16 ans et avoir terminé la 8ème année du cours élémentaire.

11° *Examen*: A l'expiration de la durée de l'apprentissage, l'apprenti doit se présenter au Comité paritaire aux fins de subir l'examen pour l'obtention du certificat de qualification.

12° *Heures de travail*: Les heures de travail des apprentis dans les salons professionnels sont les mêmes que celles déterminées par le décret pour les employés réguliers.

DISPOSITIONS DIVERSES

13° Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant avoir l'effet de diminuer les prix minima des services déterminés dans le présent décret ne peut être donné au client.

14° En dehors des heures de travail, on doit faire en sorte qu'il soit facile de voir à l'intérieur des salons de barbier.

15° Aucune personne ne peut exercer le métier de barbier, si elle ne détient pas un certificat de qualification émis par le bureau des examinateurs du Comité paritaire. De plus, toute personne qui détient un tel certificat doit le produire sur demande de l'inspecteur ou d'un officier du Comité paritaire.

16° *Dispositions générales*: Dans chaque salon de barbier, il doit y avoir en service régulier et permanent une personne détenant un certificat de qualification.

DEUXIÈME PARTIE

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX BARBIERS ET COIFFEURS POUR HOMMES

101° *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale du décret comprend la cité de Hull, la ville de Buckingham et un rayon de dix (10) milles de leurs limites.

102° Pour les fins d'application, cette jurisdiction est divisée en deux (2) zones de la façon suivante:

Zone I: Cité de Hull et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone II: Ville de Buckingham et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

HEURES DE TRAVAIL

103° *Durée régulière*: Dans la zone I, la semaine régulière de travail est de quarante-sept heures et demie (47½) réparties comme suit:

Les mardi, mercredi jeudi, vendredi et samedi: de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.

Le lundi doit être chômé toute la journée excepté, toutefois, les semaines de Noël et du Premier de l'An. Dans ce cas, les heures de travail du lundi sont de 8.00 a.m. à 6.30 p.m.

Dans la zone II, la semaine régulière de travail est de quarante-neuf (49) heures réparties comme suit:

Les lundi, mardi, jeudi et samedi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

Les vendredi: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m.

Les mercredi: de 8.30 a.m. à midi.

104° Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures ci-haut mentionnées par un employé régulier ou surnuméraire est considéré comme travail supplémentaire.

PROVISIONS CONCERNING APPRENTICESHIP

9. *Duration*: The standard duration of apprenticeship shall be thirty-six (36) months.

10. *Eligibility*: To be admitted to apprenticeship, candidates shall be at least 16 years old and shall have completed the 4th year of the Elementary Course.

11. *Examinations*: At the expiration of the duration of apprenticeship, apprentices shall sit before the Parity Committee for the certification examination.

12. *Hours of work*: Hours of work of apprentices in professional parlors shall be the same as those determined in the decree for regular employees.

MISCELLANEOUS PROVISIONS

13. No object of any value whatever, tending to reduce the minimum prices of the services determined in the present decree may be given to a customer.

14. Outside working hours, windows or doors shall be so arranged that the inside of the parlor may be easily seen from the outside.

15. No one may ply the barbering trade without a certificate of competency issued by the Board of Examiners of the Parity Committee. Also, any person to whom such a certificate has been issued shall produce same upon request of the inspector or of an officer of the Parity Committee.

16. *General provisions*: In every barber shop there shall be a certificated person working regularly and permanently.

PART TWO

PROVISIONS APPLYING TO BARBERS AND MEN'S HAIRDRESSERS

101. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the city of Hull, the town of Buckingham and a radius of ten (10) miles from their limits.

102. For the purposes of enforcement, the said jurisdiction is divided into two (2) zones as follows:

Zone I: The city of Hull and a radius of ten (10) miles from its limits.

Zone II: The town of Buckingham and a radius of ten (10) miles from its limits.

HOURS OF WORK

103. *Regular duration*: In zone I, the regular work week is forty-seven hours and a half (47½) distributed as follows:

Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday: 8.00 a.m. to 6.30 p.m.

No work shall be performed on Monday except, however, for Christmas and New Year's Day weeks. In such case, the hours of work on Monday are distributed between 8.00 a.m. and 6.30 p.m.

In zone II, the regular work week is forty-nine (49) hours distributed as follows:

Monday Tuesday, Thursday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.

Wednesday: 8.30 a.m. to 12.00 (noon).

104. All work performed outside the hours hereinabove mentioned by a regular or supernumerary employee is considered as overtime.

Toutefois, n'est pas considéré comme travail supplémentaire, toute opération exécutée par le salarié pour finir le travail commencé sur un client avant l'expiration de la durée du travail.

However, time taken by an employee to finish work in progress before the expiration of the duration of work, shall not be considered as overtime.

JOURS CHÔMÉS

105° Les jours de fêtes chômés sont les suivants:

Le Premier de l'An, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), la fête du Travail et Noël.

106° Repas: Une (1) heure doit être accordée à tout salarié pour le repas du midi et une (1) heure également pour le repas du soir, le vendredi.

SALAIRES MINIMA

107° Le salaire minimum pour le travail régulier est le suivant:

Dans la zone I: les barbiers-coiffeurs réguliers doivent recevoir \$35.00 par semaine plus 65% des recettes de leur travail excédant \$46.00 au cours de la semaine.

Dans la zone II: les barbiers-coiffeurs réguliers doivent recevoir \$30.00 par semaine, plus 60% des recettes de leur travail excédant \$42.00 au cours de la semaine.

108° Apprentis: Les apprentis doivent recevoir le salaire hebdomadaire suivant:

Après le premier semestre.....	\$12.00
Après le deuxième semestre.....	14.00
Après le troisième semestre.....	16.00
Après le quatrième semestre.....	18.00

109° Dans la zone I, un salarié régulier qui ne fait pas sa semaine de travail complète est payé à raison de 70% des recettes de son travail et il n'a pas droit au taux de salaire régulier de \$35.00 par semaine. Le même pourcentage s'applique aux salariés surnuméraires.

110° Aucun employeur n'a le droit de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que les minima ci-haut mentionnés lors de l'entrée en vigueur du présent décret.

VACANCES PAYÉES

111° Tout salarié doit recevoir chaque année un montant équivalent à 2% du salaire de base gagné, à titre de rémunération pour ses vacances. Si un salarié quitte le service de son employeur avant d'avoir complété douze (12) mois de service, il doit recevoir quand même, en tel cas, une rémunération équivalente à 2% du salaire de base gagné à date.

PRIX MINIMA DES SERVICES

112° Les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public, les prix minima suivante pour les services ci-dessous énumérés:

	Zones	
	I	II
Barbe.....	\$0.45	\$0.40
Coupe de cheveux:		
Pour adultes des deux sexes...	0.75	0.65
Pour enfants de moins de 14 ans.....	0.50	0.40
Coupe de cheveux en brosse:		
Pour adultes.....	1.00	0.90
Pour enfants de moins de 14 ans.....	0.70	0.65
Flambage des cheveux.....	0.25	0.25
Shampooing.....	0.50	0.35
Massage.....	0.75	0.50
Tonique ou lotion.....	0.25	0.25
Aiguisage de rasoir.....	0.50	0.35

HOLIDAYS

105. The following shall be days kept as holidays:

New Year's Day, St. John the Baptist Day, July 1 (Confederation Day), Labour Day and Christmas Day.

106. Meals: Every employee is entitled to one (1) hour for his noon meal and one (1) hour for the evening meal on Friday.

MINIMUM WAGES

107. The minimum wages for regular work are as follows:

In zone I: regular barbers and hairdressers shall receive \$35.00 per week, plus 65% of the receipts of their work exceeding \$46.00 during the week.

In zone II: regular barbers shall be paid \$30.00 per week, plus 60% of the receipts of their work exceeding \$42.00 during the week.

108. Apprentices: Apprentices shall receive the following weekly wages:

After six months.....	\$12.00
After twelve months.....	14.00
After eighteen months.....	16.00
After twenty-four months.....	18.00

109. In zone I, a regular employee not working the entire week shall be paid 70% of the receipts of his work and shall not be entitled to the weekly regular rate of \$35.00. The same percentage applies to supernumerary employees (extras).

110. No employer has the right to reduce the wages of an employee receiving more than the minimum rates hereinabove mentioned at the time of the coming into force of the present decree.

VACATION WITH PAY

111. Every employee shall receive, each year, as vacation pay, an amount equivalent to 2% of the basic wages earned. In the event of an employee leaving his employer before the completion of 12 months service, he is entitled to a remuneration equivalent to 2% of the basic wages earned to date.

MINIMUM PRICES OF SERVICES

112. Professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereinafter mentioned:

	Zones	
	I	II
Shave.....	\$0.45	\$0.40
Haircut:		
Male and female adults.....	0.75	0.65
Children under 14 years of age.....	0.50	0.40
Brushcut:		
Adults.....	1.00	0.90
Children under 14 years of age.....	0.70	0.65
Singeing of the hair.....	0.25	0.25
Shampoo.....	0.50	0.35
Massage.....	0.75	0.50
Tonic, lotion.....	0.25	0.25
Razor setting.....	0.50	0.35

113° Aucun objet d'une valeur quelconque pouvant servir à abaisser les taux ci-haut énumérés ne peut être donné au client.

114° Il est interdit d'offrir gratuitement des services faisant l'objet du présent décret ou de donner quelque objet que ce soit comme prime, en vue d'attirer la clientèle ou ayant pour effet de réduire les taux des services ordinairement chargés dans ces salons.

PRORATA DES APPRENTIS

115° Dans aucun salon, il n'est permis d'avoir plus d'un (1) apprenti.

116° Le présent décret abroge le décret numéro 2246 du 27 août 1941 et tous ses amendements.

117° Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise en exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

DURÉE DU DÉCRET

118° Le décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er septembre 1958. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

L. DÉSILETS,

47715-o Greffier du Conseil Exécutif.

113. No object of any value whatsoever may be given to a customer for the purpose of reducing the rates hereinabove enumerated.

114. No one shall offer, without charge, services regulated by the present decree or give what article soever as a premium in order to attract customers or reduce the rates ordinarily charged in such parlors.

PRORATA OF APPRENTICES

115. No parlour is permitted to have more than one (1) apprentice.

116. The present decree repeals the decree number 2246 of August 27, 1941 and all its amendments.

117. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present agreement, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the said former committee incurred under the said previous decree.

DURATION OF THE DECREE

118. The decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until September 1, 1958. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

L. DÉSILETS,

47715-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

(P.G. 2039-50)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-cinq avril 1958, approuvé les règlements de "L'Association Sportive de la Rive Nord", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-six avril 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,

47699-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS PUBLIC

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ

Tarifs pour vente et distribution du gaz

Avis est par les présentes donné que la "Corporation de Gaz Naturel du Québec", distributeur aux termes de la Loi concernant la vente et la distribution du gaz, (5-6 Élisabeth II, 1956-57, chapitre 54) a, par sa requête en date du 30 avril 1958, demandé à la Régie Provinciale de l'Électricité d'approuver de nouveaux tarifs pour la vente et la distribution du gaz, devant

Miscellaneous Notices

(A.G. 2039-50)

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on April twenty-first, 1958, approved the by-laws of "L'Association Sportive de la Rive Nord", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on April twenty-sixth, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

47699 Under Secretary of the Province.

PUBLIC NOTICE

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD

Rates for the sale and distribution of gas.

Notice is hereby given that "Quebec Natural Gas Corporation", a distributor as defined by the Act respecting the sale and distribution of gas (5-6 Elizabeth II, 1956-57, chapter 54), has, by its petition dated April 30th, 1958, requested the Provincial Electricity Board to approve new rates for the sale and distribution of gas, effective June 1st, 1958.

prendre effet après le 1er juin 1958.

Tout intéressé peut obtenir copie des tarifs proposés en s'adressant au soussigné.

Toute personne désirant soumettre des représentations sur le sujet devra en aviser le soussigné par écrit avant le 21 mai 1958.

Par Ordre: Le Secrétaire,
J.-A. MORIN.

132 rue St-Jacques Ouest,
Montréal 1, P.Q.

47705-o

(P.G. 11118-58)

ARTHUR BLOUIN (LIMITÉE)

Règlement N° 3

réduisant le nombre des directeurs de quatre à trois

"L'article N° 11 du règlement N° 1 de la compagnie est abrogé en son entier et remplacé par le suivant:

"Jusqu'à ce qu'il soit autrement pourvu, les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs."

Vraie copie certifiée.

Sherbrooke, le 26 mars 1958.

Le Secrétaire:
LUCIENNE BIRON.

47706-o

(P.G. 13443-57)

LA COMPAGNIE CANADIENNE
DU THÉÂTRE-CLUB LTÉE
THE CANADIAN COMPANY
OF THEATRE-CLUB LTD.

Règlement N° 5

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement N° 5 de la compagnie que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes augmenté de trois à six.

Certifié vraie copie du règlement N° 5 de "La Canadienne du Théâtre-Club Ltée — The Canadian Company of Theatre-Club Ltd." adopté par les directeurs à une assemblée tenue à Montréal le 8 novembre 1957 et ratifié à une assemblée d'actionnaires tenue à Montréal le même jour.

Le Secrétaire,
SUZANNE LEFEBVRE.

47708-o

(P.G. 10820-58)

MIGDAL CONSTRUCTION LTD.

Règlement N° 23

Que le nombre des directeurs de la compagnie "Migdal Construction Ltd." soit augmenté de trois à quatre; et

Que le procureur de la compagnie, Me S. Greenblatt, soit autorisé à prendre les procédures nécessaires afin de valider ledit règlement.

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,
ASHER RYDEL.

47709

(P.G. 12410-54)

SUPER SERVICE FORWARDING LTD.

Règlement A

(diminuant le bureau de direction de quatre à trois)

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement A de "Super Service Forwarding Ltd.", ce qui suit:

1° Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau formé de trois directeurs,

All concerned may obtain from the undersigned copies of the proposed new schedule of rates.

Any person wishing to submit representations respecting this matter, shall notify the undersigned, in writing, before May 21st, 1958.

By Order: J.-A. MORIN,
Secretary.

132 St. James St., West,
Montreal 1, P.Q.

47705-o

(A.G. 11118-58)

ARTHUR BLOUIN (LIMITÉE)

By-law No. 3

decreasing the number of directors from four to three

"Article No. 11 of by-law No. 1 of the company is repealed in its entirety and replaced by the following:

"Until it has been otherwise provided for, the affairs of the company shall be managed by a board of three directors."

Certified true copy.

Sherbrooke, March 26, 1958.

LUCIENNE BIRON,
Secretary.

47706

(A.G. 13443-57)

LA COMPAGNIE CANADIENNE
DU THÉÂTRE-CLUB LTÉE
THE CANADIAN COMPANY
OF THEATRE-CLUB LTD.

By-law No. 5

Be it and it is hereby enacted as by-law No. 5 of the company that the number of the directors of the company be and is hereby increased from three (3) to six (6).

Certified true copy of by-law No. 5 of "La Compagnie Canadienne du Théâtre-Club Ltée — The Canadian Company of Theatre-Club Ltd." adopted by the directors at a meeting held at Montreal on November 8th, 1957 and ratified at a shareholders' meeting held at Montreal on the same day.

SUZANNE LEFEBVRE,
Secretary.

47708

(A.G. 10820-58)

MIGDAL CONSTRUCTION LTD.

By-law No. 23

That the number of Directors of "Migdal Construction Ltd." be increased from three to four; and

That the Company's attorney, Mtre. S. Greenblatt, be authorized to make the necessary proceedings to validate the said By-Law.

Certified a true copy.

ASHER RYDEL,
Secretary-Treasurer.

47709-o

(A.G. 12410-54)

SUPER SERVICE FORWARDING LTD.

By-law A

(decreasing the Board of Directors from four to three)

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law A of "Super Service Forwarding Ltd.", as follows:

1. The affairs of the Company shall be managed by a Board of three directors, each of whom

dont chacun, au moment de son élection et pendant la durée de sa fonction, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arriérés relativement à tout appel sur icelle.

2° Deux directeurs formeront quorum pour la transaction des affaires. Aucune résolution ou action du bureau de direction ne sera adoptée ou exécutée à moins qu'elle soit confirmée par au moins deux directeurs.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet au présent règlement.

Décreté ce 19e jour de février 1958.

Certifié vraie copie.

(Seau)

47710

Le Secrétaire,
BRUCE SMITH.

at the time of his election and throughout the term of his office shall be a shareholder in the Company to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon.

2. Two directors shall form a quorum for the transaction of business. No resolution or action of the Board of Directors shall be adopted or effected unless concurred in by at least two directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this 19th day of February, 1958.

Certified a true copy.

(Seal)

47710-o

BRUCE SMITH,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse des Jeunes Travailleurs de Lachute", en date du 27 février 1958, dont le siège social est situé à Lachute, comté d'Argenteuil, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit avril 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

47722-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse des Jeunes Travailleurs de Lachute" under date of February 27, 1958, whereof the head office is at Lachute, county of Argenteuil, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eighth day of April, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

47722

(P.G. 7045-45)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant procureur général, l'Honorable Secrétaire de la province a approuvé, en date du 5 mai 1958, le règlement numéro "A" de "Occupational Therapy & Rehabilitation Centre", tel qu'adopté à l'assemblée annuelle tenue le 26 février 1958, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6 mai 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

47723

(A.G. 7045-45)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-Law number "A" of the "Occupational Therapy & Rehabilitation Centre", has adopted at the annual meeting held on February 26th, 1958, has been approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 5th day of May, 1958, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of May, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,

Under Secretary of the Province.

47723-o

Province de Québec

Province of Quebec

SYNDICS DE LA PAROISSE DE SAINT-JÉRÔME
DE LAC SAINT-JEAN

TRUSTEES OF THE PARISH OF SAINT JEROME
OF LAKE ST. JOHN

Avis de rachat d'obligations

Notice of redemption

Avis est donné, par les présentes, qu'aux termes de l'acte de fiducie par les Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean en faveur de la Société Nationale de Fiducie, exécuté devant Me Oscar Hamel, notaire, le 23 août 1939, lesdits Syndics rachèteront par anticipation, le 1er juillet 1958, au prix de 100% de leur valeur nominale et l'intérêt couru, \$5,000.00 d'obligations faisant partie de leur émission de \$153,500.00, savoir:

3x1000 — Nos AM-30, 59 et 79

4x500 — Nos AD-44, 66, 85 et 88.

Les porteurs des obligations ci-dessus mentionnées devront, le 1er juillet 1958, présenter lesdites obligations pour paiement à la Banque Canadienne Nationale, à Saint-Jérôme, Chicoutimi, Québec, ou Montréal, avec le coupon d'intérêt du 1er juillet 1958 et les coupons subséquents.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Trust Deed by the Trustees of the parish of Saint Jerome of Lake Saint John in favor of the Société Nationale de Fiducie, passed before notary Oscar Hamel, on August the 23rd, 1939, said Trustees will redeem before maturity, on the first day of July 1958, at price of 100% at par and accrued interest, \$5,000.00 principal amount of bonds being part of their issue of \$153,500.00, viz:

3x1000 — Nos AM-30, 59 et 79

4x500 — Nos AD-44, 66, 85 et 88.

The holders of the above mentioned bonds shall, on the first of July 1958, present the said bonds for payment at the Banque Canadienne Nationale, at Saint Jerome, Chicoutimi, Quebec or Montreal, with interest coupon maturing on the first of July 1958, and following coupons.

Lesdites obligations cesseront de porter intérêt à compter du 1er juillet 1958.

Montréal, ce 6 mai 1958.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE

Fiduciaire (Trustee)

Directeur général,

H. OUMET.

41 ouest, rue Saint-Jacques,
Montréal 1.

47724-o

Province de Québec

VILLE SAINT-MARTIN

Règlement N° 67

règlement concernant la durée du terme d'office
du maire et des échevins

Séance régulière et mensuelle du Conseil de la Ville de Saint-Martin, comté de Laval, tenue au lieu et heure ordinaires des séances de ce Conseil, lundi le troisième jour de février 1958, à l'Hôtel-de-Ville, 1520 rue Principale, Ville de Saint-Martin, comté de Laval, 8.30 heures p.m.

A laquelle sont présents: Son honneur le Maire Louis Jarry, et Messieurs les Échevins Émile Lavoie, Albert Pagé, Henri Duplessis Jr., Bona Major, absent monsieur l'Échevin Réal Roussin, formant quorum des membres de ce Conseil.

La séance s'ouvre sous la présidence du Maire Louis Jarry.

Proposé par monsieur l'échevin Émile Lavoie,

Secondé par monsieur l'échevin Bona Major.

ET RÉSOLU:

ATTENDU que le conseil peut, par règlement, fixer à trois (3) ans, à compter de l'élection suivante, la durée de la fonction du Maire et des échevins;

ATTENDU qu'il y aurait avantage pour la bonne administration de Ville Saint-Martin, que la durée du terme du maire et des échevins, soit prolongée à trois (3) ans;

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ par règlement du conseil de la ville, et il est, par le présent règlement, statué et ordonné, sujet à toutes les approbations requises par la loi, comme suit:

Article 1° A compter de l'élection qui aura lieu après l'entrée en vigueur du présent règlement, la durée des fonctions du maire et des échevins dans Ville Saint-Martin, soit et est fixée à trois (3) ans.

Article 2° Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, et en autant qu'il aura été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et ensuite publié dans la Gazette officielle de Québec.

Maire de la Ville Saint-Martin,

(Signé) LOUIS JARRY.

Secrétaire-trésorier de la Ville Saint-Martin,

(Signé) ALPHONSE GOYER.

Vraie copie.

47725-o

Le Secrétaire-trésorier,
ALPHONSE GOYER.

The said bonds will cease to bear interest on and from the first of July, 1958.

Montreal, this 6th of May, 1958.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE FIDUCIE

Fiduciaire (Trustee)

Directeur général,

H. OUMET.

41 ouest, rue Saint-Jacques,
Montréal 1.

47724-o

Province of Quebec

TOWN OF SAINT-MARTIN

By-law No. 67

by-law concerning the duration of the term of
Office of the Mayor and aldermen.

Regular and monthly meeting of the Council of the Town of Saint-Martin, county of Laval, held at the ordinary time and place of the meetings of the said Council, Monday, the third day of February, 1958, at the Town Hall, 1520 Principal Street, Town of Saint-Martin, county of Laval, 8.30 p.m.

Were present: His Honour, the Mayor Louis Jarry, and Messrs. the Aldermen Émile Lavoie, Albert Pagé, Henri Duplessis Jr., Bona Major, was absent Alderman Réal Roussin, forming quorum of the members of this Council.

The meeting opens under the presidency of the Mayor, Louis Jarry.

Proposed by Alderman, Émile Lavoie,

Seconded by Alderman, Bona Major.

AND RESOLVED:

WHEREAS the Council may, by by-law, fix at three (3) years, from and after the following election, the duration of the functions of the Mayor and Aldermen;

WHEREAS it would be to the advantage of the good management of the Town of Saint-Martin, that the duration of the term of the Mayor and Aldermen be prolonged to three (3) years;

THAT IT BE ENACTED AND ORDAINED by a by-law of the Town Council, and it is, by the present by-law, enacted and ordained, subject to all the approbations required by law, as follows:

Section 1. From and after the election which shall take place after the entry into force of the present by-law, the duration of the functions of the Mayor and aldermen in the Town of Saint-Martin, be and is fixed to three (3) years.

Section 2. The present by-law shall enter into force according to law, and inasmuch as it shall have been approved by the Lieutenant-Governor in Council and following publication in the Quebec Official Gazette.

(Signed) LOUIS JARRY,

Mayor of the Town of Saint-Martin.

(Signed) ALPHONSE GOYER,

Secretary-Treasurer of the Town of Saint-Martin.

True copy.

47725

ALPHONSE GOYER,
Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif des Producteurs de Bleuets de St-Eugène d'Argentenay", en date du 20 mars 1958, dont le siège social est situé à St-Eugène d'Argentenay, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif des Producteurs de Bleuets de St-Eugène d'Argentenay", under date March 20, 1958, whereof the head office is at St. Eugène d'Argentenay, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Donné au bureau du Secrétaire de la province,
le vingt-huit avril 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
47726-o **JEAN BRUCHÉSI.**

(P.G. 13844-57)

GREENLAND REALTIES LTD.

Règlement N° 23

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est augmenté de trois (3) à quatre (4), de manière que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de quatre (4) directeurs.

2. Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3. Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet au présent règlement.

Certifiée vraie copie du règlement No 23, tel que décrété par les directeurs et approuvé par les actionnaires de la compagnie le 7 janvier 1958.

Le Secrétaire,
47737 **H. GREENSPOON.**

(P.G. 11406-55)

LES ENTREPRISES STE-MARIE INC.
STE. MARIE ENTERPRISES INC.

Règlement N° B. 2

"Que le règlement no. 4A), tel que modifié par le règlement N° B-1, soit de nouveau modifié pour réduire de 7 à 3 le nombre des directeurs de la compagnie, de façon que ledit règlement N° 4, paragraphe "a", se lise à l'avenir comme suit:

Règlement N° 4, Directeurs.

a) Nombre — Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs.

Il est proposé par monsieur Henri de Cazes, secondé par monsieur Joseph-Édouard Gagnon et unanimement résolu que le règlement N° B-2 soit et il est par les présentes adopté à l'unanimité, sujet à l'approbation des actionnaires".

Québec, ce 5 mai 1958.

Certifié vraie copie

(Sceau) Le Secrétaire,
47754-o **RENÉ C. FALARDEAU.**

(P.G. 11409-55)

DRAINAGE STE-MARIE INC.
STE. MARIE DRAINAGE INC.

Règlement N° B-2

"Que le règlement N° 4A), tel que modifié par le règlement N° B-1, soit de nouveau modifié pour réduire de 7 à 3 le nombre des directeurs de la compagnie, de façon que ledit règlement N° 4, paragraphe "a", se lise à l'avenir comme suit:

Règlement N° 4, Directeurs.

a) Nombre:— Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs.

Il est proposé par monsieur Henri de Cazes, secondé par monsieur Joseph-Édouard Gagnon et unanimement résolu que le règlement N° B-2, soit et il est par les présentes adopté à l'unanimité, sujet à l'approbation des actionnaires."

Québec, ce 5 mai 1958.

Certifiée vraie copie

(Sceau) Le Secrétaire,
47755-o **RENÉ C. FALARDEAU.**

Given at the office of the Provincial Secretary,
this twenty-eighth day of April, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
47726 Under Secretary of the Province.

(A.G. 13844-57)

GREENLAND REALTIES LTD.

By-law No. 23

1. The number of directors of the company is increased from three (3) to four (4) in number so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of four (4) directors.

2. Three (3) Directors shall constitute a quorum at any meeting of the Board of Directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-laws.

Certified a true copy of by-law No. 23, as enacted by the directors and approved by the shareholders of the company on January 7th, 1958.

H. GREENSPOON,
47737-o Secretary.

(A.G. 11406-55)

LES ENTREPRISES STE-MARIE INC.
STE. MARIE ENTERPRISES INC.

By-law No. B. 2

"That by-law No. 4A) as amended by by-law No. B-1, be amended once again to decrease from 7 to 3 the number of directors of the Company, in order that said by-law No. 4, paragraph "a", shall read hereafter as follows:

By-law No. 4, Directors.

a) Number — The affairs of the company shall be managed by a board of three directors.

On motion by Mr. Henri de Cazes, seconded by Mr. Joseph Édouard Gagnon it has been unanimously resolved that By-law No. B-2 be and it is hereby adopted unanimously, subject to confirmation by shareholders".

Québec, May 5, 1958.

Certified true copy.

(Seal) **RENÉ C. FALARDEAU,**
47754 Secretary.

(A.G. 11409-55)

DRAINAGE STE-MARIE INC.
STE. MARIE DRAINAGE INC.

By-law No. B-2

"That by-law No. 4A), as amended by the by-law No. B-1, be again amended to reduce from 7 to 3 the number of the Directors of the company, so that the said by-law No. 4, paragraph "a", in future, shall read as follows:

By-law No. 4, Directors

a) Number:— The affairs of the company shall be administered by a Board of three Directors.

It is proposed by Mr. Henri de Cazes, seconded by Mr. Joseph-Édouard Gagnon and resolved unanimously that by-law No. B-2 be and it is hereby by these presents unanimously adopted, subject to the approval of its shareholders."

Québec, May 5, 1958.

Certified true copy.

(Seal) **RENÉ C. FALARDEAU,**
47755 Secretary.

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

L. V. TEXTILES LIMITED

Conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, la compagnie "L. V. Textiles Limited" donne, par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Procureur Général et au Ministre de l'Industrie, du Commerce et des Affaires Municipales pour lui demander permission d'abandonner sa charte à partir d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, 29 avril 1958.

L. V. TEXTILES LIMITED,
Par le Secrétaire,
THÉRESE VENDITTI.

a/s R. L. Bercovitch, avocat,
1117, rue Ste-Catherine ouest,
Montréal, Québec. 47700-o

L. V. TEXTILES LIMITED

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "L. V. Textiles Limited" hereby gives notice that it will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for acceptance of the surrender of its charter on and from a date to be fixed by them.

Montreal, April 29th., 1958.

L. V. TEXTILES LIMITED,
Per THÉRESE VENDITTI,
Secretary.

c/o R. L. Bercovitch, advocate,
1117 St. Catherine Street West,
Montreal, Que. 47700-o

THE AMERICAN ADVERTISING AGENCY LIMITED

Avis est, par les présentes, donné que "The American Advertising Agency Limited", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal s'adressera au Procureur général de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce vingt-troisième jour d'avril 1958.

47701 Le Secrétaire,
J. B. BUCKLEY.

THE AMERICAN ADVERTISING AGENCY LIMITED

Notice is hereby given that "The American Advertising Agency Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this twenty-third day of April, 1958.

47701-o J. B. BUCKLEY,
Secretary.

THE PAGE FENCE AND WIRE PRODUCTS COMPANY, LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "The Page Fence and Wire Products Company, Limited" constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de la province de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 5e jour d'octobre 1958.

47727-o Le Secrétaire,
THOMAS C. CAMP.

THE PAGE FENCE AND WIRE PRODUCTS COMPANY, LIMITED

Notice is hereby given that "The Page Fence and Wire Products Company, Limited", a company incorporated under the Quebec Companies' Act and having its Head Office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, this 5th day of May, 1958.

47727-o THOMAS C. CAMP,
Secretary.

La compagnie "Best's Ladies Wear Inc.", donne, par les présentes, avis qu'elle demandera au Procureur général, province de Québec, l'acceptation de l'abandon de sa charte.

Montréal, 7 mai 1958.

47756 Le Procureur de
Best's Ladies Wear Inc.,
DAVID LITNER.

"Best's Ladies Wear Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, Province of Quebec, for acceptance of the surrender of its Charter.

Montreal, May 7th, 1958.

47756-o DAVID LITNER,
Attorney for
Best's Ladies Wear Inc.

Compagnies dissoutes

(P.G. 14154-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Corporate Services Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juin 1954.

Companies Dissolved

(A.G. 14154-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Corporate Services Inc.", incorporated by letters patent dated June 4, 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 10025-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Four Grand Investments Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 mars 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 13245-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Giroux Motor Sales Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 octobre 1942.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 13362-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hibbard Motors Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 octobre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 13885-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Édifice Chevalier, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 octobre 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10025-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Four Grand Investments Ltd.", incorporated by letters patent dated March 25, 1953.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13245-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Giroux Motor Sales Ltd.", incorporated by letters patent dated October 30, 1942.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13362-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hibbard Motors Ltd.", incorporated by letters patent dated October 26, 1945.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13885-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Édifice Chevalier, Limitée", incorporated by letters patent dated October 14, 1941.

Notice is also given that from and after April thirtieth, 1958, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 13009-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Notre Maison (Compagnie Limitée)" constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 février 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 13913-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Simard, Chevalier & Choyer Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 juin 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(P.G. 13740-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Western Taxi Association Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 novembre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente avril 1958, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
47697-o P. FRENETTE.

(Sec. P. 1591-19)

BREAKEYVILLE STORES CO. LTD.

Avis est donné que "Breakeyville Stores Co. Ltd.", une compagnie constituée en corporation sous le nom originaire de "The Chaudière Mill Store Company Limited" par lettres patentes en date du 6 octobre 1911 avec siège social à Breakeyville, Qué., a été dissoute à compter du 10e jour d'avril 1958, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, S.R.Q. 1941, chapitre 278.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18 avril 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
47702 JEAN BRUCHÉSI.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13009-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Notre Maison (Compagnie Limitée)", incorporated by letters patent dated February 22, 1955.

Notice is also given that from and after April thirtieth 1958 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13913-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Simard, Chevalier & Choyer Limitée", incorporated by letters patent dated June thirtieth, 1933.

Notice is also given that from and after April thirtieth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13740-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Western Taxi Association Limited", incorporated by letters patent dated November 26, 1946.

Notice is also given that from and after April thirtieth 1958, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of May 1958.

P. FRENETTE,
47697 Acting Deputy Attorney General.

(P. Sec. 1591-19)

BREAKEYVILLE STORES CO. LTD.

Notice is hereby given that "Breakeyville Stores Co. Ltd.", a company incorporated under the original name of "The Chaudière Mill Store Company Limited" by letters patent dated October 6th, 1911, with head office at Breakeyville, Qué., has been dissolved on and from the 10th day of April, 1958, pursuant to the provisions of the Winding-up Act, R.S.Q. 1941, chapter 278.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
47702-o Under Secretary of the Province.

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 356-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Duhamel-Ouest, dans le comté de Témiscamingue, à la municipalité scolaire de Ville-Marie, dans le même comté.

Québec, le 28 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47692-18-2-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 356-58.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of Duhamel-West, in the county of Témiscamingue, to the School Municipality of Ville-Marie, in the same county.

Quebec, April 28, 1958.

47692-18-2 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 863-54.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 24 avril 1958, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-Chicoutimi paroisse, dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Chicoutimi-Nord, dans le même comté.

Ce territoire comprend les lots 12 à 16 inclusivement et toutes leurs subdivisions du rang I; les lots 34 à 38 aussi inclusivement et leurs subdivisions du rang II ainsi que les lots 28 à 31 inclusivement du rang III, tous des plan et livre de renvoi officiels du canton Tremblay.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 1er mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47716-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 863-54.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 24, 1958, to detach from the School Municipality of Ste. Anne-de-Chicoutimi parish, in the County of Chicoutimi, the territory herein-under described in order that it be annexed to the School Municipality of the Town of Chicoutimi-North, in the same county.

This territory comprises lots 12 to 16 inclusive and all the subdivisions thereof in range I; lots 34 to 38 also inclusive and subdivisions thereof in range II including lots 28 to 31 inclusive of range III, all of the official plan and book of reference of the township of Tremblay.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

Quebec, May 1st, 1958.

47716 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 104-58.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 24 avril 1958, d'annexer à la municipalité scolaire de Clapham, dans le comté de Pontiac, le territoire ci-dessous décrit, du canton Allyn, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire; rang I lots 32 à 49 inclusivement; rang II, lots 31 à 49 inclusivement, rang III, lots 27 à 49 inclusivement.

Ce changement prendra effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 1er mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47716-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 104-58.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated April 24, 1958, to annex to the school municipality of Clapham, in the county of Pontiac, the territory hereinunder described, of the township of Allyn, which is not as yet organised for school purposes; range I, lots 32 to 49 inclusive; range II, lots 31 to 49 inclusive, range III, lots 27 to 49 inclusive.

This change shall take effect on July 1st, 1958.

Quebec, May 1st, 1958.

47716 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1282-57.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 24 avril 1958, de détacher de la municipalité scolaire de Bonsecours, dans le comté de Shefford, les lots 1035, 1036 et 1037 du cadastre officiel du canton Stukely, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de Lawrenceville, dans le même comté.

Québec, le 2 mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47716-o O. J. DÉSALNIERS.

No. 1282-57.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 24, 1958, has been pleased to detach from the school municipality of Bonsecours, in the county of Shefford, lots 1035, 1036 and 1037 of the official cadaster of the township of Stukely, to annex them to the school municipality of the village of Lawrenceville, in the same county.

Quebec, May 2nd, 1958.

47716 O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1303-57.

Il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 24 avril 1958, 1° d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Marie-Madeleine paroisse, dans le comté de St-Hyacinthe, à celui de la municipalité scolaire de Ste-Marie-Madeleine village, dans le même comté. 2° de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Marie-Madeleine village, dans le comté de St-Hyacinthe, en celui

No. 1303-57.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, dated April 24, 1958, has been pleased 1. To annex the present territory of the school municipality of Ste-Marie-Madeleine, parish, in the county of St-Hyacinthe, to that of the school municipality of Ste-Marie-Madeleine village, in the same county. 2. To change the name of the school municipality of Ste-Marie-Madeleine, village, in the county of

de "La municipalité scolaire de Ste-Marie-Madeleine, dans le comté de St-Hyacinthe".

Ces changements prendront effet au 1er juillet 1958.

Québec, le 30 avril 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47716-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 311-58.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Boucherville, dans le comté de Chambly, en celui de "La municipalité scolaire de Boucherville, dans le comté de Chambly."

Québec, le 2 mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47717-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 1236-53.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Brébeuf, dans le comté de Terrebonne, le lot 29 du rang VIII du canton Arundel, pour l'annexer à la municipalité scolaire d'Huberdeau, dans le comté d'Argenteuil.

Québec, le 1er mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47718-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 807-57.

Demande est faite 1° d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade paroisse, dans le comté de Champlain, à celui de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade village, même comté.

2° Qu'à partir du 1er juillet 1958, le nom de la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade village, dans le comté de Champlain, soit changé en celui de "La municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pérade, dans le comté de Champlain."

Québec, le 1er mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47719-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 319-58.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Véronne dans le comté de Missisquoi, les lots 19-33 et 203 du cadastre officiel du canton Stanbridge, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Philippe-de-Philipsburg, même comté.

Québec, le 6 mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47721-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

N° 356-58.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Duhamel-Ouest, dans le comté de Témiscamingue, à celui de la municipalité scolaire de Ville-Marie, dans le même comté.

Québec, le 7 mai 1958.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
47758-19-2-o O. J. DÉSALNIERS.

St-Hyacinthe, into that of "The School Municipality of Ste-Marie-Madeleine, in the county of St-Hyacinthe".

These changes will take effect on July 1st, 1958.

Quebec, April 30, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 311-58.

Application is made to change the name of the school municipality of the village of Boucherville, in the county of Chambly, to that of "The school municipality of Boucherville, in the county of Chambly."

Quebec, May 2, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 1236-53.

Application is made to detach from the school municipality of Brébeuf, in the county of Terrebonne, lot 29, range VIII of the township of Arundel, in order that it be annexed to the school municipality of Huberdeau, in the county of Argenteuil.

Quebec, May 1st, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 807-57.

Application is made 1. to annex the present territory of the school municipality of Ste. Anne-de-la-Pérade parish, in the county of Champlain, to that of the school municipality of Ste. Anne-de-la-Pérade village, same county.

2. That from and after July 1st, 1958, the name of the school municipality of Ste. Anne-de-la-Pérade village, in the county of Champlain, be changed to that of "The school municipality of Ste. Anne-de-la-Pérade, in the county of Champlain."

Quebec, May 1st, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 319-58.

Application is made to detach from the school municipality of St-Pierre-de-Véronne, in the county of Missisquoi, lots 19-33 and 203 of the official cadaster of the township of Stanbridge, to annex them to the school municipality of St-Philippe-de-Philipsburg, same county.

Quebec, May 6, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

No. 356-58.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of Duhamel-West, in the county of Témiscamingue, to that of the School Municipality of Ville-Marie, in the same county.

Quebec, May 7, 1958.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.

Mines

Canada — Province de Québec

AVIS DE RÉVOCATION DE LA VENTE DE TERRAINS
MINIERS SITUÉS DANS LE CANTON DE
BEAUCHASTEL

Avis est par la présente donné que le Ministre
des Mines, en vertu des dispositions de l'article

Mines

Canada — Province of Quebec

NOTICE OF CANCELLATION OF THE SALE OF
MINING LANDS SITUATED IN BEAUCHASTEL
TOWNSHIP

Notice is hereby given that the Minister of
Mines, pursuant to the dispositions of section 49

49 de la Loi des mines, et pour défaut d'accomplissement des conditions requises par la loi, révoquera la vente des terrains miniers ci-dessous décrits, après la publication du présent avis dans deux numéros de la *Gazette officielle de Québec* et une fois dans un journal français et dans un journal anglais de la cité de Montréal et après expédition dudit avis par lettre recommandée à l'acquéreur, à son adresse connue.

Ces terrains miniers sont décrits comme suit:

Concession minière: le bloc numéro cent soixante-neuf (169), parties du lot numéro trente-sept (37) situées au nord-ouest et nord-est du lac Hélène, partie du lot numéro trente-huit (38) située au nord du lac Hélène, et partie du lot numéro trente-neuf (39) située au nord du lac Hélène, dans le cinquième rang; le lot numéro trente-sept (37) et la partie sud du lot numéro trente-huit (38), dans le sixième rang;

Concession minière souterraine: les droits de mine dans partie est de partie nord de la partie du lot numéro trente-sept (37) située au sud du lac Hélène, limitée au sud par une ligne à mi-distance des lignes nord et sud du cinquième rang, dans partie nord de partie du lot numéro trente-huit (38) située entre les lacs Hélène et Adeline (Paonet), limitée au sud par une ligne à mi-distance des lignes nord et sud du cinquième rang; et partie nord de partie du lot numéro trente-neuf (39) située entre les lacs Hélène et Adeline (Paonet), limitée au sud par une ligne à mi-distance des lignes nord et sud du cinquième rang, le tout dans le cinquième rang, canton de Beauchastel, district électoral de Rouyn-Noranda.

Le tout formant une superficie totale de 251.99 acres et connu comme étant la concession minière N° 370 pour métaux supérieurs, vendue à Wingate Gold Mines Limited (N.P.L.) le 26 novembre 1948.

Québec, le 29 avril 1958.

Le Sous-ministre des Mines,
47720-19-2-o A. O. DUFRESNE.

of the Quebec Mining Act, and in default of the performance of the conditions prescribed by law, will cancel the sale of the mining lands hereunder described, after the publication of this notice in two issues of the *Quebec Official Gazette*, and once in a French newspaper and once in an English newspaper of the city of Montreal and after the transmission of this notice, by registered mail, to the purchaser, at his known address.

The mining lands are described as follows:

Mining concession: Parts of lot thirty-seven (37) situated to the North West and to the North East of the lake Helene; part of lot thirty-eight (38) situated to the north of lake Helene, part of lot thirty-nine (39) situated to the north of lake Helene, and block number one hundred and sixty-nine (169) in the fifth (V) range; lot thirty-seven (37) and the south part of lot thirty-eight (38) in the sixth (VI) range;

Underground Mining concession: the mines, minerals and mining rights in the east part of the north part of that part of lot thirty-seven (37) situated to the south of lake Helene, bounded to the south by a line drawn halfway between the north and south lines of range five (V); in the north part of that part of lot thirty-eight (38) situated between lakes Helene and Adeline (Paonet) bounded to the south by a line drawn halfway between the north and south lines of range five (V) and in the north part of that part of lot thirty-nine (39) situated between lakes Helene and Adeline (Paonet), bounded to the south by a line drawn halfway between the north and south lines of range five (V), all in the fifth (V) range, of the township of Beauchastel, electoral district of Rouyn-Noranda.

The whole forming a total area of 251.99 acres and known as mining concession No. 370, for superior metals sold to Wingate Gold Mines Limited (N.P.L.) on November 26th. 1948.

Quebec, April 29, 1958.

A. O. DUFRESNE,
47720-19-2-o Deputy Minister of Mines.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye (municipalité de cité de Ste-Foy) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 293-3 à 293-6 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 avril 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
47698-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg (municipalité de ville de Charlesbourg) division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 1062-1209 à 1062-1262 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 avril 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
47698-o AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste-Foye (municipality of city of Ste-Foy) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that part of lots 293-3 to 293-6 has been cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 24, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
47698-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of Charlesbourg (municipality of town of Charlesbourg) registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 1062-1209 to 1062-1262 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April 21, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
47698-o AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Cadastre officiel du quartier St-Antoine (municipalité de la cité de Montréal) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 1112, 1113, 1114, 1357, 1358, 1360 à 1372, 1107-8, 1109-1 à 1109-3, 1112-1 à 1112-8, 1359-1 à 1359-5, 1359-6-2, 1366-1, 1367-1, 1368-1 à 1368-3, 1369-1 et 1373-1 et une partie des lots 1107 à 1110, 1115 à 1121, 1359, 1373 à 1375, 1107-5 à 1107-7, 1109-4 et 1359-6 sont annulés et les lots 1904 à 1907, 1913 et 1914 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 mars 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47698-o

Official cadastre of St. Antoine ward (municipality of the city of Montreal) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 1112, 1113, 1114, 1357, 1358, 1360 to 1372, 1107-8, 1109-1 to 1109-3, 1112-1 to 1112-8, 1359-1 to 1359-5, 1359-6-2, 1366-1, 1367-1, 1368-1 to 1368-3, 1369-1, 1373-1, part of lots 1107 to 1110, 1115 to 1121, 1359, 1373 to 1375, 1107-5 to 1107-7, 1109-4, 1359-6 are cancelled and lots 1904 to 1907, 1913 and 1914 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, March the 21st, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47698-o

Cadastre officiel du quartier St-Antoine (municipalité de la cité de Montréal) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 1006, 1008 à 1017, 1101A, 1004-1 à 1004-19, 1107-1 à 1107-4, 1111-4 et une partie des lots 1004, 1005, 1007, 1018, 1019A, 1020, 1101 à 1105, 1107, 1110, 1111, 1107-5 à 1107-7, 1111-1 à 1111-3 et 1111-5 sont annulés et les 1908 à 1912 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 avril 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

47698-o

Official cadastre of St. Antoine ward (municipality of the city of Montreal) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 1006, 1008 to 1017, 1101A, 1004-1 to 1004-19, 1107-1 to 1107-4, 1111-4 and part of lots 1004, 1005, 1007, 1018, 1019A, 1020, 1101 to 1105, 1107, 1110, 1111, 1107-5 to 1107-7, 1111-1 to 1111-3 and 1111-5 are cancelled and lots 1908 to 1912 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, April the 21st, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

47698-o

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1954 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret:

1° L'énumération des parties contractantes de première part sera remplacé par la suivante:

"La Section des Produits alimentaires de l'Association des Marchands Détaillants du District de Québec."

2° Le paragraphe "b" de l'article I sera remplacé par le suivant:

"b) Le terme "produits alimentaires" désigne tous produits d'alimentation, effets comestibles ou non, tels que viande cuite ou crue, charcuterie, poisson, épicerie, légumes, bonbons, fruits, liqueurs, bière, savon, etc.; cette nomenclature n'étant pas limitative."

3° Les paragraphes "a", "b", "c", "d", "e" et "g" de l'article III seront remplacés par les suivants:

"a) La semaine régulière et normale de travail dans les établissements assujettis au présent décret est de quarante-huit (48) heures réparties comme suit:

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the food products retail trade in the district of Québec, rendered obligatory by decree No. 1658 of May 17th, 1954, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the said decree:

1. The enumeration of the contracting parties of the first part will be replaced by the following:

"La Section des Produits alimentaires de l'Association des Marchands Détaillants du District de Québec."

2. Paragraph "b" of article I will be replaced by the following:

"b) The term "food products" means and includes any food or victual such as cooked or raw meat, pig meat, fish, grocery, vegetables, bonbons, fruits, soft drinks, beer, etc.; this list not being restrictive."

3. Paragraphs "a", "b", "c", "d", "e" and "g" of article III will be replaced by the following:

"a) The regular and standard work week in the establishment governed by the present decree shall consist of forty-eight (48) hours, distributed as follows:

1. Le lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.; toutefois si, durant la semaine, il y a un jour chômé et payé, le lundi précédant le travail sera de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

2. Les mardi, mercredi, jeudi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.;

3. Le vendredi: de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;

4. Le samedi: de 8.00 a.m. à 5.00 p.m.;

5. Le Vendredi-Saint, le travail pourra se faire suivant la condition des heures des offices de la ville et de la banlieue, soit l'après-midi, avec fermeture à 6.00 p.m. ou le soir avec ouverture à 6.00 p.m. et fermeture à 9.00 p.m. Toutefois, le choix devra être approuvé par le Comité paritaire."

"(b) Pendant la période des fêtes, soit trois (3) jours ouvrables avant la veille de Noël et deux (2) jours ouvrables avant la veille du Premier de l'An, y compris la veille des autres jours chômés, les heures de travail peuvent être prolongées jusqu'à 9.00 p.m., le salarié régulier n'ayant droit à aucun salaire pour le travail exécuté durant telles heures additionnelles. Cependant, la veille de Noël et du Premier de l'An, tout travail doit cesser à 6.00 p.m."

"(c) En dehors des heures mentionnées ci-haut, et durant les jours de fêtes chômées, un salarié ne peut travailler à la vente des produits alimentaires au comptoir, par téléphone ou par livraison, et un employeur ou un employeur professionnel ne peut travailler ni faire travailler un salarié à la vente des produits alimentaires au comptoir, par téléphone ou par livraison."

"(d) Jours de fêtes chômés: Tout employé régulier doit être rémunéré au taux régulier ou au taux de salaire qui lui est actuellement payé, si ce dernier taux est supérieur à celui du décret, pour les jours de fêtes chômés suivants: le Premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le jour de l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le lendemain de Noël et tous les autres jours autres que les jours chômés non mentionnés ci-haut, où l'employeur tient son établissement fermé, en autant que l'employé aura travaillé la veille et le lendemain du jour chômé."

Lorsque le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et le 2 janvier tombent un dimanche, le lundi suivant immédiatement est chômé et payé; si les autres jours de fêtes chômés énumérés à l'alinéa précédent tombent un dimanche ils ne sont pas payés.

Nonobstant les deux paragraphes précédents, si les jours de fêtes chômés suivants: l'Épiphanie, le jour de l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le congé du lendemain de Noël tombent un vendredi ou un samedi, le jour chômé sera reporté au lundi suivant et l'employeur ne devra ouvrir ses portes qu'à 9.00 a.m. ces jours-là."

"(e) Tout travail exécuté par un salarié en plus de 48 heures par semaine ou en dehors des heures de travail déterminées au paragraphe "a" ci-haut est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré conformément au paragraphe "c" de l'article V."

"(g) Tout salarié a droit au moins à une heure et trente minutes pour prendre son repas du midi à l'heure fixée par l'employeur et à un temps égal pour le repas du soir, les jours où le travail se prolonge jusqu'à 9.00 p.m., le tout pendant les heures prévues au paragraphe "a" du présent article."

4° Aux paragraphes "h" et "j" de l'article V, les mots "cinquante-deux heures et demie (52½)" seront remplacés par les mots "quarante-huit (48) heures".

1. Monday: from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.; however, should there occur in the week a holiday with pay, working hours on the preceding Monday shall be from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

2. Tuesday, Wednesday, Thursday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.;

3. Friday: from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;

4. Saturday: from 8.00 a.m. to 5.00 p.m.;

5. On Good Friday, hours may be worked in accordance with religious services hours, either in the afternoon with closing time at 6.00 p.m., or in the evening with starting time at 6.00 p.m. and closing time at 9.00 p.m. However, the decision in such cases must be approved by the Parity Committee."

"(b) For the holidays period, i.e. three (3) working days before Christmas Eve and two (2) working days before New Year's Eve, including the eve of the other holidays, the working hours may be extended until 9.00 p.m., and regular employees shall not be entitled to any remuneration for work performed during such overtime hours. However, on Christmas and New Year's eves, all work shall cease at 6.00 p.m."

"(c) Outside the hours above mentioned and on holidays, an employee shall not work at the sale of food products at the counter, by telephone or delivery and employers or professional employers shall not work or cause an employee to work at the sale of food products at the counter, by telephone or delivery."

"(d) Observed holidays: Every regular employee shall receive the regular rate of pay or the rate actually paid to him, if the latter is higher than the one fixed by the decree, for the following observed holidays: New Year's Day, January 2, Epiphany Day, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and the day after Christmas and all days other than the observed holidays which are not mentioned above, during which the establishment of the employer is closed, provided the employee has worked the day before and the day after the day off."

When St. Jean Baptiste Day, Confederation Day and January 2 fall on Sunday, the following Monday is observed as a holiday with pay. When the other holidays enumerated in the foregoing paragraph fall on Sunday, they are not paid.

Notwithstanding the foregoing two paragraphs, when Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and the day after Christmas fall on a Friday or a Saturday, the holiday or day off is postponed to the following Monday and employers shall not open before 9.00 a.m. on such days."

"(e) All time worked by an employee in excess of forty-eight (48) hours in one week or in excess of the working hours determined in paragraph "a" hereof shall be considered as overtime work and remunerated in pursuance of paragraph "c" of article V."

"(g) Every employee shall be entitled to at least one hour and thirty minutes for the noon meal, the time of such period to be fixed by the employer, and to a similar period for the evening meal when work ceases at 9.00 p.m., within the hours mentioned in paragraph "a" hereof."

4. In paragraphs "h" and "j" of article V, the words "fifty-two hours and a half (52½)" will be replaced by the words "forty-eight (48) hours".

5° Aux sous-paragraphes 1°, 2° et 3° du paragraphe "h" de l'article V, les mots "cinquante-deux heures et demie (52½)" seront remplacés par les mots "quarante-huit (48) heures".

6° Aux paragraphes "a" et "d" de l'article VI, les mots "30 septembre" seront remplacés par les mots "30 octobre".

7° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

"VIII. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1960. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février de l'année 1960 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 mai 1958.

47715-0

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

The Builders' Exchange, dont le siège social est à Montréal, agissant pour et au nom des Maisons suivantes: A. & S. Architectural Iron Works; Canadian Welding Works Limited; A. Faustin, Co. Limited; Locweld & Forge Products Limited; Montreal Forged Products Limited; Montreal Iron Works Limited; Montreal Metalworked Products Limited; Ornamental Metal & Machine Works Limited; Tremblay & Boucley Enr'g., toutes de la cité de Montréal,

Et, D'AUTRE PART:

Le local numéro 2366 de "The United Steel Workers of America" de la cité de Montréal, pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Jurisdiction*: a) *Jurisdiction industrielle*: Le présent décret régit toute fabrication, transformation, opération et montage:

i. de métal ouvré pour fins industrielles et de construction, à l'exception des charpentes métalliques de bâtiments;

ii. de constructions architecturales au moyen de métaux d'ornementation pour fins architecturales ou utilitaires, comprenant, entre autres, les articles suivants:

1. Portes, chassis et seuils;

5. In sub-paragraphs 1, 2 and 3 of paragraph "h" of article V, the words "fifty-two hours and a half (52½)" will be replaced by the words "forty-eight (48) hours".

6. In paragraphs "a" and "d" of article VI, the words "September 30th" will be replaced by the words "October 30th".

7. Article VIII will be replaced by the following:

"VIII. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until February 28, 1960. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notified the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to February 28 of the year 1960 or of any subsequent year. Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 10, 1958.

47715-0

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Between The Builders' Exchange, with the head office in Montreal, acting for and in the name of the following firms; A. & S. Architectural Iron Works; Canadian Welding Works Limited; A. Faustin, Co. Limited; Locweld & Forge Products Limited; Montreal Forged Products Limited; Montreal Iron Works Limited; Montreal Metalworked Products Limited; Ornamental Metal & Machine Works Limited; Tremblay & Boucley Enr'g., all of the city of Montreal,

And, ON THE OTHER PART:

Local No. 2366 of the United Steel Workers of America of the city of Montreal, for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. *Jurisdiction*: a) *Industrial jurisdiction*: This decree governs the manufacture, processing, fabrication and erection of:

i. industrial and building metalwork with the exception of the structural steel framing for buildings;

ii. architectural work in all metals used for ornamentation, architecturally or for utilitarian purposes including, but not necessarily restricted to the following specific items in metal:

1. Doors, frames and sills;

2. Escaliers, échelles de sauvetage ou autres et coursives;
3. Clôtures, barrières et balcons;
4. Garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses;
5. Grilles, garde-fenêtres, cages et divisions.

b) *Juridiction professionnelle*: Le présent décret régit les salariés travaillant dans les usines incluses dans la juridiction industrielle déterminée au paragraphe "a" du présent article.

c) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale du présent décret comprend trois (3) zones dont la description est la suivante:

Zone I: L'île de Montréal, l'île Bizard, les districts électoraux de Laval, Deux-Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, Saint-Jean et Iberville;

Zone II: Les districts électoraux de Terrebonne, Trois-Rivières, Saint-Maurice, Champlain, Laviolette, Drummond, Arthabaska, Saint-Hyacinthe et Sherbrooke;

Zone III: Les districts électoraux de Maskinongé, Berthier, Joliette, l'Assomption, Montcalm, Portneuf, Nicolet, Yamaska et Rouville;

Nonobstant les dispositions du paragraphe "a" de la présente section, ce décret ne régit pas le travail de montage exécuté dans les zones II et III.

II. *Taux de salaires*: Les taux minima de salaires pour chacune des classifications sont les suivants:

<i>Zone I</i>	<i>Taux horaires minima</i>
<i>Classifications:</i>	
Mécanicien.....	\$1.70
Ajusteur.....	1.50
Forgeron.....	1.50
Aide (boutique ou chantier).....	1.30
Monteur.....	1.70

<i>Zone II</i>	
Mécanicien.....	1.55
Ajusteur.....	1.35
Forgeron.....	1.35
Aide.....	1.20

<i>Zone III</i>	
Mécanicien.....	1.40
Ajusteur.....	1.30
Forgeron.....	1.30
Aide, après 3 mois.....	1.15
Aide en probation, 1er trimestre.....	1.00

Clause additionnelle: Les mécaniciens et les ajusteurs peuvent exécuter du travail de soudeur ou de forgeron sans avoir à se procurer un certificat de qualification dans ces métiers. Lorsqu'ils sont affectés à tel travail, ils reçoivent le taux du mécanicien ou de l'ajusteur, selon le cas.

III. *Durée du travail*: a) La durée hebdomadaire du travail est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit:

Neuf (9) heures par jour le lundi au jeudi inclusivement et huit (8) heures le vendredi entre 7.30 a.m. et 6.00 p.m. chaque jour; ou

Huit (8) heures par jour le lundi au vendredi inclusivement entre 7.30 a.m. et 6.00 p.m. et quatre (4) heures le samedi entre 7.30 a.m. et midi.

b) La durée hebdomadaire du travail des équipes de nuit est de quarante-quatre (44) heures distribuées comme suit:

Neuf (9) heures par jour le lundi au jeudi inclusivement et huit (8) heures le vendredi

2. Stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
3. Railing, gates and balconies;
4. Protection guards, curb angles, hole and pit frames and covers;
5. Grilles, window guards, cages and partitions.

b) *Professional jurisdiction*: This decree governs all employees in the shops comprised in the industrial jurisdiction determined in subsection "a" of the present section.

c) *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree comprises three (3) zones described hereinbelow:

Zone I: The Island of Montreal, l'île Bizard, the electoral districts of Laval, Deux Montagnes, Argenteuil, Soulanges, Vaudreuil, Beauharnois, Châteauguay, Laprairie, Chambly, St. John's and Iberville;

Zone II: The electoral districts of Terrebonne, Trois-Rivières, St. Maurice, Champlain, Laviolette, Drummond, Arthabaska, St. Hyacinthe and Sherbrooke;

Zone III: The electoral districts of Maskinongé, Berthier, Joliette, l'Assomption, Montcalm, Portneuf, Nicolet, Yamaska and Rouville;

Notwithstanding the provisions of subsection "a" of the present section, the decree does not govern erection work performed in Zones II and III.

II. *Rates of wages*: The minimum hourly rates of wages for each one of the following classifications shall be:

<i>Zone I</i>	<i>Minimum Hourly rates</i>
<i>Classifications</i>	
Mechanic.....	\$1.70
Fitter.....	1.50
Blacksmith.....	1.50
Helper (shop or field).....	1.30
Erector.....	1.70

<i>Zone II</i>	
Mechanic.....	1.55
Fitter.....	1.35
Blacksmith.....	1.35
Helper.....	1.20

<i>Zone III</i>	
Mechanic.....	1.40
Fitter.....	1.30
Blacksmith.....	1.30
Helper, after 3 months.....	1.15
Helper on probation, 1st 3 months.....	1.00

Provisio: Mechanics and fitters may execute such welding or blacksmithing work as may be necessary without obligation to possess a card of competency in such trade and, when so employed, they shall be remunerated as mechanics or fitters, as the case may be.

III. *Duration of labour*: a) The weekly duration of labour shall be forty-four (44) hours distributed as follows:

Nine (9) hours per day Monday to Thursday inclusive and eight (8) hours on Friday between 7.30 a.m. and 6.30 p.m. on each day; or

Eight (8) hours per day Monday to Friday inclusive between 7.30 a.m. and 6.00 p.m. and four (4) hours between 7.30 a.m. and 12.00 noon on Saturday.

b) The weekly duration of labour on night shifts shall be forty-four (44) hours distributed as follows:

Nine (9) hours per day Monday to Thursday inclusive and eight (8) hours on Friday between

entre 6.00 p.m. et 6.00 a.m. de la journée qui suit; ou

Huit (8) heures par jour le lundi au vendredi inclusivement entre 6.00 p.m. et 6.00 a.m. de la journée qui suit et quatre (4) heures entre 6.00 p.m. et minuit le samedi.

IV. *Travail supplémentaire*: a) Le travail exécuté en plus des heures régulières ou en dehors des limites spécifiées dans la Section III est considéré comme travail supplémentaire.

b) Le travail supplémentaire doit être payé au taux de temps et demi.

c) Le travail exécuté le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (le 1er juillet), le jour de la Fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, le jour de Noël et les dimanches doit être payé au taux de temps double.

V. *Équipe de nuit*: Les salariés faisant partie de l'équipe de nuit doivent recevoir une prime de \$0.05 l'heure en plus des taux réguliers. Tout travail supplémentaire de l'équipe de nuit doit être payé sur la base de temps et demi du taux de l'équipe.

VI. *Jours de fêtes payés*: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de la Confédération, le jour de la Fête du Travail et le jour de Noël sont des jours de fêtes payés au taux simple, pourvu qu'ils tombent un jour régulier de travail et pourvu aussi que le salarié ait été au travail le jour ouvrable qui précède et celui qui suit tels jours de fête.

VII. *Vacances payées*: a) Dans le but d'établir des vacances payées, la période de prestations doit s'étendre sur douze (12) mois à partir du 1er mai d'une année jusqu'au 30 avril de l'année suivante;

b) Un salarié qui a travaillé pour le même employeur pendant moins longtemps qu'une période complète de prestations doit avoir une demi-journée de vacances payée pour chaque mois de travail;

c) Un salarié qui a travaillé pour le même employeur pendant au moins une période complète de prestations mais pendant moins que cinq a droit à une semaine de vacances payée;

d) Un salarié qui a travaillé pour le même employeur pendant plus de cinq périodes de prestations doit avoir deux semaines de vacances payées;

e) Les vacances sont données dans les périodes qui conviennent à l'employeur mais les salariés doivent en être avisés d'avance.

VIII. *Apprentissage*: a) Les apprentis-mécaniciens dans l'usine doivent recevoir le pourcentage suivant basé sur les taux de salaires des mécaniciens:

1ère année, 1er semestre.....	25%
1ère année, 2ième semestre.....	30%
2ième année.....	45%
3ième année.....	60%
4ième année.....	75%

b) Les apprentis-mécaniciens dans l'usine ne doivent pas commencer leur apprentissage avant d'avoir 16 ans ou après l'âge de 23 ans. Quatre (4) années constituent la période d'apprentissage, c'est-à-dire que chaque apprenti doit avoir travaillé pendant deux cent huit (208) semaines. Il est permis d'avoir un (1) apprenti pour chaque groupe de sept (7) salariés travaillant dans un atelier. Si un employeur a moins de sept (7) salariés, il lui est quand même permis d'avoir

6.00 p.m. and 6.00 a.m. the following morning of each day; or

Eight (8) hours per day Monday to Friday inclusive between 6.00 p.m. and 6.00 a.m. the following morning of each day and four (4) hours between 6.00 p.m. and 12.00 midnight Saturday.

IV. *Overtime work*: a) Work performed in excess of the regular hours or outside the limits determined in Section III shall be considered as overtime work.

b) Overtime work shall be paid at the rate of time and one-half.

c) Work performed on New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day (July 1) Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day and Sundays shall be paid at the rate of double time.

V. *Night shifts*: Employees working on night shifts shall be paid a premium of 5c per hour in excess of regular rates. All overtime on night shifts shall be paid on the basis of one and one-half times the shift rate.

VI. *Paid holidays*: New Year's Day, Good Friday, Confederation Day, Labour Day and Christmas Day shall be holidays with pay at regular or single rates of pay, provided that such day falls on a regular work day, and provided further that the employee shall have been at his employment on the work day preceding and the work day following the Statutory Holiday.

VII. *Vacations with pay*: a) For the purpose of establishing vacations with pay, the credit period shall extend for twelve (12) months from May 1st in one year to April 30th in the next year.

b) An employee who has worked for the same employer for less than one full credit period shall be entitled to one-half day's vacation with pay for each month worked.

c) An employee who has worked for the same employer for one credit period but less than five shall be entitled to one week's vacation with pay.

d) An employee who has worked for the same employer for more than five credit periods shall be entitled to two weeks' vacation with pay.

e) The vacation period will be arranged at the convenience of the employer but he will give the employees notice in advance of the time.

VIII. *Apprenticeship*: a) Apprentice-mechanics in the shop shall receive the following percentage computed on the mechanic's rates of wages:

1st year, 1st six months.....	25%
1st year, 2nd six months.....	30%
2nd year.....	45%
3rd year.....	60%
4th year.....	75%

b) Apprentice-mechanics in the shop shall not begin their apprenticeship before 16 years of age or after 23. Four (4) years shall constitute the complete apprenticeship period meaning that each apprentice must work during two hundred and eight (208) weeks. One (1) apprentice is allowed to each group of seven (7) employees in a shop. If an employer has less than seven (7) employees, he still may have one (1) apprentice. Sections IV and V concerning overtime work and

un (1) apprenti. Les Sections IV et V qui traitent du temps supplémentaire et des équipes de nuit s'appliquent aux apprentis.

c) Au terme de sa période d'apprentissage, le Comité Paritaire détermine la catégorie à laquelle le salarié doit appartenir et un avis spécial est émis à cet effet.

d) Les apprentis qui ont fréquenté une école régie par la Loi de l'Enseignement spécialisé doivent recevoir un crédit proportionné à la durée de leurs études et aux résultats de leurs examens.

IX. *Clauses spéciales:* a) Le salarié requis de se présenter au travail a droit à une rémunération minimum équivalente à trois (3) heures aux taux alors en vigueur et ce, chaque fois qu'il est demandé lorsqu'il n'y a pas de travail à exécuter;

b) L'heure normale ou avancée s'applique selon le cas suivant l'heure alors en vigueur à l'endroit où le travail est exécuté.

X. *Classifications temporaires:* Les salariés requis de travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de leur classe habituelle doivent recevoir le taux de leur classe.

XI. *Travail à la pièce:* Les contrats intervenus entre un employeur et un ou plusieurs salariés sur une base de travail à la pièce ou à contrat sont de nul effet et strictement défendus.

XII. *Paiement du salaire:* Le salaire du salarié doit bien être remis dans une enveloppe scellée devant contenir les détails suivants:

1. les nom et prénom du salarié;
2. la date de la période de paie;
3. les déductions faites;
4. le montant contenu dans l'enveloppe.

Si les salaires sont payés par chèque, les mêmes détails doivent être mentionnés sur le chèque ou sur un mémo approprié.

XIII. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1959.

Il se renouvelle automatiquement par la suite d'année en année, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai de pas plus de soixante (60) jours (mais pas moins de trente (30) jours) avant la date de son expiration originale ou de son renouvellement selon le cas. Un tel avis doit être également être adressé au Ministère du Travail.

XIV. *Observance:* L'observance du décret sera surveillée et assurée par le Comité Conjoint des Matériaux de Construction de Montréal.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 mai 1958.

47715-o

night shifts shall apply to apprentices;

c) On completion of his apprenticeship period, the Joint Committee shall determine in which category the employee is to be classified and a special notice shall be issued accordingly.

d) Apprentices who have attended a school under the specialized Schools Act shall receive a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examinations.

IX. *Special provisions:* a) An employee required to report to work shall be paid for a minimum of three (3) hours at prevailing rates, each time he is called when work is not available;

b) The hours shall be Standard or Daylight Saving Time depending on which time is in force in the locality where the work is performed.

X. *Temporary classifications:* Employees required to work temporarily in a classification lower than their regular one shall be paid at the rate of their own classification.

XI. *Piece-work:* No employer shall make any arrangement whatsoever with any employee with piece-work as the basis for payment of labour performed.

XII. *Payment of wages:* Employee's wages shall be paid in a sealed envelope on which shall be indicated the following particulars:

1. the name and surname of the employee;
2. the date of the pay period.
3. the deductions made;
4. the amount contained in the envelope.

If wages are paid by cheque the same particulars shall be given on the cheque or by other suitable memo.

XIII. *Duration of the decree:* The present decree shall come into effect on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective until March 31, 1959.

It shall be renewed automatically thereafter from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within sixty (60) days, (but not less than thirty (30) days) of the expiry of the regular term or renewal, as the case may be. Such notice shall also be sent to the Minister of Labour.

XIV. *Administration:* This decree shall be administered by the Building Materials Joint Committee of Montreal.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 10, 1958.

47715-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS — BAR OF ST. FRANCIS

CANDIDATS AUX EXAMENS D'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES TO THE EXAMINATIONS FOR ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Cormier.....	Jean.....	25	Sherbrooke.....	Université de Sherbrooke.
Geoffroy.....	J.-Gilles.....	30	Danville.....	Université de Montréal.
Martel.....	Paul.....	26	Sherbrooke.....	Université de Montréal.
Turcotte.....	Lorraine.....	27	Beebe.....	Université de Sherbrooke.

Sherbrooke, ce 30 avril 1958 — Sherbrooke, April 30th, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Saint-François,
CHARLES LEBLANC,
Secretary of the Bar of St. Francis.

BARREAU DE TROIS-RIVIÈRES — BAR OF TROIS-RIVIÈRES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Trudel.....	Pierre.....	25	Shawinigan.
Trudel.....	Luc.....	27	Shawinigan.

Trois-Rivières, 6 mai 1958 — Trois-Rivières, May 6, 1958.

Le Secrétaire du Barreau de Trois-Rivières,
J.-LOUIS SANSCHAGRIN,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

Lettres patentes

Letters Patents

Collège de Matane

Collège de Matane

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains, 14 George VI, chapitre 76, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier mai 1958, constituant en corporation le "Collège de Matane".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de Matane.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept mai 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
47738-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that under the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops' Act, 14, George VI, chapter 76, letters patent have been granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the first of May, 1958, incorporating the "Collège de Matane".

The head office of the above mentioned corporation is situated in the town of Matane.

Given at the office of the Provincial Secretary on May seventh, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
47738 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances
AssurancesDepartment of Finance
Insurance

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est donné par les présentes (a) que "Fire Association of Philadelphia", constituée en corporation conformément aux lois de l'État de Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la province sous le numéro 228, a changé son nom en celui de "Reliance Insurance Company", et (b) que la compagnie n'est autorisée à employer ce nom dans la province qu'à la condition de le faire suivre des mots "of Philadelphia".

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 24 avril 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
47667-18-2-o GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

Notice is hereby given (a) that "Fire Association of Philadelphia", incorporated under the laws of the Commonwealth of Pennsylvania, United States of America, and registered in this Province under number 228, has changed its name to "Reliance Insurance Company", and (b) that the company is authorized to use this name in the Province on the condition that it is followed by the words "of Philadelphia".

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 24th of April 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
47667-18-2-o GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Avis est par les présentes donné que "Alliance Nationale", compagnie constituée en corporation par le chapitre 69 des Statuts du Canada de 1917 et enregistrée dans la province sous le numéro 477, a changé son nom en celui de "Alliance Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Alliance Mutual Life Insurance Company" le 1er janvier 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 3 mai 1958.

Pour le Ministre des finances

de la province,

GEORGES LAFRANCE,

Surintendant des assurances.

47739-o

Notice is hereby given that "Alliance Nationale", company incorporated by chapter 69 of the Statutes of Canada of 1917 and registered in the Province under number 477, has changed its name to "Alliance Compagnie Mutuelle d'Assurance-Vie — Alliance Mutual Life Insurance Company" on the 1st of January 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 3rd of May 1958.

For the Minister of Finance

of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

Superintendent of Insurance.

47739-o

Nomination

Appointment

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire la nomination suivante:

Québec, le 3 avril 1958.

M. Camille-L. de Martigny, avocat, membre du Barreau de la province, conseil en loi de la Reine, domicilié dans la cité de St-Jérôme: nommé, en vertu de l'article 267 de la Loi des tribunaux judiciaires, à compter du premier mai 1958, juge de district, avec résidence dans la cité de St-Jérôme, et avec juridiction dans toute la province, mais particulièrement et sans restriction dans les districts judiciaires de Terrebonne et Labelle, et pour agir, dans la province, selon l'article 21 de la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 29, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de "magistrat" ou sous celui de "magistrat de district", ledit M. Camille-L. de Martigny, vu sa présente nomination par le Lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de district, étant en outre autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, à compter du premier mai 1958, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

47697-o

His Honour, the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointment:

Quebec, April 3, 1958.

Mr. Camille-L. de Martigny, advocate, member of the Bar of the Province of Quebec, Queen's Counsel, domiciled in the city of St-Jérôme: appointed, under section 267 of the Courts of Justice, from and after the first day of May, 1958, District Judge, with residence in the city of St-Jérôme, and with jurisdiction in the whole of the Province, but especially and without restriction within the judicial limits of Terrebonne and Labelle, and to act, in the Province, according to section 21 of the Act 1-2 Elizabeth II, chapter 29, as District Magistrate in that which concerns the jurisdictions attributed by the Acts of the Parliament of Canada to District Magistrates, that these jurisdictions be attributed to them under the title of "magistrate" or under that of "District Magistrate", the said Mr. Camille-L. de Martigny, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as District Judge, being, moreover, authorized to exercise, under the authority of paragraph b) of section 466 of the Criminal Code, to count as from May 1st, 1958, the jurisdiction of a Magistrate under Part XVI of this Criminal Code.

47697

Office des Marchés Agricoles
du Québec

Quebec Agricultural Marketing
Board

AVIS

NOTICE

Un projet de plan conjoint présenté par "L'Association des producteurs de tabac jaune du Québec Inc.", de Joliette, P.Q. comprenant les produits agricoles suivants:

"Tabac jaune produit dans les comtés de l'Assomption, Berthier, Joliette, Verchères, Richelieu, St-Maurice et Champlain, et vendu aux acheteurs commerciaux faisant affaires dans la Province de Québec"

a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, le 6 mai 1958.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.

Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

47735-o

A petition for a joint marketing plan presented by "L'Association des producteurs de tabac jaune du Québec Inc.", Joliette, P.Q. for the following agricultural product:

"Flue — cured tobacco produced in Assomption, Berthier, Joliette, Verchères, Richelieu, St-Maurice and Champlain countries and sold to commercial buyers doing business in the Province of Québec"

has been received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, May 6th, 1958.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.

LÉONARD ROY,
Secretary.

47735-o

AVIS

Un projet de plan conjoint présenté par "Le Syndicat Spécialisé des producteurs de bois de Rimouski (U.C.C.)" comprenant les produits agricoles suivants:

"Bois de pulpe provenant des boisés de ferme de leurs propriétaires, situés dans les paroisses suivantes de la région de Rimouski-Matapédia":

Albertville, Cté Matapédia
St-Alexandre-des-Lacs, Cté Matapédia
Amqui, Cté Matapédia
Causapscal, Cté Matapédia
St-Cléophas, Cté Matapédia
St-Damase, Cté Matapédia
St-Florence, Cté Matapédia
St-Irène, Cté Matapédia
St-Jeanne d'Arc, Cté Matapédia
Lac-au-Saumon, Cté Matapédia
La Rédemption, Cté Matapédia
St-Léon-le-Grand, Cté Matapédia
St-Moïse, Cté Matapédia
St-Marguerite Marie, Cté Matapédia
St-Noël, Cté Matapédia
Padoue, Cté Matapédia
Val-Brillant, Cté Matapédia
St-Paula, Cté Matapédia
Sayabec, Cté Matapédia
St-Tharcisius, Cté Matapédia
St-Vianney, Cté Matapédia
Routhierville, Cté Bonaventure
St-Alexis Matapédia, Cté Bonaventure
St-André Restigouche, Cté Bonaventure
St-Fidèle de Restigouche, Cté Bonaventure
St-François-d'Assise, Cté Bonaventure
L'Ascension, Cté Bonaventure
Matapédia, Cté Bonaventure
St-Angèle, Cté Matane
St-Flavie, Cté Matane
St-Joseph de Lepage, Cté Matane
Mont-Joli, Cté Matane
St-Octave de Métis, Cté Matane
Price, Cté Matane
St-Charles-Garnier, Cté Rimouski
St-Donat, Cté Rimouski
St-Gabriel, Cté Rimouski
Les Hauteurs, Cté Rimouski
St-Luce, Luceville, Cté Rimouski

vendu aux industriels de la pulpe et du papier ou à tous autres acheteurs commerciaux faisant affaires dans la province de Québec".
a été reçu et approuvé pour enquête et adjudication finale au mérite.

Montréal, le 24 avril 1958.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

47735-o

NOTICE

A petition for a joint marketing plan presented by "Le Syndicat Spécialisé des producteurs de bois de Rimouski (U.C.C.)" for the following agricultural products:

"Pulpwood produced on the farm woodlots of their owners situated in the following parishes of the Rimouski Matapédia Region":

Albertville, Cty Matapedia
St-Alexandre-des-Lacs, Cty Matapedia
Amqui, Cty Matapedia
Causapscal, Cty Matapedia
St-Cléophas, Cty Matapedia
St-Damase, Cty Matapedia
St-Florence, Cty Matapedia
St-Irène, Cty Matapedia
St-Jeanne d'Arc, Cty Matapedia
Lac-au-Saumon, Cty Matapedia
La Rédemption, Cty Matapedia
St-Léon-le-Grand, Cty Matapedia
St-Moïse, Cty Matapedia
St-Marguerite Marie, Cty Matapedia
St-Noël, Cty Matapedia
Padoue, Cty Matapedia
Val-Brillant, Cty Matapedia
St-Paula, Cty Matapedia
Sayabec, Cty Matapedia
St-Tharcisius, Cty Matapedia
St-Vianney, Cty Matapedia
Routhierville, Cty Bonaventure
St-Alexis Matapedia, Cty Bonaventure
St-André Restigouche, Cty Bonaventure
St-Fidèle de Restigouche, Cty Bonaventure
St-François d'Assise, Cty Bonaventure
L'Ascension, Cty Bonaventure
Matapedia, Cty Bonaventure
St-Angèle, Cty Matane
St-Flavie, Cty Matane
St-Joseph de Lepage, Cty Matane
Mont-Joli, Cty Matane
St-Octave de Metis, Cty Matane
Price, Cty Matane
St-Charles-Garnier, Cty Rimouski
St-Donat, Cty Rimouski
St-Gabriel, Cty Rimouski
Les Hauteurs, Cty Rimouski
St-Luce, Luceville, Cty Rimouski

sold to the pulp and paper industry or any other commercial buyers doing business in the Province of Quebec",
has been received and approved for investigation and final adjudication on its merits.

Montreal, April 24th, 1958.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

47735-o

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

* SALUT.

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
C. E. CANTIN.

ATTENDU que les Cours de magistrat ci-dessous mentionnées sont actuellement inactives et l'ont été depuis une période assez prolongée;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 318 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts révisés, 1941, chapitre 15), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir, par proclamation, toute Cour de magistrat qu'il juge à propos et que, à dater du jour fixé à cet effet dans la proclamation, la cour cesse d'être tenue;

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter l'abolition, par proclamation, des cours ci-dessous mentionnées, vu qu'elles sont inactives.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 30 avril 1958, portant le numéro 410,

Nous décrétons et ordonnons l'abolition, à compter du 15 mai 1958, des Cours de magistrat suivantes, à savoir:

- La Cour de magistrat du comté de Mégantic, à Inverness;
- La Cour de magistrat du comté de Missisquoi, à Bedford;
- La Cour de magistrat du comté de Brôme, à Knowlton;
- La Cour de magistrat du comté de Gaspé, à Rivière-au-Renard;
- La Cour de magistrat du comté de L'Assomption, à L'Assomption;
- La Cour de magistrat du comté de L'Assomption, à Laurentides;
- La Cour de magistrat du comté de Labelle, à Labelle;
- La Cour de magistrat du comté de Labelle, à Nominigüe;
- La Cour de magistrat du comté de Labelle, à L'Annonciation;
- La Cour de magistrat du comté de Bellechasse, à St-Raphaël;
- La Cour de magistrat du comté de L'Islet, à St-Jean-Port-Joli;
- La Cour de magistrat pour la ville de Rigaud, à Rigaud;
- La Cour de magistrat du comté de Pontiac, à Chapeau;
- La Cour de magistrat du comté de Pontiac, à Quyon;
- La Cour de magistrat du comté de Pontiac, à Port-Coulonge;
- La Cour de magistrat du comté de Pontiac, à Shawville;
- La Cour de magistrat du comté de Yamaska, à St-François-du-Lac;
- La Cour de magistrat du comté du Lac St-Jean, à Hébertville-Station;
- La Cour de magistrat du comté de Charlevoix, à Baie St-Paul;
- La Cour de magistrat du comté de Stanstead, à Stanstead-Plain;
- La Cour de magistrat du comté de Compton, à Cookshire;
- La Cour de magistrat du district électoral de Deux-Montagnes, à St-Scholastique;
- La Cour de magistrat du district électoral de Deux-Montagnes, à St-Eustache;
- La Cour de magistrat du comté de Terrebonne, à Terrebonne.

Nous autorisons la transmission des dossiers, registres, documents et archives de chacune de ces Cours de magistrat ainsi abolies au greffe

PROCLAMATION

C. E. CANTIN,
Deputy Attorney General.

WHEREAS the Magistrate's Courts mentioned hereunder are presently inactive and have been so for a rather prolonged period of time;

WHEREAS, under the authority of section 318 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes 1941, chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, abolish any Magistrate's Court he may deem proper, and from and after the date fixed by such proclamation, the court shall no longer be held;

WHEREAS it is deemed expedient to abolish, by proclamation, the courts mentioned hereunder, owing to their inactivity.

THEREFORE with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree dated April 30, 1958, bearing number 410,

WE decree and ordain the abolishment, as from May 15, 1958, the following Magistrate's Courts, to wit:

- The Magistrate's Court of the County of Mégantic, at Inverness;
- The Magistrate's Court of the County of Missisquoi, at Bedford;
- The Magistrate's Court of the County of Brôme, at Knowlton;
- The Magistrate's Court of the County of Gaspé, at Rivière-au-Renard;
- The Magistrate's Court of the County of L'Assomption, at L'Assomption;
- The Magistrate's Court of the County of L'Assomption, at Laurentides;
- The Magistrate's Court of the County of Labelle, at Labelle;
- The Magistrate's Court of the County of Labelle, at Nominigüe;
- The Magistrate's Court of the County of Labelle, at L'Annonciation;
- The Magistrate's Court of the County of Bellechasse, at St. Raphaël;
- The Magistrate's Court of the County of L'Islet, at St. Jean-Port-Joli;
- The Magistrate's Court of the Town of Rigaud, at Rigaud;
- The Magistrate's Court of the County of Pontiac, at Chapeau;
- The Magistrate's Court of the County of Pontiac, at Quyon;
- The Magistrate's Court of the County of Pontiac, at Fort Coulonge;
- The Magistrate's Court of the County of Pontiac, at Shawville;
- The Magistrate's Court of the County of Yamaska, at St. François du Lac;
- The Magistrate's Court of the County of Lake St. John, at Hébertville Station;
- The Magistrate's Court of the County of Charlevoix, at Baie St. Paul;
- The Magistrate's Court of the County of Stanstead, at Stanstead-Plain;
- The Magistrate's Court of the County of Compton, at Cookshire;
- The Magistrate's Court of the Electoral District of Two Mountains, at St. Scholastique;
- The Magistrate's Court of the Electoral District of Two Mountains, at St. Eustache;
- The Magistrate's Court of the County of Terrebonne, at Terrebonne.

WE authorize the transmission of the records, registers, documents and archives of each of the said Magistrate's Courts thus abolished to the

de la Cour de magistrat du district judiciaire dont fait partie le comté ou le district électoral concerné.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce sixième jour de mai en l'année mil neuf cent cinquante-huit de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
47697-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] ONÉSIME GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

A M. Armand Boucher, marchand de Matane, président d'élection du district électoral de Matane.

SALUT.

Nous vous ordonnons de faire faire, conformément à la loi et après qu'avis du jour et du lieu en aura dûment été donné, l'élection, dans le district électoral de Matane, pour remplacer l'honorable M. Onésime Gagnon, démissionnaire, et de fixer la présentation des candidats à cette élection au mercredi, le dix-huitième (18ème) jour de juin, 1958, et le scrutin, s'il y a lieu, au mercredi, le deuxième (2ème) jour de juillet, 1958, et de faire à notre président général des élections, à Québec, aussitôt que possible et au plus tard mercredi, le seizième (16ème) jour de juillet, 1958, un rapport lui faisant connaître le nom du candidat qui aura été élu.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le septième (7ème) jour de mai, en l'an de grâce 1958, et de Notre règne la septième année.

Par ordre,

Le Président général des élections;
47736-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

office of the clerk of the Magistrate's Court of the judicial district of which the county or electoral district concerned forms part.

OF ALL WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House, in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixth day of May, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-eight and the seventh year of Our Reign:

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
47697 Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] ONÉSIME GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To Mr. Armand Boucher, merchant of Matane, Returning-Officer for the electoral district of Matane.

GREETING.

We command you that, after notice of time and place of election being duly given, you do cause election to be made according to law, in the electoral district of Matane, in order to replace the Honourable Mr. Onésime Gagnon, resigner, and that you do cause the nomination of candidates of such election to be held on Wednesday, the eighteenth (18th) day of June 1958, and polling, if necessary, on Wednesday, the second (2nd) day of July, 1958, and as soon as possible and at the latest Wednesday, the sixteenth (16th) day of July, 1958, report to our Chief Returning-Officer, at Quebec, informing him of the name of the elected candidate.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused the Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Government House in Our city of Quebec, in Our Province of Quebec, this seventh (7th) day of May, in the year of Our Lord 1958, and the seventh year of Our Reign.

By command,

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
47736-o Chief Returning-Officer.

Sièges sociaux

Head Offices

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Dans l'affaire de: CANDIAC CONSTRUCTION LTD.

In the matter of: CANDIAC CONSTRUCTION LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Candiac Construction Ltd.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 28e jour de février 1958, et ayant son siège social à Ville Mont-Royal, en ladite province, a établi son bureau à 5665 rue Paré en ladite ville.

Notice is hereby given that "Candiac Construction Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 28th day of February, 1958, and having its head office in the Town of Mount Royal, in the said Province, has established its office at 5665 Paré Street, in the said town.

A compter de la date de cet avis ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, ce 24e jour de mars 1958.

Dated at Montreal, this 24th day of March, 1958.

(Sceau)
47703

Le Secrétaire,
GILLES DORÉ.

(Seal)
47703-o

GILLES DORÉ,
Secretary.

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE DU BUREAU PRINCIPAL

NOTICE OF CHANGE OF ADDRESS FROM THE HEAD OFFICE

"LES PLACEMENTS ALVIC INC."

"LES PLACEMENTS ALVIC INC."

Avis est donné que la compagnie "Les Placements Alvic Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 mai 1957 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 132 de la rue St-Jacques ouest, l'a transporté au numéro 261 de la rue St-Jacques ouest.

Notice is hereby given that the company "Les Placements Alvic Inc.", incorporated by letters patent dated May 24, 1957 and having its head office in the city of Montreal, where its office has been situated until this date, at number 132 St-James Street, West, has transferred it to number 261 St-Jacques Street, West.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Montréal, le 27 mars 1958.

Montreal, March 27, 1958.

47704-o

Le Secrétaire,
GUY DESJARDINS.

47704

GUY DESJARDINS,
Secretary.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

DADSON LAKE CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

DADSON LAKE CHIBOUGAMAU MINES LTD.
(No Personal Liability)

"Dadson Lake Chibougamau Mines Ltd.", No Personal Liability, déclare qu'elle a transporté son siège social et principale place d'affaires de 266 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à 637 ouest, rue Craig, en ladite cité. A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

"Dadson Lake Chibougamau Mines Ltd.", No Personal Liability, declares that it has moved its head office and principal place of business from 266 St. James Street, West, in the City of Montreal to 637 Craig Street, West, in the said City. From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1958.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1958.

47711

Le Président,
H. M. AMSLER.

47711-o

H. M. AMSLER,
President.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

PENNBEC MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

PENNBEC MINING CORPORATION
(No Personal Liability)

"Pennbec Mining Corporation", No Personal Liability, déclare qu'elle a transporté son siège social et principale place d'affaires de 266 ouest, rue St-Jacques, en la cité de Montréal, à 637 ouest, rue Craig, en ladite cité. A compter de

"Pennbec Mining Corporation", No Personal Liability, declares that it has moved its head office and principal place of business from 266 St. James Street, West, in the City of Montreal to 637 Craig Street, West, in the said City.

la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28e jour d'avril 1958.

47712 Le Président,
H. M. AMSLER.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1958.

47712-o H. M. AMSLER,
President.

Avis est donné que la compagnie "Caprive Oil and Gas Company Limited" (N.P.L.) constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 avril 1957, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 3539 Avenue du Parc.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 30ième jour d'avril 1958.

47741-o Le Président,
MAX SURKIS.

Notice is hereby given that "Caprive Oil and Gas Company Limited" (N.P.L.) company incorporated by letters patent on April 17th 1957, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 3539 Park Avenue.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 30th day of April 1958.

47741-o MAX SURKIS,
President.

Soumissions

LA CITÉ DE QUÉBEC

AVIS PUBLIC

Le Greffier de la Cité recevra d'hui au 14 mai 1958 à 10 heures a.m. (heure avancée) des soumissions cachetées pour l'achat d'obligations de la Cité de Québec, pour un montant global de \$2,301,000.00 datées du 1er mai 1958, remboursables par séries pendant une période de vingt ans et suivant les règlements numéros 1073, 1074, 1075 et 1076 de ladite cité.

Pour plus amples renseignements et formules de soumission, s'adresser au Trésorier de la Cité.

Daté à Québec, ce 5ième jour de mai 1958.

47713-o Le Greffier de la cité,
F. X. CHOUINARD.

CORRECTION

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE BEAUPORT
(Comté de Québec)

On est prié de noter que l'ouverture des soumissions pour la vente de \$478,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Beauport, dans l'avis paru dans la *Gazette officielle* du 3 mai 1958, à la page 1676, est remise de lundi le 19 mai à jeudi le 22 mai.

47729-o

Province de Québec

VILLAGE DE PINCOURT
(Comté de Vaudreuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, J.-B. Lamarre, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, à 20 rue de l'Église, Dorion, comté de Vaudreuil, ou jusqu'à 8.00 heures du soir, au soubassement de l'église de Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, Pincourt, comté de Vaudreuil, lundi, le 26 mai 1958, pour l'achat de \$38,000.00 d'obligations du village de

Tenders

THE CITY OF QUEBEC

PUBLIC NOTICE

The City Clerk will receive as from this date to the 14th of May, 1958 at 10 o'clock a.m., (Daylight Saving Time) sealed tenders for the purchase of bonds of the City of Quebec, for a global amount of \$2,301,000.00 dated May 1st, 1958, redeemable serially during a period of twenty years and according to by-laws numbers 1073, 1074, 1075 and 1076 of the said City.

For more ample information and forms for tenders, apply to the City Treasurer.

Dated at Quebec, May 5th, 1958.

47713 F. X. CHOUINARD,
City Clerk.

CORRECTION

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE TOWN OF BEAUPORT
(County of Quebec)

Please note that the opening of tenders for the sale of \$478,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the town of Beauport, in the notice that appeared in the *Quebec Official Gazette* of May 3rd, 1958, at page 1676, shall take place on Thursday, May 22nd, instead of Monday, May 19th.

47729-o

Province of Quebec

VILLAGE OF PINCOURT
(County of Vaudreuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-B. Lamarre, N.P., Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock p.m., at 20 Church St., Dorion, county of Vaudreuil, or until 8.00 o'clock p.m., in the basement of the Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt Church, Pincourt, county of Vaudreuil, Monday, May 26, 1958 for the purchase of an issue of \$38,000.00 of bonds of the Village of Pincourt, county of

Pincourt, comté de Vaudreuil, datées du 1er juin 1958 et remboursables par séries du 1er juin 1959 au 1er juin 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 48 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$38,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1959.....	\$1,000.00
1er juin 1960.....	1,000.00
1er juin 1961.....	1,000.00
1er juin 1962.....	1,500.00
1er juin 1963.....	1,500.00
1er juin 1964.....	1,500.00
1er juin 1965.....	1,500.00
1er juin 1966.....	1,500.00
1er juin 1967.....	1,500.00
1er juin 1968.....	2,000.00
1er juin 1969.....	2,000.00
1er juin 1970.....	2,000.00
1er juin 1971.....	2,000.00
1er juin 1972.....	2,000.00
1er juin 1973.....	2,500.00
1er juin 1974.....	2,500.00
1er juin 1975.....	2,500.00
1er juin 1976.....	2,500.00
1er juin 1977.....	3,000.00
1er juin 1978.....	3,000.00

Vaudreuil, dated June 1st, 1958 and redeemable serially from June 1st, 1959 to June 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 48 — work on roads.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$38,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1959.....	\$1,000.00
June 1st, 1960.....	1,000.00
June 1st, 1961.....	1,000.00
June 1st, 1962.....	1,500.00
June 1st, 1963.....	1,500.00
June 1st, 1964.....	1,500.00
June 1st, 1965.....	1,500.00
June 1st, 1966.....	1,500.00
June 1st, 1967.....	1,500.00
June 1st, 1968.....	2,000.00
June 1st, 1969.....	2,000.00
June 1st, 1970.....	2,000.00
June 1st, 1971.....	2,000.00
June 1st, 1972.....	2,000.00
June 1st, 1973.....	2,500.00
June 1st, 1974.....	2,500.00
June 1st, 1975.....	2,500.00
June 1st, 1976.....	2,500.00
June 1st, 1977.....	3,000.00
June 1st, 1978.....	3,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion, comté de Vaudreuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 mai 1958, à 8.00 heures du soir, au soubassement de l'église de Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, Pincourt, comté de Vaudreuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pincourt, (Comté de Vaudreuil), ce 6 mai 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-B. LAMARRE, N.P.

Adresse postale: 20 rue de l'Église, Dorion,
(Vaudreuil), P.Q.
Téléphone: 3-424. 47728-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Dorion, county of Vaudreuil.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before June 1st, 1968, inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, May 26, 1958, at 8.00 o'clock p.m., in the basement of the Notre-Dame-de-Lorette-de-Pincourt, Pincourt, county of Vaudreuil.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pincourt, (County of Vaudreuil), May 6th, 1958.

J.-B. LAMARRE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 20 Church Street, Dorion,
(Vaudreuil), P. Q.
Telephone: 3-424. 47728

Province de Québec

LES SYNDICS D'ÉCOLES PROTESTANTES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE MURDOCHVILLE
(Comté de Gaspé-Nord)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Beverley D. Veale, secrétaire-trésorier, Murdochville, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi le 26 mai 1958, pour l'achat de \$256,000.00 d'obligations des syndicats d'écoles protestantes pour la municipalité de Murdochville, comté de Gaspé-Nord, datées du 1er juin 1958 et remboursables par séries du 1er juin 1959 au 1er juin 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Aux fins de l'adjudication de cette émission, le calcul de l'intérêt sera effectué à compter du 1er juin 1958.

Résolution d'emprunt datée du 6 août 1956 — construction d'une école.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$256,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1959.....	x \$16,000.00
1er juin 1960.....	x 17,000.00
1er juin 1961.....	x 18,000.00
1er juin 1962.....	x 18,500.00
1er juin 1963.....	x 19,500.00
1er juin 1964.....	x 20,500.00
1er juin 1965.....	x 21,500.00
1er juin 1966.....	x 22,500.00
1er juin 1967.....	6,500.00
1er juin 1968.....	7,000.00
1er juin 1969.....	7,000.00
1er juin 1970.....	7,500.00
1er juin 1971.....	8,000.00
1er juin 1972.....	8,000.00
1er juin 1973.....	8,500.00
1er juin 1974.....	9,000.00
1er juin 1975.....	9,500.00
1er juin 1976.....	10,000.00
1er juin 1977.....	10,500.00
1er juin 1978.....	11,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$138,815.59 accordé par le Secrétaire de la province et payable en huit versements dont un de \$17,352.01 et sept de \$17,351.94 chacun, de 1959 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Murdochville, comté de Gaspé-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est indiqué dans la procédure d'emprunt et au siège social de la même banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1968 inclusivement; après cette dernière date lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL TRUSTEES FOR THE
MUNICIPALITY OF MURDOCHVILLE
(County of Gaspé-North)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Beverley D. Veale, Secretary-Treasurer, Murdochville, county of Gaspé-North, until 8.00 o'clock p.m., Monday, May 26th, 1958, for the purchase of an issue of \$256,000.00 of bonds of the protestant school trustees for the municipality of Murdochville, county of Gaspé-North, dated June 1st, 1958 and redeemable serially from June 1st, 1959 to June 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

For the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from June 1st, 1958.

Loan resolution dated August 6th, 1956 — construction of a school.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$256,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1959.....	x \$16,000.00
June 1st, 1960.....	x 17,000.00
June 1st, 1961.....	x 18,000.00
June 1st, 1962.....	x 18,500.00
June 1st, 1963.....	x 19,500.00
June 1st, 1964.....	x 20,500.00
June 1st, 1965.....	x 21,500.00
June 1st, 1966.....	x 22,500.00
June 1st, 1967.....	6,500.00
June 1st, 1968.....	7,000.00
June 1st, 1969.....	7,000.00
June 1st, 1970.....	7,500.00
June 1st, 1971.....	8,000.00
June 1st, 1972.....	8,000.00
June 1st, 1973.....	8,500.00
June 1st, 1974.....	9,000.00
June 1st, 1975.....	9,500.00
June 1st, 1976.....	10,000.00
June 1st, 1977.....	10,500.00
June 1st, 1978.....	11,000.00

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$138,815.59, granted by the Provincial Secretary and payable in eight instalments, that is one of \$17,352.01 and seven of \$17,351.94 each, from 1959 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Murdochville, county of Gaspé-North.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the main office of the same bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemed by anticipation before June 1st, 1968 inclusively; after the latter date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be

plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des syndics d'écoles protestantes qui sera tenue lundi le 26 mai 1958 à 8.00 heures p.m., à l'école protestante de Murdochville, Murdochville, comté de Gaspé-Nord.

Les syndics d'écoles protestantes se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Murdochville, (Comté de Gaspé-Nord), ce 6 mai 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
BEVERLEY D. VEALE.

Murdochville,
(Comté de Gaspé-Nord), P.Q.
Téléphone: 3219.

47730

Province de Québec

VILLE DE GREENFIELD PARK

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-H. Pagé, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 206 Boulevard Churchill, Greenfield Park, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 29 mai 1958, pour l'achat de \$489,000 d'obligations de la ville de Greenfield Park, datées du 1er juin 1958 et remboursables par séries du 1er juin 1959 au 1er juin 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt numéros 195 — \$77,000.00, trottoirs, drainage et pavage; 200 — \$158,000.00 — drainage, trottoirs, pavage, éclairage; 202 — \$36,000.00 — travaux d'égouts; 203 — \$16,000.00 — travaux d'égouts; 204 — \$12,000.00 — travaux d'égouts; et 210 — \$190,000.00 — égouts, aqueduc, trottoirs, pavage, éclairage de rues.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement: \$489,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1959	\$16,000.00
1er juin 1960	16,000.00
1er juin 1961	17,000.00
1er juin 1962	18,000.00
1er juin 1963	19,000.00
1er juin 1964	20,000.00
1er juin 1965	21,000.00
1er juin 1966	22,000.00
1er juin 1967	23,000.00
1er juin 1968	24,000.00
1er juin 1969	25,000.00
1er juin 1970	26,000.00
1er juin 1971	26,000.00
1er juin 1972	27,000.00
1er juin 1973	28,000.00
1er juin 1974	30,000.00
1er juin 1975	31,000.00
1er juin 1976	32,000.00
1er juin 1977	33,000.00
1er juin 1978	35,000.00

called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the protestant school trustees to be held on Monday, May 26th, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Murdochville protestant school, Murdochville, county of Gaspé-North.

The protestant school trustees do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Murdochville, (County of Gaspé-North), this 6th of May, 1958.

BEVERLEY D. VEALE,
Secretary-Treasurer.

Murdochville,
(County of Gaspé-North), P.Q.
Téléphone: 3219.

47730-0

Province of Quebec

TOWN OF GREENFIELD PARK

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-H. Pagé, Secretary-Treasurer, Town Hall, 206 Churchill Boulevard, Greenfield Park, until 8.00 o'clock, p.m. Thursday, May 29, 1958, for the purchase of an issue of \$489,000 of bonds of the Town of Greenfield Park, dated June 1st, 1958 and redeemable serially from June 1st, 1959 to June 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws numbers 195 — \$77,000.00, sidewalks, drainage and paving; 200 — \$158,000.00 — drainage, sidewalks, paving, lighting; 202 — \$36,000.00 work on sewers; 203 — \$16,000.00 — work on sewers; 204 — \$12,000.00 — work on sewers; and 210 — \$190,000.00 — sewers, aqueduct, sidewalks, paving, street lighting.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from June 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$489,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1959	\$16,000.00
June 1st, 1960	16,000.00
June 1st, 1961	17,000.00
June 1st, 1962	18,000.00
June 1st, 1963	19,000.00
June 1st, 1964	20,000.00
June 1st, 1965	21,000.00
June 1st, 1966	22,000.00
June 1st, 1967	23,000.00
June 1st, 1968	24,000.00
June 1st, 1969	25,000.00
June 1st, 1970	26,000.00
June 1st, 1971	26,000.00
June 1st, 1972	27,000.00
June 1st, 1973	28,000.00
June 1st, 1974	30,000.00
June 1st, 1975	31,000.00
June 1st, 1976	32,000.00
June 1st, 1977	33,000.00
June 1st, 1978	35,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, comté de Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 29 mai 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de ville, 206 Boulevard Churchill, Greenfield Park.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Greenfield Park, ce 7 mai 1958.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-H. PAGÉ.

Hôtel de Ville,
206, Boulevard Churchill,
Greenfield Park, P.Q.
Tél.: ORléans 1-7347.

47742-0

Province de Québec

VILLE DE MATANE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sousigné, J.-E. Dionne, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 207 avenue St-Jérôme, Matane, jusqu'à 8.00 heures du soir, vendredi, le 30 mai 1958, pour l'achat de \$220,000.00 d'obligations de la ville de Matane, datées du 1er juin 1958 et remboursables par séries du 1er juin 1959 au 1er juin 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 289 — construction de barrages, puits Layne, travaux d'aqueduc et d'égouts, de voirie, construction de trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$220,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1959.....	\$ 6,500.00
1er juin 1960.....	6,500.00
1er juin 1961.....	7,000.00
1er juin 1962.....	7,500.00
1er juin 1963.....	8,000.00
1er juin 1964.....	8,500.00
1er juin 1965.....	8,500.00
1er juin 1966.....	9,000.00
1er juin 1967.....	9,500.00
1er juin 1968.....	10,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St-Lambert, county of Chambly.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before June 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, May 29, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 206 Churchill Boulevard, Greenfield Park.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Greenfield Park, this May 7th, 1958.

J.-H. PAGÉ,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
206 Churchill Boulevard,
Greenfield Park, P.Q.
Tel.: ORléans 1-7347.

47742

Province of Quebec

TOWN OF MATANE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-E. Dionne, Secretary-Treasurer, Town Hall, 207 St-Jérôme, Matane, until 8.00 o'clock p.m., Friday, May 30, 1958, for the purchase of an issue of \$220,000.00 of bonds of the town of Matane, dated June 1st, 1958 and redeemable serially from June 1st, 1959 to June 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4½ nor more than 5% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 289 — the building of a dam, Layne wells, work on aqueduct and sewers, work on roads, the building of sidewalks, etc.

For purposes of adjudication only, interest shall be computed as from June 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$220,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1959.....	\$ 6,500.00
June 1st, 1960.....	6,500.00
June 1st, 1961.....	7,000.00
June 1st, 1962.....	7,500.00
June 1st, 1963.....	8,000.00
June 1st, 1964.....	8,500.00
June 1st, 1965.....	8,500.00
June 1st, 1966.....	9,000.00
June 1st, 1967.....	9,500.00
June 1st, 1968.....	10,000.00

1er juin 1969.....	11,000.00
1er juin 1970.....	11,500.00
1er juin 1971.....	12,000.00
1er juin 1972.....	12,500.00
1er juin 1973.....	13,500.00
1er juin 1974.....	14,000.00
1er juin 1975.....	15,000.00
1er juin 1976.....	15,500.00
1er juin 1977.....	16,500.00
1er juin 1978.....	17,500.00

June 1st, 1969.....	11,000.00
June 1st, 1970.....	11,500.00
June 1st, 1971.....	12,000.00
June 1st, 1972.....	12,500.00
June 1st, 1973.....	13,500.00
June 1st, 1974.....	14,000.00
June 1st, 1975.....	15,000.00
June 1st, 1976.....	15,500.00
June 1st, 1977.....	16,500.00
June 1st, 1978.....	17,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Matane.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue vendredi, le 30 mai 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 207 avenue St-Jérôme, Matane.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Matane, ce 7 mai 1958.

Le Secrétaire-trésorier,

J.-E. DIONNE.

Hôtel de Ville, 207 avenue St-Jérôme,
Matane, P.Q.

Téléphone: 176.

47743-0

Province de Québec

CITÉ DE ST-HYACINTHE

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Jean-Paul Brault, greffier, Hôtel de Ville, 700 rue Hôtel de Ville, St-Hyacinthe, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 29 mai 1958, pour l'achat de \$225,000.00 d'obligations de la cité de St-Hyacinthe, datées du 1er mai 1958 et remboursables par séries du 1er mai 1959 au 1er mai 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% ni supérieur à 5% par année, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 750 — travaux de voirie, d'aqueduc et d'électricité et achat et aménagement d'un terrain de stationnement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$225,000.00 — 20 ans	
Année	Capital
1er mai 1959.....	\$ 7,000.00
1er mai 1960.....	7,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Matane.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation before June 1st, 1968 inclusively; after this date, the said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Friday, May 30, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the Town Hall, 207 St-Jérôme, Matane.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Matane, May 7th, 1958.

J.-E. DIONNE,

Secretary-Treasurer.

Town Hall, 207 St-Jérôme Avenue,
Matane, P.Q.

Telephone: 176.

47743

Province of Quebec

CITY OF ST. HYACINTHE

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Brault, city clerk, City Hall, 700 City Hall Street, St. Hyacinthe, until 8.00 o'clock p.m., Thursday, May 29, 1958, for the purchase of an issue of \$225,000.00 of bonds of the city of St. Hyacinthe, dated May 1st, 1958 and redeemable serially from May 1st, 1959 to May 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% or more than 5% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan By-law No. 750 — Road labour, water-works and electricity, purchase of land and arrangement thereof for parking purposes.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from June 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$225,000.00 — 20 years	
Year	Capital
May 1st, 1959.....	\$ 7,000.00
May 1st, 1960.....	7,000.00

1er mai 1961	8,000.00	May 1st, 1961	8,000.00
1er mai 1962	8,000.00	May 1st, 1962	8,000.00
1er mai 1963	8,000.00	May 1st, 1963	8,000.00
1er mai 1964	8,000.00	May 1st, 1964	8,000.00
1er mai 1965	10,000.00	May 1st, 1965	10,000.00
1er mai 1966	10,000.00	May 1st, 1966	10,000.00
1er mai 1967	10,000.00	May 1st, 1967	10,000.00
1er mai 1968	10,000.00	May 1st, 1968	10,000.00
1er mai 1969	12,000.00	May 1st, 1969	12,000.00
1er mai 1970	12,000.00	May 1st, 1970	12,000.00
1er mai 1971	12,000.00	May 1st, 1971	12,000.00
1er mai 1972	12,000.00	May 1st, 1972	12,000.00
1er mai 1973	14,000.00	May 1st, 1973	14,000.00
1er mai 1974	14,000.00	May 1st, 1974	14,000.00
1er mai 1975	15,000.00	May 1st, 1975	15,000.00
1er mai 1976	15,000.00	May 1st, 1976	15,000.00
1er mai 1977	15,000.00	May 1st, 1977	15,000.00
1er mai 1978	18,000.00	May 1st, 1978	18,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er mai 1968 inclusive; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 29 mai 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 700 rue Hôtel de Ville, St-Hyacinthe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hyacinthe, ce 7 mai 1958.

Le Greffier,
JEAN-PAUL BRAULT.

Hôtel de Ville,
700, rue Hôtel de Ville,
St-Hyacinthe, P.Q.

Téléphone: PProvince 4-5341. 47744-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at St. Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches of the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to May 1st, 1958 inclusive; after which date, the said bonds may, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, May 29, 1958, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, 700 City Hall Street, St. Hyacinthe.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

St. Hyacinthe, this May 7, 1958.

JEAN-PAUL BRAULT,
City Clerk.

City Hall,
700, City Hall street,
St-Hyacinthe, P.Q.

Téléphone: PProvince 4-5341. 47744

Ventes — Loi de faillite

Canada, Province de Québec, district de Québec, N° 5548-F. Dans la Cour Supérieure (En matière de faillite). Dans l'affaire de: Roméo Dumont, cultivateur, de St-Éleuthère, comté de Kamouraska, P.Q.

VENTE À L'ENCAN

Avis est par les présentes donné que SAMEDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de MAI, 1958, à ONZE heures et TRENTE a.m. sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de St-Éleuthère, comté de Kamouraska, P.Q., l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Les lots de terre connus sous les numéros 14-A et 14-B du cadastre officiel pour le huitième rang du canton Pohénégamook, comté de Kamouraska, avec les bâtisses dessus construites.

Sales — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, No. 5548-F. In the Superior Court (In Bankruptcy). In the matter of: Roméo Dumont, farmer, of St-Éleuthère, county of Kamouraska, P.Q.

AUCTION SALE

Notice is hereby given that on SATURDAY, MAY TWENTY-FOUR, 1958, at ELEVEN THIRTY o'clock a.m., will be sold by public auction, at the church door of the parish of St-Éleuthère, county of Kamouraska, P.Q., the immoveable property as follows:

Lots of land known under the numbers of 14A and 14-B of the official cadastre for the 8th range for district of Pohénégamook, county of Kamouraska, with the building hereon erected.

Cet immeuble sera vendu au plus haut et dernier enchérisseur à la charge des taxes municipales et scolaires et de toutes autres impositions foncières tant pour le passé que pour l'avenir.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente sera faite conformément aux articles 716, 717 et 719A du Code de procédure civile et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, ce 14 avril, 1958.

Le Syndic,
J. P. BÉDARD.

Bureaux: 71, rue St-Pierre,
Chambre 411, Québec.

47559-16-2-o

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, en faillite, N° 670. Dans l'affaire de la faillite de Wilfrid Dufort, domicilié et demeurant à Saint-Sulpice, district de Joliette, débiteur.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance du Tribunal rendue le 4ième jour de mars 1958, je vendrai les immeubles ci-après décrits par encan public avec effet du décret:

"Trois lots de terre sur la côte est de la 42ième Avenue, en la ville de Pointe-aux-Trembles, connus et désignés sous le numéro mille quarante-quatre, mille quarante-cinq et mille quarante-six, de la subdivision officielle du lot originaire deux cent six (206-1044, 1045, 1046) aux plans et livres de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, avec bâtisses dessus construites, portant le numéro civique de ladite 42ième Avenue."

Pour être vendu à l'enchère publique au bureau du Shérif, au nouveau Palais de Justice, 100 est, rue Notre-Dame, le VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1958, à DEUX heures TRENTE de l'après-midi.

Conditions: comptant ou à la satisfaction du syndic.

Pour autres renseignements et cahier de charges, s'adresser au soussigné.

Montréal, ce dix-huitième jour d'avril 1958.

Le Syndic,
J. G. FERNAND BISSONNETTE.

Bureau:

J. G. FERNAND BISSONNETTE,

152 rue Notre-Dame est,

Chambre 12, Montréal,

Tél.: UN-1-1554-1555. 47639-17-2-o

This immoveable property shall be sold to the last and highest bidder subject to municipal and Scholar taxes and all impositions as much for the past as for the future.

Titles and certificates may be examined at all time by applying to the offices of the undersigned trustee.

This sale shall be made in accordance with articles 716, 717 and 719A of the code of civil procedure and also article 55 of the bankruptcy act. This sale is equivalent to a sale by Sheriff.

Conditions of payment: Cash.

Quebec April 14th, 1958.

J. P. BÉDARD,
Trustee.

Offices: 71, St-Peter St.,
Room 411, Quebec.

47559-16-2-o

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, sitting in bankruptcy, No. 670. In the matter of the bankruptcy of Wilfrid Dufort, domiciled and residing at Saint-Sulpice, district of Joliette, debtor.

Public notice is hereby given that by virtue of an order of the Court rendered the 4th day of March, 1958, I shall sell the immoveables hereinafter described by public auction with the effect of a sale by sheriff:

"Three lots of land on the east side of 42nd Avenue, in the town of Pointe-aux-Trembles, known and designated under number one thousand and forty-four, one thousand and forty-five, and one thousand and forty-six, of the official subdivision of original lot two hundred and six (206-1044, 1045, 1046) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, with buildings thereon erected, bearing civic number of said 42nd Avenue."

To be sold by public auction at the Sheriff's office and the new Court House, 100 Notre-Dame Street, East, the TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1958, at TWO-THIRTY o'clock in the afternoon.

Conditions: cash or to the Trustee's satisfaction.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, this eighteenth day of April, 1958.

J. G. FERNAND BISSONNETTE,
Trustee.

Office:

J. G. FERNAND BISSONNETTE,

152 Notre-Dame Street, East,

Room 12, Montreal.

Tel.: UN-1-1554-1555. 47639-17-2

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, district de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N° 19-105, Armand Gauthier, journalier, des cité et district de Trois-Rivières, demandeur: vs Raoul Gauthier, Alice Gauthier, Philippe Livernoche, en sa qualité de curateur à sa fille Claudette, mineure émancipée, Roger Livernoche, René Livernoche, Jean-Roch Livernoche, tous des cité et district de Trois-Rivières; Alphonsine Gauthier, épouse commune en biens de Jack Flansberry avec qui elle demeure en les cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse, et Dolorès Livernoche, épouse séparée de biens de Joseph E. DiBertolo avec qui elle demeure à Philadelphie, États-Unis d'Amérique, et ce dernier pour autoriser son épouse en autant que besoin est, défendeurs.

Sales by Licitatation

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 19-105, Armand Gauthier, laborer, of the city and district of Trois-Rivières, plaintiff, vs Raoul Gauthier, Alice Gauthier, Philippe Livernoche, in his quality of Curator for his daughter, Claudette, of full age, Roger Livernoche, René Livernoche, Jean-Roch Livernoche, all of the city and district of Trois-Rivières; Alphonsine Gauthier, wife common as to property of Jack Flansberry with whom she lives in the city and district of Montreal, and the latter to authorize his wife, and Dolorès Livernoche, wife separate as to property of Joseph E. DiBertolo, with whom she lives at Philadelphia, the United States of America, and the latter to authorize his wife inasmuch as is necessary, defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, le 21 avril 1958, dans la présente cause, ordonnant la licitation de l'immeuble désigné comme suit, savoir:

"Un emplacement situé sur la rue St-Philippe, en la cité des Trois-Rivières connu et désigné sous le lot quatre cent quarante (440) aux plan et livre de renvoi officiels de la cité des Trois-Rivières, avec une maison à deux logements portant les numéros civiques 2236 et 2238 de ladite rue, circonstances et dépendances."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1958, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Trois-Rivières, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les Trois-Rivières, le 29 avril 1958.

Le Procureur du demandeur,
47674-18-2-0 JACQUES LACOURSIÈRE.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Trois-Rivières, in the district of Trois-Rivières, on April 21, 1958, in the present case, ordering the licitation of the immoveable designated as follows, we wit:

"An emplacement situated on St-Philippe Street, in the city of Trois-Rivières, known and designated under lot four hundred and forty (440) on the official plan and in the book of reference of the city of Trois-Rivières, with a two-tenement house bearing civic numbers 2236 and 2238 of the said Street, circumstances and dependencies."

The immoveable above designated shall be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1958, in open court, in the Court Room of the Court House of Trois-Rivières, subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the List of Charges filed in the Office of the Protonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation, must be filed in the Office of the Protonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and that any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and in default by the interested parties to file the said opposition within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

Trois-Rivières, April 29, 1958.

JACQUES LACOURSIÈRE,
47674-18-2 Attorney for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, district de Pontiac, Cour supérieure, N° 5924. Dame Ruby Latham, demanderesse; vs Dame Emma Latham *et al*, défendeurs.

Canada, Province of Quebec, district of Pontiac, Superior Court, No. 5924. Dame Ruby Latham, plaintiff, vs Dame Emma Latham *et al*, defendants.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure siégeant à Campbell's Bay, district de Pontiac, rendu par le Juge H. A. Fortier le 28 avril 1958 dans la cause où Dame Ruby Latham, de la ville de Clarkson, comté de Peel, province d'Ontario, épouse séparée de biens suivant les Lois de la province d'Ontario, de William N. Godda du même lieu, commis, assistée et autorisée par son dit époux aux fins des présentes en autant que cette assistance et autorisation sont requises par la Loi, est demanderesse, et Dame Emma Latham, de l'endroit appelé Bralorne, province de la Colombie Britannique, épouse de Henry Greer du même lieu, Dame Annie Latham, de l'endroit appelé Tranquille, province de la Colombie Britannique, épouse de Jake Quinton, du même lieu, Dame Rose Latham, de la cité de Timmins, province d'Ontario, épouse de Warren Roberts, du même lieu, et Charles Raymond Latham, autrefois du village de Shawville, district de Pontiac, et actuellement de lieux inconnus, sont les défendeurs, ordonnant la licitation de la propriété immobilière suivante, à savoir:

"Cette certaine propriété connue et désignée suivant les plan et livre de renvoi officiels du village de Shawville, district de Pontiac, comme étant le lot numéro cinquante-quatre (54), avec ensemble les bâtisses dessus érigées et tous les membres et dépendances y appartenant."

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a Judgment of the Superior Court sitting at Campbell's Bay, in the district of Pontiac, rendered by Mr. Justice H. A. Fortier, on April 28th., 1958, in the case where Dame Ruby Latham, of the town of Clarkson, in the county of Peel, in the Province of Ontario, wife separate as to property according to the laws of the Province of Ontario, of William N. Godda, of the same place, clerk, hereto assisted and authorized by her said husband, in as much as such assistance and authorization are required by law, is the plaintiff, and Dame Emma Latham, of the place called Bralorne, in the Province of British Columbia, wife of Henry Greer, of the same place, Dame Annie Latham, of the place called Tranquille, in the Province of British Columbia, wife of Jake Quinton, of the same place, Dame Rose Latham, of the City of Timmins, in the Province of Ontario, wife of Warren Roberts, of the same place and Charles Raymond Latham, formerly of the Village of Shawville, in the district of Pontiac and now of parts unknown, are the defendants, ordering the licitation of the following immoveable property, namely:

"That certain property known and designated according to the Official plan and in the book of reference for the Village of Shawville, in the district of Pontiac, as lot number fifty-four (54), together with the buildings thereupon erected and all members and appurtenances thereunto belonging."

L'immeuble ci-dessus sera vendu à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN 1958, à DIX heures et TRENTE du matin (10.30) au Palais de Justice à Campbell's Bay, au bureau du protonotaire, ladite vente sera sujette aux charges, clauses et conditions indiqués au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour;

Toute opposition à afin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire, à ladite licitation devra être déposée au Greffe du Prothonotaire, de ladite Cour, au moins douze jours, avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Un dépôt de cinq cents dollars (\$500.00) sera exigé de tout offrant et enchérisseur.

Campbell's Bay, 5 mai 1958.

Le Procureur de la demanderesse,
47753-19-2 PAUL A. MARTINEAU.

The above immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on the TWENTY-THREE day of JUNE, 1958 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon (10.30) at the Court House at Campbell's Bay, in the Prothonotary's office, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court;

Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within Six (6) days following the adjudication and failing, the interested parties to file such opposition within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

A deposit of five hundred dollars (\$500.00) shall be exacted from each and every bidder.

Campbell's Bay, May the 5th, 1958.

PAUL A. MARTINEAU,
47753-19-2-o Attorney for the Plaintiff.

Vente pour taxes

AVIS PUBLIC

Avis est donnée par le soussigné secrétaire-trésorier de la ville de St-Félicien, que le HUIT MAI mil neuf cent cinquante-huit, à NEUF heures de l'avant-midi, en la salle de l'Hôtel de ville de St-Félicien, seront vendus à l'enchère les immeubles ou propriétés dont les taxes imposées n'ont pas été payées.

Voici le détail de ces propriétés ou immeubles:

Girard Edmourd, propriétaire lot 4-A-1, située sur la rue Boivin, du cadastre officiel du canton Desmeules pour taxes municipales: \$268.05; taxes scolaires: \$254.20.

Potvin Roch, propriétaire lot 49A32, situé sur la rue St-Christophe, du 3ième rang, canton Ashuapmouchouan pour taxes municipales: \$228.65; taxes scolaires: \$265.40.

Potvin Wellie, propriétaire des lots N° 1A85 et 1-A-96, coin Notre-Dame et rue Bouchard, 3ième rang du canton Ashuapmouchouan, pour taxes municipales: \$171.75; taxes scolaires: \$105.05.

Roy Thomas Louis, propriétaire des lots 4-A-5, situé sur la Plateau Boivin, faisant parti du canton Desmeules, pour taxes municipales: \$581.90; taxes scolaires: \$224.70.

Numéro civique 6-8-10-12.

Tremblay Léopold, fils Edm.-Ls., propriétaire des lots 4-A-16, situé sur le Blvd Projeté et la rivière Eusèbe partie du canton Desmeules, pour taxes municipales: \$9.85; taxes scolaires: \$12.25.

Donné sous mon sein, à St-Félicien le vingt-trois avril mil neuf cent cinquante-huit.

Le Secrétaire-trésorier,
47668-18-2-o J. A. BLOUIN.

Sals for Taxes

PUBLIC NOTICE

Public notice is given by the undersigned Secretary-Treasurer of the town of St. Félicien, that the EIGHTH day of MAY, one thousand nine hundred and fifty-eight, at NINE o'clock in the forenoon, in the Hall of the City Hall of St. Félicien, shall be sold by auction the immovables or properties from the unpaid taxes imposed thereon.

Herewith are details concerning said properties or immovables:

Girard Edmourd, owner of lot 4-A-1 situate on Boivin Street, of the official cadastre of the township of Desmeules, for: municipal taxes: \$268.05; school taxes: \$254.20.

Potvin Roch, owner of lot 49A32, situated on St. Christophe Street, range 3, township of Ashuapmouchouan for: municipal taxes: \$228.65; school taxes: \$265.40.

Potvin Wellie, owner of lots No. 1A85 and 1-A-96, corner of Notre Dame and Bouchard Street, range 3, township of Ashuapmouchouan for: municipal taxes: \$171.75; school taxes: \$105.05.

Roy Thomas Louis, owner of lots 4-A-5, situated on Boivin Plateau, forming part of the township of Desmeules for: municipal taxes: \$581.90; school taxes: \$224.70.

Civic number 6-8-10-12.

Tremblay Léopold, son Edm. Ls., owner of lots 4-A-16, situated on the proposed Blvd and Eusèbe River, part of the township of Desmeules for: municipal taxes: \$9.85; school taxes: \$12.25.

Given under my seal, at St. Félicien the twenty-third day of April, one thousand nine hundred and fifty-eight.

J. A. BLOUIN,
47668-18-2 Secretary-Treasurer.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, { MAURICE N A D E A U, N° 21,700. { manufacturier, de St. Bernard de Dorchester, demandeur, vs ELPHÈGE BROCHU, de Barraute, district d'Abitibi, défendeur,

AVIS DE VENTE

L'immeuble connu et désigné comme étant le lot N° 25 du rang 5, du cadastre officiel pour le canton Barraute, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Barraute, le MERCREDI, VINGT ET UNIÈME jour de MAI 1958 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif d'Abitibi,

Bureau du Shérif,
Amos, 10 avril 1958.

J. A. GAUTHIER.
47562-16-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { WILFRID MOREAU, N° 4165. { Grande-Rivière, Ouest, comté de Gaspé, demandeur; contre LÉO MOREAU, dit ASSELIN, Grande-Rivière, Ouest, comté de Gaspé, défendeur.

La propriété à vendre est la suivante:

"Une certaine terre sise et située à Grande-Rivière, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite municipalité comme étant le lot N° 160 du rang des 28 de la municipalité de Grande-Rivière, mesurant un arpent carré, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Grande-Rivière, le VINGTIÈME jour de MAI 1958 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,
Percé, P.Q., 14 avril, 1958.

J. F. MEAGHER.
47567-16-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, { BANQUE DE TORON- Gaspé, { TO DOMINION, de N° 11193. { mandeur; vs VIATEUR MÉTHOT, Montréal.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un certain morceau de terrain sis et situé dans la paroisse de Ste-Adélaïde de Pabos, comté et district de Gaspé, mieux connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la corporation municipale de Ste-Adélaïde de Pabos, comme étant partie du lot N° 38 du premier rang de la Seigneurie de Pabos, mesurant 100 pieds de largeur par 192 pieds de profondeur et étant borné comme suit: au nord par la route nationale, à l'ouest par la succession de Léon Duguay, au sud par le Golfe St-Laurent et à l'ouest par Mme James Hayes avec maison dessus construite circonstances et dépendances."

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, { MAURICE N A D E A U, No. 21,700. { manufacturer, of St. Bernard de Dorchester, plaintiff vs ELPHÈGE BROCHU, of Barraute, district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

The immoveable know and designated as being lot No. 25 of range 5, of the official cadaster for the township of Barraute, county of Abitibi-Est, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies;

To be sold at the parochial church door of Barraute, WEDNESDAY, MAY TWENTY-FIRST, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER,

Sheriff's Office,
Amos, April 10, 1958.

Sheriff.
47562-16-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { WILFRID MOREAU, N° 4165. { Grande-Rivière, West, county of Gaspé, plaintiff, against LÉO MOREAU, said ASSELIN, Grande-Rivière, West, county of Gaspé, defendant.

The property for sale is the following:

"A certain farm situated at Grande-Rivière, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said municipality as being lot No. 160 of range of the 28 of the municipality of Grande-Rivière, measuring a square arpent, with house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Grande-Rivière, TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,

Sheriff's Office,
Percé, P.Q., April 14, 1958.

Sheriff.
47567-16-2

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, { DOMINION BANK OF Gaspé, { TORONTO, plaintiff; vs VIATEUR MÉTHOT, Montréal.

The property to be sold is the following:

"A certain piece of land lying and situate in the parish of Ste. Adélaïde de Pabos, county and district of Gaspé, better known and designated on the official plan and book of reference for the municipal corporation of Ste. Adélaïde de Pabos, as being part of lot No. 38 of range one of the Seigneurie of Pabos, measuring 100 feet in width by 192 feet in depth and being bounded as follows: northerly by the National Highway, westerly by the Estate of Léon Duguay, southerly by the Gulf of St. Lawrence and westerly by Mrs. James Hayes with house thereon erected, circumstances and dependencies."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Adélaïde de Pabos, MARDI le DIXIÈME jour de JUIN, 1958, à DIX heures de l'avant-midi.
Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., ce 5 mai, 1958. 47733-19-2-o

To be sold at the door of the church of Ste. Adélaïde de Pabos, TUESDAY the TENTH day of JUNE 1958, at TEN o'clock in the afternoon.
J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office,
Percé, P.Q., May 5, 1958. 47733-19-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { ALBIN FAHEY, 5881
Gaspé, { Avenue Durocher,
N° 4797. { Montréal, Qué., demandeur;
contre ROMUALD LAPOINTE, Petit-Pabos, Gaspé, Qué., défendeur.

Superior Court, { ALBIN FAHEY, 5881
Gaspé, { Durocher Avenue,
No. 4797. { Montreal, Que., plaintiff; ver-
sus ROMUALD LAPOINTE, Petit Pabos, Gaspé, Que., defendant.

La propriété à vendre est la suivante:
"Une certaine terre sise et située dans la municipalité de Petit-Pabos, dans les comté et district de Gaspé, connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels, pour ladite municipalité comme étant la demi ouest du lot 19, rang I de l'arpentage primitif de la Seigneurie de Pabos, correspondant au lot N° 19-B distraction faite du chemin de fer, rang I du cadastre officiel de la municipalité de Petit-Pabos, d'une superficie de 43 arpents carrés étant borné comme suit: au nord par le 2ième rang à l'est par James Shannon, au sud par le Golfe St-Laurent et à l'ouest par Albert Sutton avec bâtisses et dépendances".

The property to be sold is the following:
"A certain piece of land lying and situate in the municipality of Petit Pabos, in the county and district of Gaspé, known and designated on the official plan and book of reference, for the said municipality as being the half west of lot 19, range I of the original survey of the Seigniorie of Pabos, corresponding to lot No. 19-B, excluding the Railroad, range I of the official municipality of Petit Pabos, of an area of 43 square arpents being bounded as follows: northerly by range 2, easterly by James Shannon, southerly by the Gulf of St. Lawrence and westerly by Albert Sutton with buildings and dependencies".

Pour être vendue à la porte de l'église de Petit-Pabos, MARDI le DIXIÈME jour de JUIN, 1958, à DEUX heures de l'après-midi.
Le Shérif,
Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q., ce 5 mai, 1958. 47734-19-2-o

To be sold at the door of the church of Petit Pabos, TUESDAY the TENTH day of JUNE 1958, at TWO o'clock in the afternoon.
J. F. MEAGHER,
Sheriff's Office,
Percé, P.Q., May 5, 1958. 47734-19-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { J. A. MURDOCH, garagiste
N° 26,545. { de Lachute, district de
Terrebonne, demandeur, vs
SYLVIO LANTHIER, gentilhomme de Masson, district de Hull, défendeur.

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { J. A. MURDOCH, garage-
No. 26,545. { keeper, of Lachute, dis-
trict of Terrebonne, plaintiff
vs SYLVIO LANTHIER, gentleman, of Masson, district of Hull, defendant.

"Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro huit du premier rang (No. 8-2, Rg. I) du cadastre officiel du canton de Buckingham, d'une superficie totale de 50 acres, plus ou moins; à distraire toutefois les parties vendues comme suit:

"A piece of land known and designated as being lot number two of the official subdivision of lot number eight, range one (No. 8-2, R. I) of the official cadastre of the township of Buckingham, of a total area of 50 acres, more or less; save and except however, those parts sold as follows:

- a) à Roger Malette, par vente enreg. sous numéro 68541;
- b) à Jean-Marie Rochon, par vente enreg. sous numéro 74448;
- c) à Alex Rotar, par vente enreg. sous numéro 74502;
- d) à Dame Théo. St. Jacques, par vente enreg. sous numéro 75275;
- e) à Dame Théo. St. Jacques, par vente enreg. sous numéro 75283;
- f) à Edgar Morin, par vente enreg. sous numéro 75358;
- g) à Jean-Jacques Richer, par vente enreg. sous numéro 76456;
- h) à Gaston Bronsard, par vente enreg. sous numéro 78115;

- a) to Roger Malette, by deed of sale registered under number 68541;
- b) to Jean-Marie Rochon, by deed of sale registered under number 74448;
- c) to Alex Rotar, by deed of sale registered under number 74502;
- d) to Dame Théo. St. Jacques, by deed of sale registered under number 75275;
- e) to Dame Théo. St. Jacques, by deed of sale registered under number 75283;
- f) to Edgar Morin, by deed of sale registered under number 75358;
- g) to Jean-Jacques Richer, by deed of sale registered under number 76456;
- h) to Gaston Bronsard, by deed of sale registered under number 78115;

"Un terrain connu et désigné comme étant la partie Est du lot quatre de la subdivision officielle du lot numéro huit au cadastre officiel du premier rang du canton de Buckingham (P.E. 8-4, rg. 1), d'une superficie totale de 40.6 acres, plus ou moins, telle que plus au long décrite suivant description faite le 5 décembre 1938 par S. E. Farley, A.G., et dans la déclaration de décès d'Alcide Lanthier, enreg. sous numéro 51528, bornée au

"A piece of land known and designated as being the easterly part of lot four of the official subdivision of lot number eight of the official cadastre of range one of the township of Buckingham (P.E. 8-4, R. 1), of a total area of 40.6 acres, more or less, such as described at greater length in a description dated December 5, 1938, by S. E. Farley, L.S., and the declaration of the death of Alcide Lanthier, registered under number 51528, bound-

nord par le lot 8-1, à l'ouest par le résidu dudit lot 8-4, rg. 1, à l'est par les lots 8-3 et 8-2, et au sud par le lot 8-3 et la rivière Ottawa, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame des Neiges, à Masson, district de Hull, le VINGT-TROISIÈME jour de MAI, 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 15 avril, 1958.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
47593-16-2-o

ed northerly by lot 8-1, westerly by the residue of said lot 8-4, R. 1, easterly by lots 8-3 and 8-2, and southerly by lot 8-3 and the Ottawa River, with all buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold "en bloc", at the door of the parochial church of Notre-Dame des Neiges, at Masson, district of Hull, the TWENTY-THIRD day of MAY 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Hull, this April 15, 1958.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
47593-16-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour de Magistrat, { LÉOPOLD BOU-
N° 12047. DREAU, rentier, do-
micilié en la paroisse de
Saint-Jean, district d'Iberville, demandeur, vs
FERNAND FAFARD, domicilié à Mont St-
Grégoire, district d'Iberville, défendeur,

Comme appartenant au défendeur, savoir:

"Un morceau de terre situé en la paroisse de St-Grégoire-le-Grand, étant une partie du numéro trois cent quatre-vingt-six N° 386, du cadastre officiel de la paroisse de St-Athanase, contenant quatre-vingt-quatorze pieds anglais de largeur sur cent quatre-vingt pieds anglais à partir du chemin public du rang Kempt et borné au nord par ce chemin, à l'ouest par la partie dudit N° 386 appartenant à Lauréat Ducharme, au sud par la partie N° 386 restant au vendeur et à l'est par la partie N° 386 appartenant à un M. Savaria.

Le tout avec bâtisses y érigées."

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Grégoire-le-Grand, district d'Iberville, VENDREDI, le VINGTIÈME jour de JUIN 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RICHARD MERCIER.
Saint-Jean, le 7 mai 1958. 47745-19-2-o

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Magistrate's Court, { LÉOPOLD BOU-
No. 12047. DREAU, annuitant,
domiciled in the parish of
Saint-John, district of Iberville, plaintiff vs
FERNAND FAFARD, domiciled at Mont St-
Grégoire, district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant to wit:

"A piece of land situated in the parish of St-Grégoire-le-Grand, being a part of number three hundred and eighty-six No. 386, of the official cadastre of the parish of St-Athanase, containing ninety-four feet, English measure, in width by one hundred and eighty feet, English measure, as from the public road of Range Kempt and bounded northerly by said road, westerly by that part of said No. 386 belonging to Lauréat Ducharme, southerly by that part of No. 386 remaining to the vendor and easterly by that part of No. 386 belonging to a Mr. Savaria.

All of which with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the church of the parish of St-Grégoire-le-Grand, district of Iberville, FRIDAY the TWENTIETH day of JUNE 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RICHARD MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John, May 7, 1958. 47745-19-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour de Magistrat, { LA BANQUE PROVIN-
N° 23,095. CIALE DU CANA-
DA, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social et sa principale
place d'affaires dans les cité et district de Mont-
réal, demanderesse et JAMES O. O'RYAN,
de Côte St-Philippe, Mascouche, district de
Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un terrain situé dans la paroisse de St-Henri de Mascouche, connu et désigné comme étant une partie du lot cinq cent soixante-dix (P. N° 570) du cadastre officiel de ladite paroisse; cedit terrain mesurant trois cent cinquante pieds de largeur, par cent vingt pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, est borné comme suit: en front, au sud, par une rue projetée, partie du même lot N° 570, appartenant à Monsieur Ralph L. Tedford, en arrière au nord, par le lot N° 572 appartenant à M. Terefenko, du côté ouest et du côté est, par partie du lot non détaché, appartenant à Monsieur Ralph L. Tedford, le tout au cadastre officiel sus-dit, avec les bâtisses dessus érigées.

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Magistrate's Court, { THE PROVINCIAL
No. 23,095. BANK OF CANA-
DA, body politic and cor-
porate, having its head office and its head office
in the city and district of Montreal, plaintiff,
and JAMES O. O'RYAN, of Côte St-Philippe,
Mascouche, district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant.

"A lot of land situated in the parish of St-Henri de Mascouche, known and designated as being a part of lot five hundred and seventy (Pt. No. 570) on the official cadaster of the said parish; this said lot of land measuring three hundred and fifty feet in width, by one hundred and twenty feet in depth, English measure and more or less, is bounded as follows: in front, on the south, by the project of a planned street, part of the same lot No. 570, belonging to Mr. Ralph L. Tedford, in rear, on the north, by lot No. 572, belonging to Mr. Terefenko, on the west side, and on the east side, by part of undetached lot, belonging to Mr. Ralph L. Tedford, the whole on the official cadaster abovesaid, with the buildings thereon erected.

Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes y attachées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Henri de Mascouche, district de Joliette, MERCREDI le ONZIÈME jour de JUIN 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 7 mai 1958. 47747-19-2-o

As the whole is to be found presently, with the servitudes thereto attached."

To be sold at the parochial church door of St-Henri de Mascouche, district of Joliette, WEDNESDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.
Joliette, May 7, 1958. 47747-19-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, { THOMAS RIOUX, taxi, de
N° 20,352. { Ste-Rose-du-Dégel, de-
mandeur; vs JOSEPH E.
PELLETIER, de Ste-Rose-du-Dégel, défendeur.

Une maison sise et située sur partie du lot 39, village de Sainte-Rose-du-Dégel.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Rose-du-Dégel, comté de Temiscouata, district de Kamouraska, JEUDI le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1958, à DEUX heures de l'après-midi (heure avancée)

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup, CYRILLE PELLETIER.
le 6 mai 1958. 47732-19-2-o
[Première insertion: le 10 mai 1958]

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, { THOMAS RIOUX, taxi-
No. 20,352. { driver of Ste-Rose-du-
Dégel, plaintiff; vs JOSEPH
E. PELLETIER, of Ste-Rose-du-Dégel, defend-
ant.

A house situated on part of lot 39, village of Sainte-Rose-du-Dégel.

To be sold at the church door of Sainte-Rose-du-Dégel, county of Temiscouata, district of Kamouraska, THURSDAY, the NINETEENTH day of JUNE, 1958, at TWO o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
May 6th, 1958. 47732-19-2
[First insertion: May 10, 1958]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { LA CIE HENRI DE-
N° 426719. { NIS LTÉE, demande-
resse, vs NORMAN CHAF-
FEE, défendeur.

"Un emplacement situé à St-Bruno, ayant front sur la rue Goyer, composé des lots nos 56 et 57 du lot originaire no 140 du cadastre de la paroisse de St-Bruno, tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Bruno, comté de Chambly, le TREIZIÈME jour de JUIN 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE &
LAURENCELLE.
Bureau du Shérif, 47750-19-2-o
Montréal, 7 mai 1958.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { LA CIE HENRI DE-
No. 426719. { NIS LTÉE, plaintiff,
vs NORMAN CHAFFEE,
defendant.

"An emplacement situated at St-Bruno, having frontage on Goyer Street, composed of lots Nos 56 and 57 of the original lot No. 140 in the cadaster of the parish of St-Bruno, as the whole is presently to be found, without exception nor reserve."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Bruno, county of Chambly, on the THIRTEENTH day of JUNE, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE &
LAURENCELLE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, May 7, 1958. 47750-19-2

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District de Nicolet

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 2227. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, de-
mandeur; vs HENRI-PAUL CINQ-MARS, de
R.R. I, Bécancourt, comté et district de Nicolet,
défendeur; et J. ROGER LAFERRIÈRE, en sa
qualité de syndic aux biens du cédant autorisé,
présent défendeur, de 569, 5ième rue, Shawinigan
Falls, comté de St-Maurice, mis-en-cause.

1° Une terre située dans le deuxième rang du Canton de Maddington, de deux arpents et un quart de largeur sur vingt-huit acres de profondeur, prenant devant au chemin public entre les

NICOLET

Fieri Facias
Canada — Province of Quebec
District of Nicolet

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 2227. { BUREAU, body politic
and corporate, having its head
office at Quebec, plaintiff; vs HENRI-PAUL
CINQ-MARS, of R.R. I, Bécancourt, county and
district of Nicolet, defendant; and J. ROGER
LAFERRIÈRE, in his quality of trustee of the
goods of the authorized assignor, present defend-
ant, of 569, 5th Street, Shawinigan Falls, county
of St-Maurice, mis-en-cause.

1. A farm situated in the second range of the Township of Maddington, of two arpents and one quarter in width by twenty-eight acres in depth, starting before the public road between

premier et deuxième rangs dudit canton et allant se terminer en profondeur au chemin public du troisième rang du même canton; bornée au nord-est à Évangéliste Légaré et au sud-ouest à Louis Dorion, cette terre étant la partie latérale et longitudinale nord-est du lot de terre numéro deux cent trente-trois, (P.N.E. 233) du cadastre d'enregistrement du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Gertrude; avec toutes les bâtisses sus-érigées.

2° Un terrain prix et détaché du lot de terre numéro deux cent quatre-vingt-dix-huit du cadastre du comté de Nicolet pour la paroisse de Ste-Gertrude; d'un arpent et demi de largeur sur la profondeur du lot, prenant au chemin public dudit rang et aboutissant au Cordon du cinquième rang de Maddington, entre Jimmy Vaillancourt vers l'ouest et Joseph Montambault vers l'est, en bois debout, sans bâtisse.

3° Le lot de terre numéro trois cent cinquante-huit (358) du cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancourt, contenant deux arpents, deux perches et quatorze pieds de front sur soixante arpents de profondeur, formant cent trente-six arpents et soixante-six perches en superficie, bornée en front et à l'ouest par le N° 344, en profondeur à l'est par la ligne limitative de la paroisse de Bécancourt, d'un côté au nord par le N° 343 et de l'autre côté au sud par les Nos 359 et 360, avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

4° Un terrain à être pris et détaché du lot de terre numéro trois cent quarante-trois (343) du cadastre du comté de Nicolet, pour la paroisse de Bécancourt, situé au quatrième rang Dutord, des dimensions et compris dans les bornes et limites suivantes, savoir: ayant front à la petite rivière St-Louis, où il a un demi arpent de largeur et se continuant sur la même largeur vers le nord-ouest, sur une profondeur de dix arpents, plus ou moins, jusqu'au résidu dudit lot N° 343 appartenant à représentant Moïse Champoux, entre ce dernier au sud-ouest et Louis Leblanc ou représentant au nord-est.

5° Un terrain à être pris et détaché du lot de terre numéro trois cent quarante-trois (P. 343) du cadastre du comté de Nicolet pour la paroisse de Bécancourt, situé au quatrième rang Dutord, des dimensions et compris dans les bornes et limites suivantes, savoir: ayant front à la petite Rivière St-Louis, où il a soixante-trois pieds, plus ou moins, de largeur et se continuant vers le nord-ouest sur une profondeur de dix arpents, plus ou moins, jusqu'au résidu dudit N° 343 appartenant déjà au donateur représentant Moïse Champoux, entre ce dernier au sud-ouest et Hector Morel ou représentant au nord-est."

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Bécancourt, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI (1958) à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Nicolet, 12 avril 1958. 47566-16-20

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { LAURENTIDE AUTO-MOBILES INC., corporation légale ayant son siège social à Québec, contre Dame ISABELLE

the first and second ranges of the said Township and ending in depth at the public road of the third range of the same township; bounded on the northeast by Évangéliste Légaré and on the south-west by Louis Dorion, the lateral and longitudinal part northeast of lot of land number two hundred and thirty-three, (Pt. N.E. 233) of the registration cadaster of the county of Nicolet for the parish of Ste-Gertrude; with all the buildings thereon erected.

2. A lot of land taken and detached from the lot of land number two hundred and ninety-eight of the cadaster of the county of Nicolet for the parish of Ste-Gertrude; of an arpent and one-half in width on the depth of the lot, starting from the public road of the said range and abutting at the Gordon of the fifth range of Maddington, between Jimmy Vaillancourt on the west and Joseph Montambault on the east, in timber, without building.

3. Lot of land number three hundred and fifty-eight (358) of the official cadaster of the county of Nicolet, for the parish of Bécancourt, containing two arpents, two rods and fourteen feet in frontage by sixty arpents in depth, forming one hundred and thirty-six arpents and sixty-six rods in area, bounded on the front and on the west by No. 344, in depth, on the east, by the limiting line of the parish of Bécancourt, on one side on the north, by No. 343 and on the other side, on the south, by Nos. 359 and 360, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

4. A farm to be taken and detached from the lot of land number three hundred and forty-three (343) of the cadaster of the county of Nicolet, for the parish of Bécancourt, situated in the fourth range Dutord, of the dimensions and comprised within the following boundaries and limits, to wit: having frontage on "petite rivière St-Louis" with a width of one-half arpent and continuing in the same width on the northwest, along a depth of ten arpents, more or less, as far as the residue of the said lot No. 343, belonging to representative Moïse Champoux, between the latter on the southwest and Louis Leblanc or representative on the northeast.

5. A lot of land to be taken and detached from lot of land number three hundred and forty-three (343) of the cadaster of the county of Nicolet for the parish of Bécancourt, situated on the fourth range Dutord, of the following dimensions and comprised within the following boundaries and limits, to wit: having frontage on the "petite Rivière St-Louis", where it has a width of sixty-three feet, more or less, and continuing along the northwest along a depth of ten arpents, more or less, as far as the residue of the said No. 343 already pertaining to donor representing Moïse Champoux, between this latter on the southwest and Hector Morel or representative on the northeast.

To be sold "en bloc" at the parochial church of Bécancourt, on the TWENTY-FIRST day of MAY (1958) at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ANTONIO BLONDIN,
Nicolet, April 12, 1958. Sheriff. 47566-16-2

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { LAURENTIDE AUTO-MOBILES INC., legal corporation having its head office in Quebec versus Dame ISABELLE VER-

VERMETTE, de Ste-Monique des Saules, veuve de feu Eugène Tremblay, en son vivant du même endroit, et BERNADETTE TREMBLAY, fille majeure et usant de ses droits, de Ste-Monique des Saules, conjointement et solidairement.

"Un morceau de terrain mesurant cinquante-six pieds (56') de front par sept pieds (7') de profondeur à prendre et à distraire du lot numéro soixante-six des subdivisions du lot originaire numéro dix (10-66 Ptie) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, borné au nord par la Route Renaud, aujourd'hui Boulevard-Masson, au sud par le terrain ci-dessus décrit et des autres côtés par Monsieur Herménégilde Careau ou représentants; avec les maisons et autres bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

"Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix (10 Ptie) du cadastre officiel pour la paroisse de l'Ancienne-Lorette, comté de Québec, mesurant quatre-vingt pieds (80') de front, largeur sur la rue Renaud, aujourd'hui Boulevard Masson avec même largeur à sa ligne de profondeur sur cent vingt-cinq pieds (125') de profondeur, mesure anglaise, borné au nord à la rue Renaud, aujourd'hui Boulevard Masson, au sud-est et ouest à Gaudiose Madore ou représentants, le tout avec bâties et dépendances.

"Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro huit cent vingt-quatre (824 Ptie) du cadastre officiel de St-Ambroise de la Jeune Lorette, mesurant quatre-vingt-cinq pieds et cinq pouces (85' 5") de largeur en front sur la route Valcartier, et cent pieds (100') de largeur au bout de la profondeur sur cinq cent quarante pieds (540') de profondeur, mesure anglaise, borné en front vers le sud-ouest par la Route Valcartier, en arrière vers le nord-est par le terrain d'Arthur Verret, au nord par le terrain de Robert Légaré, au sud partie par l'emplacement vendu à Louis Anderson et partie par celui de Monsieur Arthur Verret, sans bâtisse mais avec circonstances et dépendances."

Pour être vendus au Bureau d'Enregistrement de Québec, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL.
Québec, le 7 mai 1958. 47746-19-2-o
[Première insertion: le 10 mai 1958]
[Deuxième insertion: le 31 mai 1958]

METTE, of Ste. Monique des Saules, widow of the late Eugène Tremblay, in his lifetime of the locality, and BERNADETTE TREMBLAY, fille majeure, making use of her rights, of Ste. Monique des Saules, jointly and severally.

"A piece of land measuring fifty-six feet (56') in front by seven feet (7') in depth to be taken and excluded from original lot number sixty-six of the subdivisions of original lot number ten (10-66 P.) of the official cadastre of the parish of Ancienne Lorette, county of Quebec, bounded northerly by the Renaud Road, today Masson Boulevard, southerly by the land hereinabove described and on the other sides by Mr. Herménégilde Careau or representatives; with the houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependences.

"An emplacement known and designated as forming part of lot number ten (P. 10) of the official cadastre for the parish of Ancienne Lorette, county of Quebec, measuring eighty feet (80') in front, on the width by Renaud Street, today Masson Boulevard, with the same width at its depth line along one hundred and twenty-five feet (125') of depth, english measure, bounded northerly by Renaud Street, today Masson Boulevard, southeasterly and westerly by Gaudiose Madore or representatives, all of which with buildings and dependencies.

"A piece of land known and designated as forming part of lot number eight hundred and twenty-four (P. 824) of the official cadastre of St. Ambroise de la Jeune Lorette, measuring eighty-five feet and five inches (85' 5") wide in front along Valcartier Road, and one hundred feet (100') wide at the extreme point of the depth along five hundred and forty feet (540') of depth, english measure, bounded in front, southwesterly, by Valcartier Road, in the rear northeasterly by the land of Arthur Verret, northerly by the land of Robert Légaré, southerly partly by the emplacement sold to Louis Anderson and partly by that of Mr. Arthur Verret, without buildings but with circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Quebec, the THIRTEENTH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, May 7, 1958. 47746-19-2
[First insertion: May 10, 1958]
[Second insertion: May 31, 1958]

Fieri Facias

Québec, à savoir: { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 87,980. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré ayant son siège social à Québec, contre
DAME MARIE BLANCHE GAUTHIER,
épouse contractuellement séparée de biens de
Théodore Robert, de Deschambault, comté de
Portneuf, ledit Théodore Robert pour autoriser
et assister son épouse.

a) Le lot numéro treize (13) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de Deschambault. Sujet à une servitude pour ligne de transmission électrique en faveur de North Shore suivant acte enregistré sous le N° 76922.

b) Le lot numéro quatorze (14) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de Deschambault. A distraire la partie vendue au Canadian Northern Quebec Ray., suivant acte enregistré sous le N° 48-977. A distraire la partie vendue à Nicholas Paquin suivant acte enregis-

Fieri Facias

Quebec, to wit: { QUEBEC FARM CREDIT
No. 87,980. { BUREAU, body politic
(and incorporated having its
head office at Quebec, against DAME MARIE
BLANCHE GAUTHIER, wife contractually
separate as to property of Théodore Robert, of
Deschambault, county of Portneuf, the said
Théodore Robert, to authorize and assist his
wife.

a) Lot number thirteen (13) of the official cadaster of the county of Portneuf, for the parish of Deschambault. Subject to a servitude for the electrical transmission line in favor of North Shore according the deed registered under number 76922.

b) Lot number fourteen (14) of the official cadaster of the county of Portneuf, for the parish of Deschambault. To withdraw the part sold to the Canadian Northern Quebec Railway, according to registered deed under number 48-977. To withdraw the part sold to Nicholas Paquin

tré sous le N° 59-890. A distraire la partie vendue au Gouvernement de la province de Québec, suivant acte enregistré sous le N° 95-649, sujet à une servitude pour ligne de transmission électrique en faveur de North Shore suivant acte enregistré sous le N° 76-922. Sujet aux servitudes pour ligne de transmission électrique en faveur de The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte enregistré sous les nos. 85-777 et 135-408 sujet à une servitude pour ligne téléphonique en faveur de Bell Telephone Co. of Canada, suivant acte enregistré sous le N° 114-044.

c) Le lot numéro quinze (15) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de Deschambault. A distraire la partie vendue au Canadian Northern Quebec Ray., suivant acte enregistré sous le N° 48-977, à distraire la partie vendue à Elzéar Groleau, suivant acte enregistré sous le N° 45-188. A distraire la partie vendue à Nicholas Paquin suivant acte enregistré sous le N° 59-890. A distraire la partie vendue à J. B. A. Turcotte suivant acte enregistré sous le N° 66-803. A distraire la partie vendue au Gouvernement de la Province de Québec, suivant acte enregistré sous le N° 95-649. Sujet à une servitude pour ligne de transmission électrique en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant acte enregistré sous le N° 85-777. Sujet aux servitudes pour lignes téléphoniques en faveur de Bell Telephone Co. of Canada suivant actes enregistrés sous les Nos 93-330 et 114-044.

d) Le lot numéro seize (16) du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de Deschambault. A distraire la partie vendue au Canadian Northern Quebec Ray., suivant acte enregistré sous le n° 48-977. A distraire la partie vendue à Nicholas Paquin suivant acte enregistré sous le N° 59-890. A distraire la partie vendue à J. B. A. Turcotte suivant acte enregistré sous le N° 66-803. A distraire la partie vendue au Gouvernement de la Province de Québec, suivant acte enregistré sous le N° 95-649. Sujet à une servitude pour ligne de transmission électrique en faveur de North Shore, suivant acte enregistré sous le N° 76-922. Sujet aux servitudes pour ligne de transmission électriques en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant actes enregistrés sous les Nos 85-777 et 135-407. Sujet aux servitudes pour ligne téléphonique en faveur de Bell Telephone Co. of Canada suivant actes enregistrés sous les Nos 93-330 et 114-044.

e) Le lot N° deux cent soixante-et-dix-huit (278) du cadastre officiel du comté de Portneuf pour la paroisse de Deschambault. A distraire la partie vendue au Transcontinental suivant acte enregistré sous le N° 48-921. A distraire la partie appartenant aux représentants Adjutor Paquin, soit environ 6 arpents de long sur la largeur de la terre. Sujet aux droits de coupe et de recoupe de bois appartenant aux représentants d'Hercule Morin. Sujet aux droits d'aqueduc et de passage en faveur de la Corporation Municipale de Deschambault suivant acte enregistré sous le N° 126-292, en faveur de Shawinigan Water & Power Co. suivant acte enregistré sous le N° 98-525.

f) Le lot numéro deux cent quatre-vingt-dix-sept (297) du cadastre officiel du comté de Portneuf, pour la paroisse de Deschambault. A distraire la partie vendue à Joseph Durocher

according to registered deed under number 59-890. To withdraw the part sold to the Government of the Province of Quebec, according to registered deed under number 95-649, subject to a servitude for an electrical transmission line in favor of North Shore according to registered deed under number 76-922, subject to servitudes for the electrical transmission line in favor of the Shawinigan Water & Power Co., according to registered deed under numbers 85-777 and 135-408 subject to a servitude for a telephone line in favor of the Bell Telephone Co. of Canada, according to registered deed number 114-044.

c) Lot number fifteen (15) of the official cadaster of the county of Portneuf for the parish of Deschambault. To withdraw the part sold to the Canadian Northern Quebec Railway, according to registered deed under number 48-977, to withdraw the part sold to Elzéar Groleau, according to registered deed under number 45-188. To withdraw the part sold to Nicholas Paquin according to registered deed under number 59-890. To withdraw the part sold to J. B. A. Turcotte, according to registered deed under number 66-803. To withdraw the part sold to the Government of the Province of Quebec, according to registered deed under number 95-649. Subject to a servitude for an electrical transmission line in favor of the Shawinigan Water & Power Co., according to registered deed under number 85-777, subject to the servitudes for the telephone lines in favor of the Bell Telephone Co. of Canada, according to registered deed under numbers 93-330 and 114-044.

Lot number sixteen (16) of the official cadaster of the county of Portneuf, for the parish of Deschambault. To withdraw the part sold to the Canadian Northern Quebec Railway, according to registered deed under number 48-977. To withdraw the part sold to Nicholas Paquin according to registered deed number 59-890. To withdraw the part sold to J. B. A. Turcotte, according to registered deed under number 66-803. To withdraw the part sold to the Government of the Province of Quebec, according to registered deed under number 95-649. Subject to a servitude for an electrical transmission line in favor of North Shore, according to registered deed under number 76-922. Subject to servitudes for an electrical transmission line in favor of The Shawinigan Water & Power Co., according to registered under numbers 85-777 and 135-407. Subject to servitudes for telephone line in favor of the Bell Telephone Co. of Canada, according to registered deed under numbers 93-330 and 114-044.

e) Lot number two hundred and seventy-eight (278) of the official cadaster of the county of Portneuf for the parish of Deschambault. To withdraw the part sold to the Transcontinental according to registered deed under number 48-921. To withdraw the part belonging to the representatives of Adjutor Paquin, approximately 6 arpents in length on the width of the land. Subject to the rights of the cutting of lumber and second cut, belonging to the representatives of Hercule Morin, subject to the rights of the aqueduct and right of way for the Municipal Corporation of Deschambault according to registered deed under number 126-292 in favor of Shawinigan Water & Power Co., according to registered deed under number 98-525.

f) Lot number two hundred and ninety-seven (297) of the official cadaster of the county of Portneuf, for the parish of Deschambault. To withdraw the part sold to Joseph Durocher

suivant acte enregistré sous le N° 82-259.

according to registered deed of under number 82-259.

• Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, comté de Portneuf, le TREIZIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the parochial church door of Deschambault, county of Portneuf, on the THIRTEENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr. J. R. GOBEIL.
Québec, le 7 mai 1958. 47752-19-2-o
[Première insertion: le 10 mai 1958.]
[Deuxième insertion: le 31 mai 1958.]

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, May 7, 1958. 47752-19-2
[First insertion: May 10, 1958]
[Second insertion: May 31, 1958]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, } ROMÉO DRAPEAU, com-
N° 20,572. } mercant de bois, domi-
cilié à Ste-Françoise, comté
de Rivière-du-Loup, demandeur; vs ALFRED
OUELLET, de la paroisse de St-Guy, comté de
Rimouski, district de Rimouski, défendeur.

Tous les droits que le défendeur a et peut avoir
sur le lot N° trente-quatre (34), rang quatre (4),
canton Bédard et le lot N° cinquante-cinq (55),
rang quatre (4), canton Bédard du cadastre de
la paroisse de St-Guy, comté de Rimouski, avec
bâtisses dessus construites, circonstances et dé-
pendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de St-Guy le VINGT ET UNIÈME
jour de MAI, 1958, à DEUX heures de l'après-
midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 14 avril 1958. 47565-16-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour de Magistrat, } LA VILLE DE RI-
N° 37,351. } MOUSKI, corps poli-
tique incorporé ayant un
bureau d'affaires dans la ville de Rimouski,
district de Rimouski, demanderesse; vs O.K.
CHIPCORE CORPORATION INC., corps poli-
tique incorporé ayant un bureau d'affaires dans
la ville de Rimouski, district de Rimouski,
défenderesse.

Un lot de forme irrégulière, borné au nord-est
par le lot cent quatre-vingt-huit-quatre (188-4)
(Ave Léonidas), au sud-est par une partie non
subdivisée du lot cent quatre-vingt-huit-soixan-
te-douze (P-188-72), au sud-ouest par le lot
cent quatre-vingt-neuf-quarante-sept (189-47),
à l'ouest par le lot cent quatre-vingt-seize-un
(196-1). (Chemin de Fer Canadian National)
mesurant sept cent quatre-vingt-onze (791)
pieds au nord-est, trois cent cinquante-six (356)
pieds et six dixièmes (6/10) au sud-est, quatre
cent cinquante-deux (452) pieds et six dixièmes,
(6/10), au sud-ouest quatre cent quatre-vingt-
treize (493) pieds à l'ouest, contenant une super-
ficie de 221351 pieds carrés, (M.A.). Ce terrain
étant connu et désigné comme étant le lot cent
quatre-vingt-huit-soixante-douze-un (188-72-1)
au cadastre officiel de la ville de Rimouski, avec
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif, Palais
de Justice, Rimouski le ONZIÈME jour de
JUIN, 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 6 mai 1958. 47731-19-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, } ROMÉO DRAPEAU, lum-
No. 20,572. } ber dealer, domiciled at
Ste-Françoise, county of Ri-
vière-du-Loup, plaintiff; vs ALFRED OUELLET
of the parish of St-Guy, county of Rimouski,
district of Rimouski, defendant.

All the rights that the defendant has and may
have on lot No. thirty-four (34), range four (4),
township Bédard and lot No. fifty five (55) range
four (4), township Bédard, of the cadaster of the
parish of St-Guy, county of Rimouski, with
buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at the church door of the parish
of St-Guy, on the TWENTY-FIRST day of
MAY, 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Rimouski, April 14, 1958. 47565-16-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Magistrate's Court, } THE TOWN OF RI-
No. 37,351. } MOUSKI, body poli-
tic and corporate having
its place of business in the town of Rimouski,
district of Rimouski, plaintiff vs O.K. CHIPCO-
RE CORPORATION INC., body politic and
corporate having place of business in the town
of Rimouski, district of Rimouski, defendant.

A lot of irregular shape, bounded northeasterly
by lot one hundred and eighty-eight-four (188-4)
(Léonidas Ave.) southeasterly a non subdivided
part of lot one hundred and eighty-eight-seventy-
two (P. 188-72), southwesterly by lot one hun-
dred and eighty-nine-forty-seven (189-47), west-
erly by lot one hundred and ninety-six-one
(196-1) (Canadian National Railway) measuring
seven hundred and ninety-one (791) feet to the
northeast, three hundred and fifty-six (356) feet
and six tenths (6/10) southeasterly, four hundred
and fifty-two (452) feet and six tenths (6/10)
southwesterly, four hundred and ninety-three
(493) feet westerly, containing an area of 221351
square feet, (E.M.). This land being known and
designated as being lot one hundred and eighty-
eight-seventy-two-one (188-72-1) on the official
cadastre of the town of Rimouski, with buildings
thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House,
Rimouski, the ELEVENTH day of JUNE 1958,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, May 6, 1958. 47731-19-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, N° 3009. } **L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC**, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, district de Québec, requérant, vs **RAYMOND BÉDARD**, de Springhill, comté de Frontenac, district de Saint-François, intimé.

"Le lot de terre numéro dix-sept (17), rang deux (2) sud-ouest, sur les plan et le livre de renvoi officiels pour le canton de Whitton, avec les bâtisses dessus construites et dépendances, et d'une contenance d'environ cinquante-un (51) acres en superficies."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame du Bon Conseil de Nantes (Springhill), **MERCREDI**, le **VINGT-ET-UNIÈME** jour de **MAI** 1958, à **DIX** heures de l'avant-midi. (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **JOSEPH LABRECQUE**.
Sherbrooke, ce 14 avril 1958. 47563-16-2-o
[Première insertion le 19 avril 1958]

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St-Francis

Superior Court, No. 3009. } **QUEBEC FARM CREDIT BUREAU**, body politic and corporate, having its corporate seat in Quebec, district of Quebec, applicant, vs **RAYMOND BÉDARD**, of Springhill, county of Frontenac, district of St-Francis, appellee.

"The lot number seventeen (17), range two (2) southwest, upon the official plan and book of reference for the township of Whitton, with buildings thereon erected and dependences, and containing about fifty-one (51) acres in superficies."

To be sold at the door of the parochial church of Notre-Dame du Bon Conseil de Nantes (Springhill), **WEDNESDAY** the **TWENTY-FIRST** day of **MAY** 1958, at **TEN** o'clock in the forenoon. (daylight saving time).

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sherbrooke, April the 14th, 1958. 47563-16-2-o
[First insertion: April 19, 1958]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, N° 5219. } **LÉOPOLD MEUNIER**, cultivateur, de Saint-Paul d'Abbotsford, district de Saint-Hyacinthe, demandeur-appelant; vs **PAUL-ABEL FLEURY**, du même endroit, défendeur-intimé.

Saisis comme appartenant au défendeur-intimé:

1. Un terrain mesurant un arpent de front sur six arpents de profondeur, connu comme faisant partie du lot numéro cent seize (Ptie 116) du cadastre de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, borné comme suit: en front, au sud, par la route nationale, conduisant de Saint-Paul à Granby; à l'ouest par le terrain appartenant à Monsieur Landelle, ou le lot numéro 115 du même cadastre; à l'est et au nord, par d'autres parties ci-après décrites du lot numéro 116; avec une maison et autres constructions y érigées.

2. Un terrain de forme irrégulière, connu comme faisant partie du lot numéro cent seize (ptie-116) du cadastre de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford; mesurant un arpent de largeur en front au chemin public sur une profondeur de six arpents, prenant ensuite une largeur de deux arpents sur le reste de la profondeur dudit lot, qui est supposée être de 24 arpents environ, à partir du chemin public; ces mesures sont anglaises et plus ou moins; borné comme suit: en front, par la route nationale, conduisant de Saint-Paul à Granby, et pour une partie, par le trait carré du terrain en premier lieu décrit; à l'est par une autre partie de ce même lot numéro 116 appartenant à M. Léopold Meunier; à l'ouest par le terrain en premier lieu décrit et par le lot numéro 115 du même cadastre; au nord par le trait carré dudit lot numéro 116. Sans bâtisse.

A distraire de ce terrain un certain terrain ou banc de gravier situé dans la municipalité de Saint-Paul d'Abbotsford, étant connu et désigné comme étant partie du lot numéro 116 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford, borné et désigné comme suit: partant à une distance de 1653 pieds de la clôture, côté nord de la route Montréal-Sherbrooke, en allant vers

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, No. 5219. } **LÉOPOLD MEUNIER**, farmer, of Saint-Paul d'Abbotsford, district of Saint-Hyacinthe, plaintiff-appellant; vs **PAUL-ABEL FLEURY**, of the same place, defendant-respondent;

Seized as belonging to the defendant-respondent:

1. A lot of land measuring an arpent in front upon six arpents in depth, known as forming part of lot number one hundred and sixteen (Pt. 116) of the cadastre of the parish St-Paul of Abbotsford, bounded as follows: in front, on the south, by the national highway, leading from Saint-Paul to Granby; on the west, by the land belonging to Mr. Landelle, or lot-No. 115 on the same cadastre; on the east and on the north, by other parts hereinafter described from lot No. 116; with a house and other buildings thereon erected.

2. A lot of land of irregular form, known as forming part of lot number one hundred and sixteen (Pt.-116) of the cadastre of the parish of Saint-Paul d'Abbotsford; measuring an arpent in width in front of the public highway upon a depth of six arpents, taking thereafter a width of two arpents upon the remainder of the depth of the said lot, which is supposed to be about 24 arpents, starting from the public highway; these are English measurements and more or less; bounded as follows: in front, by the national highway, leading from Saint-Paul to Granby, and for one part, by the trait-carré of the land described in the first place; on the east, by another part of this same lot No. 116 belonging to Mr. Léopold Meunier; on the west, by the land described in the first place and by lot No. 115 of the same cadastre; on the north, by the trait carré of the said lot No. 116. Without building.

To withdraw from this lot of land a certain parcel of land or sand bank situate in the municipality of Saint-Paul d'Abbotsford, being known and described as being part of lot No. 116 of the official cadastre of the parish of Saint-Paul d'Abbotsford bounded and described as follows: starting from a distance of 1653 feet from the fence, northern side of the Montreal-Sherbrooke high-

le nord, mesurée dans la ligne est ou ligne latérale, entre les deux lots portant le même numéro 116, dont l'une occupée actuellement par Léopold Charbonneau, et l'autre par Lorenzo Charbonneau, sans titres, aussi à une distance de 1770 pieds, à partir de la clôture côté nord de la route Montréal-Sherbrooke, en allant vers le nord, mesurée dans la ligne ouest dudit lot ou ligne latérale entre les lots 115 et 116; ledit banc étant de forme trapézoïdale mesurant une longueur de 580 pieds dans la ligne entre les lots 115 et 116; une longueur de 345 pieds dans la ligne entre les deux parties du lot numéro 116, et une largeur de 427 pieds, formant une superficie de 197,487 pieds carrés ou 5.37 arpents carrés; le tout suivant plan du ministère de la voirie en date du 20 juillet 1932. Avec servitudes actives ou passives, apparents ou occultes.

3. Un lopin de terre de 21 arpents et 80 perches en superficie, sans garantie de mesure, connu comme étant le lot numéro 500 du cadastre de la paroisse de Saint-Paul d'Abbotsford. Sans bâtisse.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, le DOUZIÈME jour de JUIN 1958, à DIX heures et TRENTE minutes A.M.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
Palais de Justice, Saint-Hyacinthe,
le 6 mai 1958. 47748-19-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, { DAME ÉMILIEENNE TÉ-
N° 10065. { TREAULT, de la pa-
roisse de Notre-Dame de
Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, veuve de feu LUCIEN SAINT-PIERRE, en son vivant cultivateur de Saint-Pie-de-Bagot, district de Saint-Hyacinthe, demanderesse vs LAURENT SAINT-PIERRE, ci-devant de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, district de Saint-Hyacinthe, et actuellement domicilié à Pointe-Gatineau, district de Hull, défendeur,

Saisis comme appartenant audit défendeur:

A) Un emplacement situé au sud de la rivière Yamaska, côté sud du chemin public, en la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, comme étant partie du lot quatre-vingt-seize (P. 96) de forme irrégulière, et dont le contour est ainsi déterminé: Partant d'un point situé sur le chemin public, à une distance de 66 pds, de la ligne de division séparant le terrain présentement décrit de celui ci-après décrit en second lieu, ladite ligne se dirigeant vers le nord sur la distance de 66 pds le long du chemin public, jusqu'à la ligne de division du terrain présentement décrit de celui ci-après décrit, qui appartenait à M. Dufresne; de ce point formant un angle et se dirigeant vers l'est en suivant ladite ligne de division sur une longueur de 334 pds; de ce point formant un angle droit et se dirigeant vers le sud sur une distance de 90 pds; de ce point formant un nouvel angle droit et se dirigeant vers l'ouest sur une distance de 307 pds, et de ce point formant un angle et se dirigeant sur une distance de 69 pds en ligne droite de manière à aller rejoindre le point de départ à l'extrémité ouest de la ligne de front du terrain présentement décrit; lequel emplacement tient en front au chemin public, en profondeur et d'un côté par le résidu du lot numéro 96 restant la propriété de

way, going towards the north, measured in the eastern line or lateral line, between the two lots bearing the same number 116, one of which is now presently occupied by Léopold Charbonneau, and the other by Lorenzo Charbonneau, without titles, also at a distance of 1770 feet, starting from the north side of the fence of the Montréal-Sherbrooke highway, going towards the north measured in the western line of the said lot or lateral line between lots 115 and 116; the said bank being trapazoidal in form, measuring a length of 580 feet in the line between lots 115 and 116; a length of 345 feet in the line between the two parts of lot No. 116, and a width of 427 feet, forming a superficial area of 197,487 square feet or 5.37 square arpents; the whole according to plan by the Roads Department dated July 20, 1932. With active or passive, apparent or unapparent servitudes.

3. A plot of land of 21 arpents and 80 rods in superficial area, without guarantee of measure, known as being lot number 500 on the cadastre of the parish of Saint-Paul d'Abbotsford. Without building.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Paul d'Abbotsford, in the county of Rouville on the TWELFTH day of JUNE 1958, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
Court House, Saint-Hyacinthe,
May the 6th, 1958. 47748-19-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Superior Court, { DAME ÉMILIEENNE TÉ-
No. 10065. { TREAULT, of the Pa-
rish of Notre-Dame de Saint-
Hyacinthe, District of Saint-Hyacinthe, widow of the late LUCIEN SAINT-PIERRE, in his lifetime, farmer of Saint-Pie-de-Bagot, District of Saint-Hyacinthe; plaintiff vs LAURENT SAINT-PIERRE, formerly of the parish of Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, district of Saint-Hyacinthe, and presently domiciled at Gatineau Point, district of Hull, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

A) An emplacement situated south of the Yamaska River, on the south side of the public highway, in the parish of Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, known and designated on the official cadastre of the parish of Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, as being part of lot ninety-six (P. 96) of irregular shape, the circumference of which is as follows: commencing at a point situate on the public highway, at a distance of 66 ft. from the dividing line between the land presently described and that hereinafter described secondly, the said line in a northerly direction along a distance of 66 feet along the public highway, as far as the dividing line of the land presently described and that hereinafter described, belonging to Mr. Dufresne; from this point forming an angle and in an easterly direction along the said dividing line along a length of 334 feet; thence forming a right angle, in a southerly direction, along a distance of 90 feet; thence forming another right angle and in a westerly direction along a distance of 307 feet, and from this point forming an angle, along a distance of 69 feet in a straight line in order to join the point of commencement at the westerly extremity of the front line of the land presently described; which emplacement is adjacent in front, to the public highway, in depth and on one side to the residue of lot number 96 remaining

P. Péloquin ou représentants, et de l'autre côté par le terrain en second lieu décrit ci-après. Le tout à la mesure anglaise.

Avec maison et autres bâties dessus érigées.

Avec et sujet aux droits de passage tel qu'établis aux titres de propriété du vendeur, enregistrés à St-Hyacinthe au numéro B-79503 et décrits comme suit:

Droit de passage à Pierre Péloquin ou représentants, ainsi qu'au propriétaire du terrain vendu présentement dans un chemin pour communiquer au chemin public, l'entretien de ce min devant être à frais commun, et tel chemin ne pouvant pas être déplacé de l'endroit où il est présentement établi.

Droit de passage à l'acquéreur ou représentants, à perpétuité à pieds ou en voiture, pour communiquer au chemin ci-dessus décrit, faisant partie du même lot numéro 96 dudit cadastre, et ce sur le terrain de Pierre Péloquin ou représentants, en faveur du terrain présentement vendu.

Droit de passage en faveur de Pierre Péloquin ou représentants sur le terrain présentement vendu, pour communiquer du terrain de ce dernier au chemin public, à perpétuité, à pieds ou en voiture, tel terrain étant partie du même lot numéro 96 dudit cadastre;

Droit de passage en faveur du terrain présentement vendu sur le terrain de Pierre Péloquin ou représentants, sur partie du même lot numéro 96, pour communiquer du chemin public à la rivière Yamaska, à perpétuité, en toutes saisons de l'année.

B) Un autre emplacement situé au même lieu, de 90 pds de largeur, par 285 pds de profondeurs, mesure anglaise, à prendre dans la partie sud-ouest de la terre se trouvant du côté sud du chemin public, et faisant partie du lot quatre-vingt-dix-sept (Partie 97) du cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe; avec les bâties dessus érigées, et borné comme suit: en front, par le chemin public, du côté sud-ouest par P. Péloquin ou représentants, des côtés sud-est et nord-est par le résidu dudit lot numéro 97 du même cadastre.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du Précieux-Sang de La Providence, comté de Saint-Hyacinthe, le ONZIÈME jour de JUIN 1958, à DIX heures et DEMIE a.m.

Le Shérif,

Bureau du Shérif,

R. BOUSQUET.

Saint-Hyacinthe, le 6 mai 1958. 47751-19-2-0

the property of P. Péloquin or representatives, and on the other side, to the land described hereinafter in the second place. All of which in English measure.

With house and other buildings thereon erected.

With and subject to rights-of-way as established in the Vendor's titles of ownership, registered at St. Hyacinthe as number B-79503 and described as follows:

Right-of-way in favour of Pierre Péloquin or representatives, as well as the owner of the land presently sold to a road in order to reach the public highway, the cost of maintenance of this road to be assumed jointly, and said road not to be moved from the place where it is presently located.

Right-of-way in favour of the purchaser or representatives, in perpetuity, on foot or driving, in order to communicate with the road described hereinabove, forming part of the same lot number 96 of said cadastre, and such, on the land of Pierre Péloquin or representatives, in favour of the land presently sold.

Right-of-way in favour of Pierre Péloquin or representatives on the land presently sold, in order to commute between the land of the latter and the public highway, in perpetuity, on foot or driving, which land being part of the same lot number 96 of said cadastre;

Right-of-way attached to the land presently sold, on the land of Pierre Péloquin or representatives, on part of same lot number 96, in order to commute from the public highway to the Yamaska River, in perpetuity, in all seasons of the year.

B) Another emplacement situate in the same locality, 90 feet wide, by 285 feet deep, English measure, to be taken from the southwesterly part of the farm situate on the southerly side of the public highway, and forming part of lot ninety-seven (P. 97) of the official cadastre of the parish of Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, with buildings thereon erected, and bounded as follows: in front, by the public highway, on the southwesterly side by P. Péloquin or representatives, on the southeasterly and northeasterly sides by the residue of said lot number 97 of the same cadastre.

To be sold at the door of the parochial church of Précieux-Sang de La Providence, county of Saint-Hyacinthe, the ELEVENTH day of JUNE, 1958, at TEN-THIRTY o'clock a.m.

R. BOUSQUET,

Sheriff's Office,

Sheriff.

Saint-Hyacinthe, May 6, 1958. 47751-19-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District de Saint-Hyacinthe -

Cour Supérieure,
N° 10-535.

{ PHILIPPE MARCIL, et
SYLVIO VALCOURT,
(tous deux marchands de grain,

de Saint-Liboire, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, demandeurs, vs LES HÉRITIERS DE FEU ZOLTAN SIMON, en son vivant, cultivateur, de Saint-Liboire, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe; défendeurs

Saisies comme appartenant audits défendeurs:

1° Une terre située sur le rang Saint-Édouard, en la paroisse de Saint-Liboire, de la contenance de quatre arpents de largeur sur vingt et un arpents de profondeur, plus ou moins, étant le lot numéro cent soixante du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire; avec bâties y érigées.

Fieri Facias de Bonis et de Terris

District of Saint-Hyacinthe

Superior Court,
No. 10-535.

{ PHILIPPE MARCIL and
SYLVIO VALCOURT,
(both merchants of Saint-Li-

boire, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe, plaintiffs; vs THE HEIRS OF THE LATE ZOLTAN SIMON, in his lifetime, a farmer, of Saint-Liboire, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe: defendants.

Seized as belonging to said defendants:

1. A farm situated in range Saint-Édouard, in the parish of Saint-Liboire, containing four arpents in width by twenty-one arpents in depth, more or less, being lot number one hundred and sixty of the official cadastre of the parish of Saint-Liboire; with buildings thereon erected.

A distraire dudit lot:

a) la partie dudit lot vendue à la corporation municipale de la paroisse de Saint-Liboire, pour élargissement de la route, par contrat de vente reçu devant M^{re} L.-A. Brunelle, notaire, le 29 mai 1921, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Bagot sous le N° 56181; telle partie ayant une largeur de dix pieds sur la profondeur de la concession;

b) la partie du même lot vendue à Sa Majesté le Roi pour le Gouvernement de la province de Québec, Ministère de la Voirie, pour élargissement de chemin, par contrat reçu devant M^{re} André Dumont, notaire, le 18 avril 1949, enregistré au bureau d'enregistrement de Bagot sous le N° 86840, telle partie ayant une superficie de cinq mille trois cents pieds carrés, mesure anglaise, ou cent quarante-quatre millièmes d'arpent carré.

Le vendeur réserve les droits de The Bell Telephone Co. of Canada sur ledit lot, pour construction et entretien de lignes de téléphone, suivant actes à cette fin enregistrés à Bagot sous les numéros 56153 et 70760.

2° Un terrain situé sur le rang Saint-Patrick, en la paroisse de Saint-Liboire, faisant partie du lot trois cent dix (P. 310) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, d'un arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front dudit rang jusqu'au chemin de fer du Canadien National, moins une lisière de terre d'environ quarante pieds de largeur le long du chemin de fer, tel terrain borné en front au chemin dudit rang, en profondeur par le terrain du Canadien National, d'un côté aux terrains de Raoul Chabot et Louis Plante, et de l'autre côté au terrain d'Albéric Beauregard; avec bâtisses y érigées.

3° Un terrain situé sur le rang Saint-Patrick, en la paroisse de Saint-Liboire, faisant partie du lot numéro trois cent onze (P. 311) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire, d'un arpent de largeur sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin de front dudit rang jusqu'au chemin de fer du Canadien National, borné d'un côté par le terrain d'Albéric Beauregard, et de l'autre côté par le terrain d'Adrien Dion; avec bâtisses y érigées.

Le vendeur réserve, en faveur de qui il appartiendra, la servitude de chemin à la profondeur du terrain faisant partie du lot N° 311, le long du chemin de fer, chemin de quarante pieds de largeur, pour l'utilité du public, dans le cas où tel chemin serait ouvert jusqu'au chemin du rang Saint-Édouard;

Le vendeur déclare que lesdits terrains P. 310 et P. 311 sont affectés d'une servitude en faveur de Southern Canada Power Co. Ltd pour construction et entretien d'une ligne de transmission électrique, suivant acte à cet effet enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Bagot sous le numéro 84563.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Liboire, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe, le QUATORZIÈME jour de JUIN 1958, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

R. BOUSQUET.

Bureau du Shérif,

Saint-Hyacinthe, le 6 mai 1958. 47749-19-2-o

To be excluded from said lot:

a) that part of said lot sold to the municipal corporation of the parish of Saint-Liboire, for the widening of the road, by deed of sale passed before M^{re} L.-A. Brunelle, notary, on May 29, 1921, registered in the Registry Office of the division of Bagot under No. 56181; said part measuring ten feet wide by the depth of the concession;

b) that part of the same lot sold to His Majesty the King for the Government of the Province of Quebec, Department of Roads, for the widening of the road, by contract passed before M^{re} André Dumont, notary, April 18, 1949, registered at the Registry Office of Bagot under number 86840, said part having an area of five thousand three hundred square feet, English measure, or one hundred and forty-four thousandths of a square arpent.

The vendor reserves all the rights of The Bell Telephone Co. of Canada on said lot, for the building and maintenance of telephone lines, according to deeds, for said purpose, registered at Bagot under numbers 56153 and 70760.

2. A piece of land situated in range Saint-Patrick, in the parish of Saint-Liboire, forming part of lot three hundred and ten (P. 310) of the official cadastre of the parish of Saint-Liboire, one arpent in width by the depth that exists as from the front road of said range as far as the Canadian National Railroad, save a strip of land of some forty feet in width along the railroad, which land is bounded in front by the road of said range, in depth by the land of the Canadian National Railway, on one side by the land of Raoul Chabot and Louis Plante, and on the other side by the land of Albéric Beauregard; with buildings thereon erected.

3. A piece of land situated in range Saint-Patrick, in the parish of Saint-Liboire, forming part of lot number three hundred and eleven (P. 311) of the official cadastre of the parish of Saint-Liboire, of one arpent in width by the depth which exists as from the front road of said range as far as the Canadian National Railway, bounded on one side by the land of Albéric Beauregard, and on the other side by the land of Adrien Dion, with buildings thereon erected.

The vendor reserves, in favour of whoever the owner may be, the road servitude at the depth of the land forming part of lot N. 311, along the railroad, a road of forty feet wide, for public purposes, in which case said road would be opened as far as the road of range Saint-Édouard;

The vendor declares that the said pieces of land P. 310 and P. 311 are bounded with a servitude in favour of Southern Canada Power Co. Ltd for the building and maintenance of an electric transmission line, according to a deed to this effect registered at the Registry Office of the division of Bagot under number 84563.

To be sold at the door of the parochial church of Saint-Liboire, county of Bagot, district of Saint-Hyacinthe, the FOURTEENTH day of JUNE, 1958, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

R. BOUSQUET,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Saint-Hyacinthe, May 6, 1958. 47749-19-2-o

TERREBONNE

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, } HORACE BOILEAU,
N° 26134. } comptable agréé, des
cités et district de Montréal,
et HERVE FOURNIER, tailleur, de Lachute,
district de Terrebonne, tous deux en leur qualité
d'exécuteurs testamentaires de la succession de
feu Adolphe Raymond, en son vivant de Lachute,
demandeurs es-qualité; vs DAME ISABELLE
CYR, veuve non remariée de Louis Albert
Pharand, en son vivant de Lachute, district de
Terrebonne, ladite Dame Isabelle Cyr, en sa
qualité d'exécutrice testamentaire des biens de
la succession de feu Louis Albert Pharand, cette
dernière demeurant à Buckingham, district de
Hull, et LES HÉRITIERS DE LA SUCCESSION
DE FEU LOUIS PHILIPPE PHARAND, en son vivant,
de Lachute, district de Terrebonne, défendeurs;
et LE RÉGISTRATEUR DE LA DIVISION D'ENREGISTREMENT
POUR LE COMTÉ D'ARGENTEUIL, mis-en-cause.

AVIS DE VENTE

1° Un certain emplacement situé en la ville
de Lachute, sur le côté nord de la Grand'rue,
connu et désigné aux plan et livre de renvoi
officiels de la paroisse de St-Jérusalem d'Argen-
teuil, comme étant la moitié est du lot sept cent
soixante-six (P. ½ E. 766) avec les bâtisses
dessus; borné au nord par une ruelle, connue
sous le numéro cadastral 865, au sud par la
Grand'rue, à l'est par le lot N° 754 et à l'ouest
par la moitié ouest dudit lot 766, appartenant
à L. L. Legault ou ses représentants;

2° Une certaine lisière de terrain située au
même endroit, et faisant partie du lot numéro
sept cent cinquante-quatre (P. 754) mesurant
six pouces de large sur soixante-dix-huit pieds de
profond borné en front au sud par la Grand'rue,
en arrière au nord et d'un côté à l'est par le
résidu dudit terrain appartenant aux représen-
tants légaux de feu Gédéon Desjardins, et à
l'ouest par ladite partie du lot 766 ci-dessus
décrite; ladite lisière supporte une partie de
l'édifice érigée sur ladite partie du lot 766.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique
Ste-Astasie de Lachute, MERCREDI, le
VINGT-HUITIÈME jour de MAI 1958 à
DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Conditions: argent comptant.

Daté à St-Jérôme,
ce 14 avril 1958.

Le Shérif,
GEO. AUCLAIR.
47569-16-2-0

TERREBONNE

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, } HORACE BOILEAU,
No. 26134. } chartered accountant, of
the city and district of Mont-
real, and HERVE FOURNIER, tailor, of Lachute,
district of Terrebonne, both in their quality
of testamentary executors of the estate of the
late Adolphe Raymond, in his lifetime of Lachute,
plaintiffs, es-qualité; vs DAME ISABELLE
CYR, unmarried widow of Louis Albert
Pharand, in her lifetime of Lachute, district of
Terrebonne, the said Dame Isabelle Cyr, in her
quality of testamentary executrix of the property
of the estate of the late Louis Albert Pharand,
the latter residing at Buckingham, district of
Hull, and THE HEIRS OF THE ESTATE OF
THE LATE LOUIS PHILIPPE PHARAND, in his lifetime,
of Lachute, district of Terrebonne, defendants;
and THE REGISTRAR OF THE REGISTRY DIVISION FOR THE
COUNTY OF ARGENTEUIL, mis-en-cause.

NOTICE OF SALE

1. A certain emplacement situated in the
town of Lachute on the north side of the Grand'
rue, known and designated on the official plan
and in the book of reference for the parish of
St. Jérusalem d'Argenteuil, as being the eastern
half of lot seven hundred and sixty-six (P. E.
½ 766) with the buildings thereon erected;
bounded on the north by a lane, known under
the cadastral number 865, on the south, by the
Grand'rue, on the east, by lot No. 754 and on
the west, by the western half of the said lot
766, belonging to L. L. Legault or his representa-
tives;

2. A certain strip of land situated in the same
place, and forming part of lot number seven
hundred and fifty-four (P. 754) measuring six
inches in width by seventy-eight feet in depth,
bounded in front on the south by the Grand'rue,
in rear on the north and on one side on the east,
by the residue of the said lot of land, belonging
to the legal representatives of the late Gédéon
Desjardins, and on the west, by the said part
of lot 766 hereabove described; the said strip
of land supports a part of the edifice erected on
the said part of lot 766.

To be sold at the catholic church door of Ste.
Anastasie de Lachute, WEDNESDAY, the
TWENTY-EIGHTH day of MAY, 1958, at
HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

Conditions: Cash.

Dated at St. Jérôme,
this 14th day of April, 1958.

GEO. AUCLAIR,
Sheriff.
47569-16-2

Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 19

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lecours vs Turgeon..... 1722

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

387 — Barbier-coiffeurs, région de Hull. 1723
436 — Preuves photographique de cer-
tains documents (Hampstead)..... 1722
436 — Preuves photographique de cer-
tains documents (Hull)..... 1723

Index of the Quebec Official
Gazette, No. 19

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lecours vs Turgeon..... 1722

ORDERS IN COUNCIL:

387 — Barbers and hairdressers, région
of Hull..... 1723
436 — Photographic proof of certain
documents (Hampstead)..... 1722
436 — Photographic proof of certain
documents (Hull)..... 1723

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

1695 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

1695

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Arthur Blouin Limitée (Directeurs)....	1728
Corporation de Gaz Naturel du Québec (Nouveaux tarifs).....	1727
Drainage Ste-Marie Inc.—Ste Marie Drainage Inc. (Directeurs).....	1731
Greenland Realities Ltd (Directeurs)...	1731
La Caisse des Jeunes Travailleurs de Lachute (Fondation).....	1729
La Compagnie Canadienne du Théâtre Club Ltée (Directeurs).....	1728
L'Association Sportive de la Rive Nord (Règlements).....	1727
Les Entreprises Ste-Marie Inc.—Ste Marie Enterprises Inc. (Directeurs)...	1731
Midgal Construction Ltd (Directeurs)...	1728
Occupational Therapy & Rehabilitation Centre (Règlement).....	1729
Saint-Martin, ville (Règlement No 67)...	1730
Super Service Forwarding Ltd (Directeurs).....	1738
Syndicat Coopératif des Producteurs de Bleuets de St-Eugène d'Argente-nay (Fondation).....	1730
Syndics de la paroisse de Saint-Jérôme de Lac Saint-Jean (Rachat d'obli-gations).....	1729

Arthur Blouin Limitée (Directors)....	1728
Quebec Natural Gas Corporation (New rates).....	1727
Drainage Ste-Marie Inc.—Ste Marie Drainage Inc. (Directors).....	1731
Greenland Realities Ltd. (Directors)...	1731
La Caisse des Jeunes Travailleurs de Lachute (Foundation).....	1729
The Canadian Company of Theatre Club Ltd. (Directors).....	1728
L'Association Sportive de la Rive Nord (By-laws).....	1727
Les Entreprises Ste Marie Inc.—Ste Marie Enterprises Inc. (Directors)...	1731
Midgal Construction Ltd (Directors)...	1728
Occupational Therapy & Rehabilitation Centre (By-law).....	1729
Saint-Martin, town (By-law No. 67)...	1730
Super Service Forwarding Ltd (Direc-tors).....	1738
Syndicat Coopératif des Producteurs de Bleuets de St-Eugène d'Argente-nay (Foundation).....	1730
Trustees of the parish of Saint-Jérôme of Lake St. John (Redemption of bonds).....	1729

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Best's Ladies Wear Inc.	1732
L. V. Textiles Limited.	1732
The American Advertising Agency Li-mited.	1732
The Page Fence and Wire Products Company, Limited.	1732

Best's Ladies Wear Inc.	1732
L. V. Textiles Limited.	1732
The American Advertising Agency Li-mited.	1732
The Page Fence and Wire Products Company, Limited.	1732

COMPAGNIES DISSOUTES:

COMPANIES DISSOLVED:

Breakeyville Stores Co. Ltd.	1734
Corporate Services Inc.	1732
Four Grand Investments Ltd.	1733
Giroux Motor Sales Ltd.	1733
Hibbard Motors Ltd.	1733
L'Édifice Chevalier Ltée.	1733
Notre Maison (Compagnie Ltée)....	1734
Simard Chevalier & Choyer Limitée..	1734
Western Taxi Association Ltd.	1734

Breakeyville Stores Co. Ltd.	1734
Corporate Services Inc.	1732
Four Grand Investments Ltd.	1733
Giroux Motor Sales Ltd.	1733
Hibbard Motors Ltd.	1733
L'Édifice Chevalier Ltée.	1733
Notre Maison (Compagnie Ltée)....	1734
Simard Chevalier & Choyer Limitée..	1734
Western Taxi Association Ltd.	1734

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:-

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

Boucherville.	1736
Chicoutimi Nord, ville.	1735
Clapham.	1735
Huberdeau.	1736
Lawrenceville, village.	1735
Ste-Anne-la-Pérade, village.	1736
Ste-Marie Madeleine.	1735
St-Philippe-de-Phillipsburg.	1736
Ville-Marie.	1735
Ville-Marie.	1736

EDUCATION:

School Municipality of:

Boucherville.	1736
Chicoutimi Nord, town.	1735
Clapham.	1735
Huberdeau.	1736
Lawrenceville, village.	1735
Ste-Anne-la-Pérade, village.	1736
Ste-Marie Madeleine.	1735
St-Philippe-de-Phillipsburg.	1736
Ville-Marie.	1735
Ville-Marie.	1736

MINES:

MINES:

Révocation de la vente de terrains mi-niers dans le canton de Beauchastel..	1736
---	------

Cancellation of the sale of mining lands in the township of Beauchastel.	1736
---	------

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Charlesbourg, paroisse.	1737
Montréal, cité (Quartier St-Antoine)...	1738
Montréal, cité (Quartier St-Antoine)...	1738
Ste-Foye, paroisse.	1737

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Charlesbourg, parish.	1737
Montreal, city (St. Antoine Ward)....	1738
Montreal, city (St. Antoine Ward)....	1738
Ste. Foye, parish.	1737

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Alimentation au détail, région de Québec	1738
Convention collective relative à l'industrie du fer et bronze d'ornementation, région de Montréal	1740

EXAMENS DU BARREAU:

St-François: pratique	1744
Trois-Rivières: examens	1744

LETTRES PATENTES:

Agence d'Assurance Mercure Inc.— Mercure Assurance Agency Inc.	1696
Amérivision Inc.	1697
Argo Investments Inc.	1697
Bersal Ltd.	1697
Brompton Iron and Metal Inc.	1698
Caligiuri Construction Company Limited	1698
Cartier Gas Corporation — La Corporation de Gaz Cartier	1698
Center Warehousing Ltd.	1699
Château Country Club Inc.	1699
Clanranald-Snowdon Corporation	1699
Clinique Médicale Ahuntsic Inc.	1700
Collège de Matane	1744
Conrad Joyal Ltée	1700
Daily Realty Corp.	1700
Dell Realities Ltd.	1701
Delmar Heating & Supplies Company	1701
Dominion Air-Conditioning Company Limited	1701
École Centrale du Canada Inc.— Central School of Canada Inc.	1702
Elgood Realities Ltd.	1702
El-Lis Construction Co., Inc.	1702
Évaporateur Portneuf Inc.	1703
Family Hostess Sales Limited	1703
F. X. La Salle & Fils Inc.	1703
Gaëtan Gagné Incorporée	1704
Henry A. Cantin Incorporé	1704
Hershorn Investment Inc.	1704
Hutchison Street Corporation	1705
Integral Development Inc.	1705
Intercom of Montreal Inc.	1705
Italian Motor Car Distributors Ltd.	1706
J. Bernard Hamel, Inc.	1706
J. Louis Voghel Ltée	1706
Labrador Cut Rate Food Market Inc.	1707
La Cie d'Immeubles Dauville Ltée	1707
Lamondo Trading Corporation	1707
L'Association des Médecins Bactériologues de la Province de Québec — Association of Medical Bacteriologists of the Province of Quebec	1708
Laurentide Graphite Corporation	1708
Laurentide Mineral Products Corporation	1708
Léo Paul Charbonneau Limitée	1709
Leran Copper Mining Company Limited	1709
Les Immeubles F. X. LaSalle & Fils Inc.	1709
Loisirs Notre-Dame des Monts Inc.	1710
Lord & Fils Inc.	1710
L'Union des Jardiniers, Inc.	1711
M. A. Blouin Inc.	1711
Magasin Jat (Dolbeau) Ltée	1711
Magasin Lemieux Inc.	1711
Maisonnette Textiles Ltd.	1712
Marcel Drouin Ltée — Ltd.	1712
Marché Union Inc.	1712
Mazel Corporation	1713
Montserrat Poultry Farms Inc.	1713

LABOUR:

Industry or Trades of:

Food products retail trade, district of Québec	1738
Collective agreement relative to the ornamental iron and bronze industry, region of Montreal	1740

BAR EXAMINATIONS:

St. Francis: practice	1744
Trois-Rivières: examination	1744

LETTERS PATENT:

Agence d'Assurance Mercure Inc.— Mercure Assurance Agency Inc.	1696
Amérivision Inc.	1697
Argo Investments Inc.	1697
Bersal Ltd.	1697
Brompton Iron and Metal Inc.	1698
Caligiuri Construction Company Limited	1698
Cartier Gas Corporation — La Corporation de Gaz Cartier	1698
Center Warehousing Ltd.	1699
Château Country Club Inc.	1699
Clanranald-Snowdon Corporation	1699
Clinique Médicale Ahuntsic Inc.	1700
Collège de Matane	1744
Conrad Joyal Ltée	1700
Daily Realty Corp.	1700
Dell Realities Ltd.	1701
Delmar Heating & Supplies Company	1701
Dominion Air-Conditioning Company Limited	1701
École Centrale du Canada Inc.— Central School of Canada Inc.	1702
Elgood Realities Ltd.	1702
El-Lis Construction Co., Inc.	1702
Évaporateur Portneuf Inc.	1703
Family Hostess Sales Limited	1703
F. X. La Salle & Fils Inc.	1703
Gaëtan Gagné Incorporée	1704
Henry A. Cantin Incorporé	1704
Hershorn Investment Inc.	1704
Hutchison Street Corporation	1705
Integral Development Inc.	1705
Intercom of Montreal Inc.	1705
Italian Motor Car Distributors Ltd.	1706
J. Bernard Hamel, Inc.	1706
J. Louis Voghel Ltée	1706
Labrador Cut Rate Food Market Inc.	1707
La Cie d'Immeubles Dauville Ltée	1707
Lamondo Trading Corporation	1707
L'Association des Médecins Bactériologues de la Province de Québec — Association of Medical Bacteriologists of the Province of Quebec	1708
Laurentide Graphite Corporation	1708
Laurentide Mineral Products Corporation	1708
Léo Paul Charbonneau Limitée	1709
Leran Copper Mining Company Limited	1709
Les Immeubles F. X. LaSalle & Fils Inc.	1709
Loisirs Notre-Dame des Monts Inc.	1710
Lord & Fils Inc.	1710
L'Union des Jardiniers, Inc.	1711
M. A. Blouin Inc.	1711
Magasin Jat (Dolbeau) Ltée	1711
Magasin Lemieux Inc.	1711
Maisonnette Textiles Ltd.	1712
Marcel Drouin Ltée — Ltd.	1712
Marché Union Inc.	1712
Mazel Corporation	1713
Montserrat Poultry Farms Inc.	1713

Nivel Realities, Inc.	1714
Old Rose Printing Co. Inc.	1714
Paradis Construction Ltd.—Paradis Construction Ltée	1714
Pasoff Holdings Incorporated	1715
P. E. Légaré Inc.	1715
Penrose Enterprises Ltd.	1715
Perma Investment Corporation	1716
Provincial Hardwoods Inc.	1716
Restaurant Horizon Inc.	1716
Rock Lagacé & Co. Ltd.	1717
Roy Auto Parts Inc.	1717
Sheres Company Ltd.	1717
Sol Luncheonettes Ltd.	1718
Spécialités Lucerne Specialties Inc.	1718
St Antoine Excavation Ltée	1718
St. Leonard Realities, Inc.	1719
Terminal Packaging & Warehousing Company Inc.	1719
Villa Labelle Holdings Corp.	1719
W & D Transport Inc.	1720
Welwort Construction Ltd.	1720
William J. Segal & Sons Inc.	1720
Winer & Chazonoff Contractors Corp.	1721

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Camp Hiawatha Inc.	1721
Les Fermes du Cap St-Jacques Ltée	1721
L. J. Forget & Cie Ltée — L. J. Forget & Co. Ltd.	1721
Vanguard Explorations Limited	1722

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

Alliance Compagnie d'Assurance-Vie	1745
Fire Association of Philadelphia	1744

NOMINATION:

Divers	1745
--------	------

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

L'Association des producteurs de tabac jaune du Québec Inc.	1745
Le Syndicat Spécialisé des producteurs de bois de Rimouski (U.C.C.)	1746

PROCLAMATIONS:

Concernant l'abolition de certaines Cours de Magistrat	1746
Concernant la tenue d'une élection partielle dans le district électoral de Matane	1748

SIÈGES SOCIAUX:

Candiac Construction Ltd.	1749
Caprive Oil and Gas Company Limited	1750
Dadson Lake Chibougamau Mines Ltd.	1749
Les Placements Alvic Inc.	1749
Pennbec Mining Corporation	1749

SOUSSIONS:

Beauport, ville, comm. scolaire (Correction)	1750
Greenfield Park, ville	1753
Matane, ville	1754
Murdochville, comm. scolaire prot.	1752
Pincourt, village	1750
Québec, cité	1750
St-Hyacinthe, cité	1755

Nivel Realities, Inc.	1714
Old Rose Printing Co. Inc.	1714
Paradis Construction Ltd.—Paradis Construction Ltée	1714
Pasoff Holdings Incorporated	1715
P. E. Légaré Inc.	1715
Penrose Enterprises Ltd.	1715
Perma Investment Corporation	1716
Provincial Hardwoods Inc.	1716
Restaurant Horizon Inc.	1716
Rock Lagacé & Co. Ltd.	1717
Roy Auto Parts Inc.	1717
Sheres Company Ltd.	1717
Sol Luncheonettes Ltd.	1718
Spécialités Lucerne Specialties Inc.	1718
St Antoine Excavation Ltée	1718
St. Leonard Realities, Inc.	1719
Terminal Packaging & Warehousing Company Inc.	1719
Villa Labelle Holdings Corp.	1719
W & D Transport Inc.	1720
Welwort Construction Ltd.	1720
William J. Segal & Sons Inc.	1720
Winer & Chazonoff Contractors Corp.	1721

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Camp Hiawatha Inc.	1721
Les Fermes du Cap St-Jacques Ltée	1721
L. J. Forget & Cie Ltée — L. J. Forget & Co. Ltd.	1721
Vanguard Explorations Limited	1722

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

Alliance Mutual Life Insurance Company	1745
Fire Association of Philadelphia	1744

APPOINTMENT:

Miscellaneous	1745
---------------	------

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of reception of joint marketing plan:

L'Association des producteurs de tabac jaune du Québec Inc.	1745
Le Syndicat Spécialisé des producteurs de bois de Rimouski (U.C.C.)	1746

PROCLAMATIONS:

Concerning the abolishment of certain Magistrate's Courts	1746
Concerning the holding of a by-election in the electoral district of Matane	1748

HEAD OFFICES:

Candiac Construction Ltd.	1749
Caprive Oil and Gas Company Limited	1750
Dadson Lake Chibougamau Mines Ltd.	1749
Les Placements Alvic Inc.	1749
Pennbec Mining Corporation	1749

TENDERS:

Beauport, town, school comm. (Correction)	1750
Greenfield Park, town	1753
Matane, town	1754
Murdochville, prot. school comm.	1752
Pincourt, village	1750
Quebec, city	1750
St. Hyacinthe, city	1755

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Dufort, Wilfrid.....	1757
Dumont, Roméo.....	1758

VENTES PAR LICITATION:

Gauthier vs Gauthier <i>et al.</i>	1757
Latham vs Latham <i>et al.</i>	1758

VENTE POUR TAXES:

St-Félicien, ville de.....	1759
----------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Nadeau vs Brochu.....	1760
-----------------------	------

GASPÉ:

Banque Toronto-Dominion vs Méthot.....	1760
Fahey vs Lapointe.....	1761
Moreau vs Moreau.....	1760

HULL:

Murdoch vs Lanthier.....	1761
--------------------------	------

ISERVILLE:

Boudreau vs Fafard.....	1762
-------------------------	------

JOLIETTE:

La Banque Provinciale du Canada vs O'Ryan.....	1762
--	------

KAMOURASKA:

Rioux vs Pelletier.....	1763
-------------------------	------

MONTREAL:

Cie Henri Denis Ltée vs Chaffee.....	1763
--------------------------------------	------

NICOLET:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Cinq-Mars.....	1763
---	------

QUÉBEC:

Laurentides Automobiles Inc. vs Vermette.....	1764
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Gauthier <i>et vir.</i>	1765

RIMOUSKI:

Drapeau vs Ouellet.....	1767
La ville de Rimouski vs O. K. Chipcoré Corporation Inc.....	1767

SAINT-FRANÇOIS:

L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bédard.....	1768
--	------

SAINT-HYACINTHE:

Marcel <i>et al</i> vs Héritiers de Zoltan Simon.....	1770
Meunier vs Fleury.....	1768
Tétreault vs Saint-Pierre.....	1769

TERREBONNE:

Boileau vs Héritiers de Ls-Ph. Pharand.....	1772
---	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Dufort, Wilfrid.....	1757
Dumont, Roméo.....	1758

SALES BY LICITATION:

Gauthier vs Gauthier <i>et al.</i>	1757
Latham vs Latham <i>et al.</i>	1758

SALE FOR TAXES:

St-Félicien, town of.....	1759
---------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Nadeau vs Brochu.....	1760
-----------------------	------

GASPÉ:

Toronto-Dominion Bank vs Méthot.....	1760
Fahey vs Lapointe.....	1761
Moreau vs Moreau.....	1760

HULL:

Murdoch vs Lanthier.....	1761
--------------------------	------

ISERVILLE:

Boudreau vs Fafard.....	1762
-------------------------	------

JOLIETTE:

The Provincial Bank of Canada vs O'Ryan.....	1762
--	------

KAMOURASKA:

Rioux vs Pelletier.....	1763
-------------------------	------

MONTREAL:

Cie Henri Denis Ltée vs Chaffee.....	1763
--------------------------------------	------

NICOLET:

Quebec Farm Credit Bureau vs Cinq-Mars.....	1763
---	------

QUÉBEC:

Laurentides Automobiles Inc. vs Vermette.....	1764
Quebec Farm Bureau Credit vs Gauthier <i>et vir.</i>	1765

RIMOUSKI:

Drapeau vs Ouellet.....	1767
The town of Rimouski vs O. K. Chipcoré Corporation Inc.....	1767

ST. FRANCIS:

Quebec Farm Credit Bureau vs Bédard.....	1768
--	------

SAINT HYACINTHE:

Marcel <i>et al</i> vs Heirs of Zoltan Simon.....	1770
Meunier vs Fleury.....	1768
Tétreault vs Saint-Pierre.....	1769

TERREBONNE:

Boileau vs Heirs of Ls-Ph. Pharand.....	1772
---	------